

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉVOLUTION CHINOISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1929, à 14 heures

PAR

CHEN Fou-choen

Docteur en Droit de l'Université l'Aurore de Changhai

Diplômé de l'Institut de Crimonologie de Paris

JURY :

Président : M. GIDEL, Professeur.

Suffragants : M. MESTRE, Professeur.

M. J. BARTHÉLEMY, Professeur.

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, Boulevard Saint-Germain, 108

La Révolution Chinoise

DU MÊME AUTEUR

OUVRAGES EN FRANÇAIS :

Nouveau Dictionnaire Français-Chinois, en collaboration avec
MM. SIÉ CHEOU-TCHANG et SIAO TSE-KIN, 846 p., Commer-
cial Press, Changhai 1923.

L'Hypothèque en Droit Chinois, Changhai 1923.

Aperçu historique sur l'Evolution du Droit pénal Chinois, Paris 1925.

Des Causes de l'Enfance coupable, Paris 1926.

L'Invention du Papier et de l'Imprimerie en Chine, conférence faite
à la Troisième Foire Internationale des Livres, Florence 1928.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉVOLUTION CHINOISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1929, à 14 heures

PAR

CHEN Fou-choen

Docteur en Droit de l'Université l'Aurore de Changhai

Diplômé de l'Institut de Crimnologie de Paris

JURY :

Président : M. GIDEL, Professeur.

Suffragants : M. MESTRE, Professeur.

M. J. BARTHÉLEMY, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, Boulevard Saint-Germain, 108

1929

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
Thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs**



AVANT-PROPOS

Le but que nous poursuivons dans ce présent ouvrage consiste à faire connaître ce qu'est la Révolution Chinoise. Pour décrire avec toute ampleur voulue l'évolution d'un phénomène aussi considérable, il faudrait plusieurs volumes ; nous avons dû nous borner à exposer les traits importants de son histoire, de ses principes et de ses méthodes. La brièveté nous paraissait utile pour pouvoir présenter à la fois une vue d'ensemble et une analyse méthodique des faits et des idées.

La Chine révolutionnaire, de même que la Russie communiste et l'Italie fasciste, ayant des formules nouvelles à peine pratiquées, reste encore un laboratoire sociologique. Il serait donc prématuré de porter un jugement avant de voir le résultat final, c'est-à-dire avant de longues années. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit dès à présent impossible d'en étudier le plan et d'en suivre l'exécution.

Au cours de notre travail, nous nous sommes efforcé, en toute indépendance d'esprit, de faire passer les documents sous les yeux du lecteur afin que celui-ci puisse porter lui-même une opinion.

Paris, février 1929.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551828_0012

LA RÉVOLUTION CHINOISE

INTRODUCTION

« Sous le règne des grands principes, tout ce qui est sous le ciel était à tous. »

CONFUCIUS.

La révolution poursuit actuellement sa marche en Chine pour porter plus avant son idéal. Les événements qui s'y sont déroulés, les principes qui animent cette révolution ainsi que les méthodes nécessaires pour réaliser les principes méritent d'attirer l'attention.

Que deviendra cette Chine qui forme, à elle seule, la moitié de l'Asie et se compose d'un quart des humains ? Comment comprendre, en effet, les transformations dont est le théâtre un pays d'une telle importance, si on ignore l'évolution des esprits et l'instauration du nouvel état de choses qui aura, pourtant, des conséquences pour tous les peuples ?

La Révolution Chinoise à laquelle nous assistons, a des principes et des méthodes propres. Ce n'est pas un phénomène local ou passager, mais une vague de mouvements destinée à proclamer, à la face du monde, que la Chine doit être traitée sur un pied d'égalité parmi les nations, et que, dans le pays même, le peuple doit obtenir des réformes politiques et sociales. En un mot, la Chine désire être indépendante, et son peuple veut vivre.

Des siècles ont été parfois nécessaires pour préparer une révolution. La Révolution Française n'a pas été élaborée seulement en 1789. Le XVIII^e siècle tout entier, par

la pensée philosophique qui l'anime, a contribué à modifier les relations juridiques et économiques. De même la Révolution Chinoise qui se déroule à l'heure actuelle n'est qu'un prolongement de la révolution de 1911 ; et celle-ci fut le résultat d'une lutte anti-dynastique très ancienne et d'un mouvement réformiste plus récent. Cette révolution est née du malaise général dans lequel se trouva le peuple Chinois.

Vers le milieu du siècle dernier, les Européens ont enfoncé la porte de la Chine et contraint celle-ci à commercer avec eux. La Chine, ignorant jusque-là le reste du monde, fut réveillée brutalement de sa tradition millénaire. Certes, elle n'avait pas le droit de s'enfermer avec ses richesses naturelles (1) ; mais les Européens eurent le tort de commercer au moyen des armes. Ils arrivèrent, en effet, en conquérants plutôt qu'en commerçants paisibles (2). Tant qu'ils se présentèrent comme des hôtes de la catégorie de Marco Polo, les occidentaux furent traités avec déférence et sympathie. C'est seulement à dater du jour où ils prétendirent être les maîtres que la Chine se fit rebelle (3). Ainsi les relations entre la Chine et l'Occident furent inaugurées par des maladresses, des malentendus, et des fautes multiples.

Depuis cette époque jusqu'à nos jours, la Chine a tou-

(1) Ceux qui reprochèrent à la Chine de s'enfermer, ferment maintenant leur porte aux Chinois pour ne pas diminuer le taux des salaires. Les Etats-Unis, l'Australie sont pourtant des pays neufs beaucoup moins peuplés que la Chine. Celle-ci proteste maintenant.

(2) Soulié de Morant (G.), *Exterritorialité et Intérêts étrangers en Chine*, Paris 1925, p. 403.

(3) Bertrand (P.), *Les atrocités de la guerre de Chine*, Paris 1901.

jours été l'objet des convoitises des étrangers. Admirant la richesse de ce pays immense, voyant le débouché des produits de leurs industries parmi cette population formidable, les Puissances étrangères profitèrent de la faiblesse de la Chine et lui imposèrent toutes les mesures qui leur paraissaient avantageuses.

« Les Européens, a écrit le général Luzeux, exigèrent de suite des privilèges commerciaux ; ils se montrèrent avides de gain ; ils ne se préoccupèrent jamais de ne pas léser les intérêts matériels des indigènes ; ils réclamèrent au besoin « manu militari », c'est-à-dire à coups de canon, le droit de commercer librement et à leur guise. Les Chinois ne purent leur refuser ; bien qu'ils prévissent qu'ils subiraient, de ce fait, des pertes matérielles importantes, ils cédèrent à une force qu'ils jugeaient supérieure à la leur. Mais ils gardèrent la rancune implacable de celui qui a été dépouillé aussi brutalement qu'injustement ; ils conservèrent le souvenir de cette sorte d'expropriation et s'estimèrent plus en droit que jamais de nous traiter de barbares » (1).

Après la guerre dite de l'Opium (de 1840 à 1842) que fit l'Angleterre pour importer ce poison des Indes, la Chine dût céder des ports de commerce. L'expédition Anglo-Française qui commença en 1856 par le bombardement de Canton, se termina en 1860 par la mise à sac et l'incendie du Palais d'Été à Pékin. L'ambition commerciale se transforma peu à peu en ambition politique et territoriale. Les Puissances exigèrent des privilèges d'extraterritorialité, des concessions, le contrôle des douanes et

(1) Luzeux (G¹), *Notre politique en Chine*, 1900, p. 11.

d'autres avantages. La guerre avec la France en 1885 fit perdre l'Annam à la Chine. La guerre avec le Japon fit perdre la Corée et l'île de Formose. Au lendemain de cette grande défaite, les Puissances qui se partagèrent des territoires, ont failli provoquer le démembrement de la Chine.

Mais ces humiliations infligées au peuple Chinois suscitèrent en lui une haine violente contre les Etrangers et eurent pour effet de provoquer la révolte des Boxeurs en 1900. Certes, tout bon Chinois désapprouve ce mouvement fanatique dirigé par une foule ignorante sans buts définis, dont la Chine ressentit les conséquences les plus désastreuses en subissant une expédition de huit Puissances, mais cette explosion de patriotisme eut le mérite de faire comprendre aux Etrangers que la Chine ne serait plus désormais la proie de leurs ambitions. Ils furent avertis que s'ils voulaient continuer les empiètements violents dans leur politique de concessions, de sphères d'influence ou même de partage de la Chine, ce serait une entreprise dangereuse et sans lendemain. « L'insurrection des Boxeurs, a dit justement M. Doumer, n'était qu'un petit lever de rideau à côté du grand drame qui se préparait ».

Dès lors, les Puissances se virent obligées de changer leur politique de méthodes violentes dans leurs rapports avec la Chine. Elles proclamèrent les principes de l'intégrité territoriale, de la porte ouverte et de l'égalité des chances. Ce furent là trois formules dues à la pénétration lente. C'était, en somme, une guerre économique qui remplaçait désormais la guerre à coups de canon. L'intégrité territoriale signifie que la Chine est réservée au profit collectif des Puissances. La porte ouverte signifie

que la Chine ne doit mettre ni obstacles ni résistances aux empiètements étrangers du fait que n'ayant pas l'autonomie douanière, elle était incapable de se protéger. Et l'égalité des chances signifie l'égalité de spoliation.

Cette politique impérialiste des Puissances qui a duré jusqu'à nos jours est sanctionnée par les traités variés. L'impérialisme politique a infligé au peuple Chinois l'humiliation, et l'impérialisme économique, la pauvreté. C'est dans cette humiliation nationale que l'idée de l'indépendance se développa et c'est en face de cette pauvreté du peuple que s'éveilla la conscience révolutionnaire. Car, le peuple Chinois, conscient de ses défauts, sent la nécessité de devenir fort en faisant des réformes. Et la question grave est de savoir comment on doit y procéder.

La civilisation des Chinois diffère énormément de celle des Occidentaux. Nulle part, société humaine aussi vaste n'a été constituée avec une netteté, une unité de civilisation aussi marquées : tout semble poussé à l'extrême, sous la forme la plus accusée. Nulle part, on ne trouve immobilité sociale permanente plus absolue, semblable persistance de mœurs, d'habitudes, de rites, d'institutions, pareille identité de vie sur des proportions si vastes et sur une telle durée (1). La Chine constituait un monde distinct possédant une civilisation propre qui se développait toute seule. Elle ne vivait, avant le contact avec des Européens, qu'en songeant à son glorieux passé. Réveillée brutalement de son sommeil millénaire, elle vit brisée sa tradition. En voulant continuer de vivre en repos, elle

(1) Hovelague (E.), *La Chine*, Paris 1920, p. 263.

était désormais en état d'inertie qui profitait aux Européens. Les sages Chinois assurent que l'homme vit à la lumière des ancêtres ; les Européens considèrent que le commerce est l'unique moyen pour donner la force à une nation et que tout homme vit pour l'avenir et le progrès ; la mentalité des Chinois entraîne de ce fait une perturbation profonde.

La civilisation chinoise qui a connu sa grandeur à travers les siècles et son rayonnement dans les pays les plus lointains, se voit faible devant les progrès scientifiques réalisés par les Etrangers. Le Japon, que les Chinois ont dédaigné et civilisé auparavant, a pu trouver la force dans la civilisation occidentale au point de vaincre sur les champs de bataille une des nations européennes que l'on plaçait alors parmi les plus puissantes. L'exemple fut frappant et vraiment encourageant. Il fit réfléchir les patriotes chinois, les amena à chercher des moyens pour sauver leur pays devant la menace des Puissances impérialistes.

Cependant, si l'on peut s'éclairer indifféremment avec du pétrole de toute région et se nourrir avec du riz de toute provenance, la Chine, qui possède des traditions enracinées, ne s'alimente pas de pensée étrangère prise au hasard des circonstances sans avoir un programme précis et des méthodes adaptables.

Certains lettrés comme Tchang Tche-tong, le vice-roi des Hou, se montrèrent sages en déclarant que la réforme basée sur la science européenne n'enlève rien à la sainte doctrine des Chinois ; ils ont voulu aiguiller la Chine

dans la voie du progrès (1). Mais nombreux étaient les esprits étroits qui ne comprenaient pas en même temps la force de la vieille civilisation chinoise et l'utilité des sciences européennes. Les uns s'opposaient à toute réforme, les autres trouvaient bon de se débarrasser de tout ce qui était ancien. Ces derniers condamnèrent le régime familial et la piété filiale, considérèrent comme surannées les doctrines de Confucius et demandèrent imprudemment des institutions étrangères pour faire une Chine nouvelle et grande. Erreur grave ; on ne saurait effacer le passé d'un trait de plume. Il y a lieu de rappeler ici cette belle phrase de Renan : « Tous les siècles d'une nation sont des feuillets d'un même livre, les vrais hommes de progrès sont ceux qui ont pour point de départ un respect profond pour le passé ».

Ce fut dans cette période où les esprits étaient en désarroi que surgit un véritable homme de progrès, un homme de l'esprit de la Révolution incarnée, Sun Yat-sen. C'est lui qui fournit à la Révolution Chinoise ses principes directeurs et qui en élaborait le programme. Non seulement il ne renonça pas à la civilisation chinoise, mais il en exalta la grandeur et la beauté. Pour lui, la race chinoise qui, à travers les siècles, a absorbé de nombreux peuples par le rayonnement de sa civilisation, est capable d'être indépendante pour toujours, et sa faiblesse actuelle ne réside que dans l'ignorance de son génie et de sa capacité. Elle doit donc avoir conscience de son immense passé, de ses forces latentes et de ses possibilités d'avenir. Pour

(1) Tchang Tche-tong, *Exhortations à l'Etude*, 1898. Traduction en français par P. Tobar, Changhaï, 1909.

sauver la Chine de sa situation critique, il faut, d'après lui, développer d'une part les vertus et les bonnes traditions transmises par les sages et les philosophes de l'antiquité et adopter, d'autre part, les bonnes institutions étrangères afin de suivre les progrès de la science des temps modernes.

Les doctrines de Confucius et des sages antiques inspirèrent toujours la politique des anciens gouvernements, et Sun Yat-sen, continuateur de ces doctrines, veut les élargir et les transformer selon les besoins des temps modernes pour constituer le programme des gouvernements de demain. La Révolution Chinoise doit être, d'après lui, une renaissance de la civilisation chinoise et une résurrection de la force créatrice du peuple Chinois. Il pourrait dire, comme Confucius, voilà vingt-cinq siècles : « Je suis un homme qui a aimé les anciens et a fait tous ses efforts pour acquérir leurs connaissances » (1). Il a cherché les connaissances des anciens et il a trouvé la lumière pour la révolution.

Confucius a décrit la société sous le règne des saints empereurs de la Chine antique en ces termes : « Sous le règne des grands principes, tout ce qui est sous le ciel était à tous. On choisissait les hommes pour leur sagesse et leurs capacités. On disait la vérité et on cultivait la bonne harmonie. Ainsi, on n'aimait pas uniquement, comme parents, ses propres parents, et comme fils, ses propres fils. Les vieillards trouvaient par suite des secours jusqu'à leur mort ; les jeunes trouvaient des emplois ; les enfants trou-

(1) Lûn-Yu, chap. VII, § 19.

vaient les moyens de devenir des hommes ; les veufs, les veuves, les orphelins, les personnes sans enfant et les infirmes trouvaient de quoi se nourrir. Les hommes avaient leur besogne, les femmes, leur ménage. Les objets matériels qu'on n'aimait pas abandonner au sol n'étaient pas réservés pour chacun. Les efforts qu'on n'aimait pas faire ne se faisaient pas égoïstement. Aussi, les projets coupables ne pouvaient plus se former et les malfaiteurs ne trouvaient plus à commettre leurs exploits. Les portes de la maison n'avaient plus besoin d'être fermées. Voilà ce qu'on appelait l'universalité » (1).

Cette description de la société antique d'après Confucius constitue pour Sun Yat-sen, l'idée inspiratrice de son « San Min Tchou I », c'est-à-dire de son « Triple Principe du Peuple » (2), lequel comprend le Principe des Races du Peuple, le Principe des Droits du Peuple et le Principe de la Vie du Peuple.

La conception confucéenne d'amour dans cette citation classique : « Tout ce qui est sous le ciel était à tous », est au fond même des principes de Sun Yat-sen et devient la devise de la Révolution Chinoise. Les moyens de succès de celle-ci sont l'harmonie ou l'universalité qui réalisera une solution pacifique des problèmes politiques, sociaux et économiques les plus complexes de l'humanité.

Dans son *Principe des Races du Peuple*, Sun Yat-sen condamne la domination d'un peuple par un autre. Le peuple Chinois, après avoir revendiqué son indépendance

(1) Li-Ki, chap. de Li-lûn.

(2) Le Bureau Sinologique de Zi-ka-wei, à Changhai, a traduit ce terme par *Triple Démisme* (de *démós*, peuple).

et sa liberté, devra remplir le devoir sacré d'appui aux peuples opprimés. Pour restaurer la Chine, trois choses sont nécessaires : avoir conscience de la situation critique de la Chine, jeter un regard d'amour au-delà du cercle de famille pour embrasser la nation tout entière et développer son génie. L'édifice du gouvernement Mandchou, qui était une domination tyrannique et qui était trop pourri pour qu'on pût le réparer, devait être renversé pour donner à la Chine une forme républicaine où toutes les races sont égales. Ce fut le point de départ de la Révolution Chinoise.

Dans son *Principe des Droits du Peuple*, ce même auteur préconise, d'une part, le pouvoir souverain du peuple et, d'autre part, la constitution d'un gouvernement sage, capable et puissant afin de faire du bien au peuple.

Il y démontre que l'esprit démocratique est connu depuis l'antiquité en Chine et que c'est le régime républicain qui conviendra le mieux au peuple. Pour remédier aux abus du parlementarisme et de l'emploi des fonctionnaires, il préconise la restauration de deux vieilles institutions chinoises : la censure et les examens, qui formaient deux pouvoirs indépendants à côté des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Ainsi, il n'y aura plus, en effet, ce qu'on appelle couramment la crise du parlementarisme.

Enfin, dans son *Principe de la Vie du Peuple*, il condamne l'inégalité des richesses et proclame que l'Etat doit assurer à tout individu ces quatre choses indispensables : la nourriture, le vêtement, le logement et la locomotion. Tandis que Karl Marx préconisait la guérison des maux sociaux en Occident par la lutte des classes, Sun Yat-sen voulait prévenir ces mêmes maux en Chine par la colla-

boration. La vie commune de la famille et l'indivision de la propriété familiale sont toujours considérées comme plus morales que le partage. On ne fera qu'étendre cet esprit à la nation pour atteindre au communisme ou à l'universalité comme l'appelait Confucius.

La Russie emploie le communisme dont l'arme est la victoire d'une classe sur les autres. L'Italie se sert du fascisme dont la devise est le maintien d'un équilibre des pouvoirs. La Chine se sert du Triple Principe du Peuple dont le secret est l'harmonie qui fera disparaître le conflit entre le Capital et le Travail.

Toutes les révolutions de l'histoire peuvent se classer en trois grandes catégories : la révolution raciale, la révolution politique et la révolution sociale. Ces révolutions comprennent tous les conflits entre les hommes, conflits que nul n'a encore pu résoudre de façon satisfaisante jusqu'à présent. Le monde gémit et tous les hommes de cœur croient que les choses ne peuvent marcher toujours comme à présent ; qu'il faut rechercher un idéal dans les voies nouvelles, vers l'inconnu. Sun Yat-sen, qui fut un de ces hommes de cœur, a cru trouver certains remèdes pour les trois grandes catégories de révolutions dans son *Triple Principe du Peuple* afin de sauver le peuple Chinois en particulier et l'humanité en général.

Pour sauver la Chine, l'essentiel c'est de s'organiser et non pas de haïr l'étranger. Le patriote peut ne pas être dur aux étrangers. En fait, un Etat est comme un individu : pour éviter toute humiliation, il faut être fort soi-même. Tout droit implique en effet un devoir et aucune nation ne peut revendiquer de droit si elle ne remplit pas ses

devoirs. Sun Yat-sen a trouvé cette formule heureuse que le peuple Chinois doit s'organiser en ayant confiance en son génie. Ce peuple a reçu de la nature des dons de premier ordre. Et il faut bien qu'il en soit ainsi pour expliquer sa force de résistance et son extraordinaire longévité.

Cependant, la Chine, entourée de mers, de montagnes et de déserts, constitue un monde isolé. Loin d'être dans la situation des peuples occidentaux, placés sous la menace continuelle de leurs voisins et qui possèdent chacun un patriotisme à tendance nationale, le peuple Chinois pensait plutôt à sa famille qu'à la nation. Il demeurait, en général, profondément indifférent aux questions de politique ou de régime. Courbé sur sa charrue, appliqué à ses comptes, il n'écoutait que de loin les compétitions étrangères.

L'esprit national ne peut s'acquérir qu'après des années de souffrances et de luttes communes. Il a fallu la guerre de Cent ans pour que la France en conçoive la claire perception (1). Il a fallu également à la Chine soixante-dix années d'invasions européennes pour que ce sentiment prenne naissance. Sun Yat-sen ne prêchait pourtant pas un nationalisme étroit. La révolution devait avoir pour cause l'amour et non pas la haine. Elle est faite pour lutter en faveur des peuples opprimés. D'après lui, l'essentiel est qu'un peuple ait un idéal ou connaisse des principes avec lesquels il puisse s'organiser. « Faire est plus facile que savoir », telle est sa devise. Ainsi, lorsque la Chine antique a conçu la nécessité de se défendre, elle a entrepris la construction de la Grande Muraille, œuvre de maçonnerie

(1) Maspéro (G.), *La Chine*, Paris 1925, Tome II, p. 234.

gigantesque qui s'étend sur une longueur de 2.400 kilomètres. Or, le peuple Chinois, qui a reconnu les principes, fera la révolution qui a toutes chances de réussir.

Mais Sun Yat-sen, le père de la Révolution Chinoise, est mort. Il a confié son œuvre à ses disciples du Kuo Min Tang ou le Parti du Peuple, qui réaliseront ses principes. Le Kuo Min Tang poursuit la marche de la révolution dictée par son vénérable président et qui se divise en trois périodes, à savoir : la période militaire, la période éducative et la période constitutionnelle. La tâche est lourde, mais on évoque chaque jour les paroles d'encouragement que Sun Yat-sen a prononcées jusqu'à son dernier souffle. Voici son testament, fait à Pékin à la veille de sa mort, le 12 mars 1925. C'est le programme de la Chine révolutionnaire :

« Je me suis consacré pendant quarante ans à la
« Révolution nationale, dont le but est d'assurer à la
« Chine la liberté et l'égalité. Grâce à l'expérience acquise
« au cours de ces quarante ans, je me rends nettement
« compte que pour atteindre ce but, il faut réveiller la
« masse du peuple et nous unir avec les nations qui nous
« traitent comme des égaux en vue de combattre
« ensemble.

« A présent, la Révolution n'est pas encore achevée.
« Tous ceux qui sont mes collaborateurs doivent, conformément à mes écrits : « *Le Plan de la Reconstruction Nationale* », « *Le Projet de la Reconstruction Nationale* », « *Le Triple Principe du Peuple* » et « *La Déclaration des Délégués de la Première Assemblée Nationale* » continuer à travailler sans relâche jusqu'à ce que

« la cause soit réalisée. La décision prise récemment de
« réunir une Assemblée du Peuple et d'annuler tous les
« traités inégaux doit, spécialement, être exécutée à bref
« délai. Telle est ma recommandation ardente » (1).

Dans la révolution à laquelle nous assistons à l'heure actuelle, la Chine a besoin de la sympathie et surtout de la compréhension des Puissances pour ajuster toute situation préjudiciable par la voie de la révision des traités inégaux. Les nations sont, en effet, de plus en plus solidaires, le monde, qui évolue suivant le temps et le centre de la politique mondiale tend à se déplacer vers l'Extrême-Orient. Les relations politiques et économiques entre nations ne sont plus, de nos jours, fonction des distances géographiques. L'amitié véritable entre les individus doit se baser sur leur compréhension mutuelle ; la meilleure garantie de la paix internationale doit se fonder également sur la compréhension réciproque entre nations. Travailler à cette œuvre, c'est donc travailler à la cause sacrée de la paix des hommes.

Nous disons avec Elisée Reclus : « On affirme souvent que la mentalité et la moralité des races diffèrent essentiellement et que jamais Européens et Chinois ne se comprendront. C'est une erreur. Tant qu'ils chercheront à se tromper mutuellement, ils seront différents, en effet ; mais quand le jour viendra où de peuple à peuple on s'occupera des intérêts communs pour les traiter en toute jus-

(1) Ce testament est signé de Sun Yat-sen. Le texte est rédigé par M. Wang Ching-wei. En vertu d'une décision de la Deuxième Assemblée Nationale des Délégués du Kuo Min Tang en janvier 1926, ce testament devra être lu, médité et entendu debout au commencement de toutes les réunions du Parti.

tice et droiture, quand de part et d'autre nous serons débarrassés de nos menteurs officiels et de nos parasites de toute espèce, quand nous aurons enfin le bonheur de nous dire la vérité les uns aux autres, il sera facile de nous entendre. Ce sont les mensonges qui nous divisent ; seule la vérité nous unira » (1).

(1) *La Chine et la Diplomatie européenne*, Paris 1900, p. 16.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

L'histoire de la Révolution Chinoise est étroitement liée à celle de la vie de Sun Yat-sen qui, pour le bonheur et dans l'intérêt du peuple Chinois, a déployé tous ses efforts pendant quarante ans sans reculer devant les difficultés. Il est le fondateur du Triple Principe du Peuple et le père de la République Chinoise. Il vécut uniquement pour la Chine et mourut en héros universellement vénéré. Aux yeux des Chinois, son prestige est égal à celui de Washington pour les Américains ou de Lénine pour les Soviets. Quiconque étudie l'histoire de la Chine moderne, trouvera les pages les plus glorieuses sur ce grand homme.

Sun est mort sans avoir vu de ses propres yeux la réussite de la révolution. L'établissement de la République en 1912, qui fut son œuvre, marque une grande date dans l'histoire de la Chine : c'est un événement considérable qui détruit un système politique plusieurs fois millénaire. Mais à côté de cette destruction, l'œuvre la plus importante de la révolution c'est la reconstruction. Le Kuo Min Tang, héritier des principes du vénérable, entreprend à présent cette reconstruction que n'a pas pu terminer son chef.

Nous divisons cette partie en deux chapitres où nous

énumérerons les faits les plus importants qui se sont passés avant et après l'établissement de la République en Chine (1).

(1) Ouvrages à consulter :

SUN YAT-SEN. — *La Révolution Chinoise*, 1923. — *Les Théories de Sun Wen*, chap. VIII : « Vouloir c'est pouvoir », 1918.

La vie de Sun Yat-sen dans le *Recueil des Ecrits de Tchong-chan*, 1927, Tome I. Traduction en français par M. Sing Tung Ma, dans *La Politique de Pékin*, 1928, n^{os} 43, 44, 45.

OU TSE-HOEI. — *L'Histoire biographique de Tchong-chan*.

SUI MIN. — *L'Histoire des grands événements de M. Tchong-chan*.

CHAPITRE PREMIER

AVANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE

Nous consacrerons ce chapitre à l'histoire de la Révolution Chinoise depuis son début jusqu'à son accomplissement partiel par la chute de la dynastie Mandchoue.

§ 1. — L'ORIGINE DE SUN YAT-SEN

Sun a pour prénom Wen. Yat-sen est l'autre prénom employé couramment par les étrangers. Pendant son exil au Japon, il s'appela Tchong-chan Tsiao ; d'où son troisième prénom : Tchong-chan.

Né le 12 novembre 1866 à Hiang-chan (1), dans la province de Kouang-tong, il eut pour père, Sun Tao-tchouan et pour mère, Yang, qui donnèrent le jour à trois garçons et deux filles. L'aîné des garçons s'appela Sun Teue-tchang, le deuxième mourut prématurément et Sun Yat-sen fut le plus jeune. Depuis des générations, la famille s'occupait d'agriculture.

Sun, grâce à une précoce intelligence, se distingua par ses progrès à l'école. La pauvreté l'obligea à participer aux travaux des champs malgré son âge. Mais tout jeune, il rêvait de s'élever. En écoutant le récit de la révolte des

(1) L'ancienne sous-préfecture de Hiang-chan est dénommée actuellement Tchong-chan en l'honneur de son illustre fils.

Tai-ping (1), raconté par des campagnards, il admira le chef rebelle Hong Siou-tsuan et voulu l'imiter en ayant déjà l'idée de servir les intérêts du pays.

En 1879, à l'âge de treize ans, Sun suivit son frère aîné aux îles Hawaï. Là, il entra dans une école protestante. Après trois ans d'études, il fut diplômé brillamment et reçut des prix des mains du roi des îles. Il fut alors à l'école Saint-Louis et au collège de Honolulu.

En 1884, son frère aîné prétendant que Sun était resté trop longtemps aux îles Hawaï où les mœurs étrangères l'influencèrent, l'amena de nouveau en Chine. Mais Sun, ayant observé les bienfaits des institutions politiques de l'étranger, comprit la nécessité des réformes et l'aspiration des libertés. De retour au pays natal, il se maria la même année avec M^{lle} Lou (2).

§ 2. — DÉBUTS DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Pendant la guerre sino-française de 1885, Sun fit ses études de médecine à l'Ecole Pouo Tsi de Canton. Voyant l'oppression de plus en plus agressive de l'impérialisme des Puissances à l'égard de la Chine, il décida que pour sauver son pays, il fallait renverser la dynastie corrompue des Mandchous. En ce moment, Sun avait à peine vingt ans. Il était encore dans sa période d'études et avait déjà décidé de délivrer ses compatriotes.

(1) Sun Yat-sen est né trois ans après la pacification de la révolte anti-dynastique des Tai-ping.

(2) Par suite de l'exil de Sun dont sa femme ne pouvait pas le suivre, ils sont depuis divorcés par consentement mutuel. Sun se remaria au Japon, le 25 novembre 1914, avec M^{lle} Song King-ling.

C'était à l'Ecole de Médecine Pouo Tsi que Sun fit connaissance de M. Tcheng Pi-tchen et lui demanda d'embrasser la cause de la révolution. Comme Tcheng avait partout beaucoup d'amis, il promit volontiers de les lui amener et de les mettre sous sa direction.

En 1887, Sun se rendit pour continuer ses études à l'Ecole de Médecine de Hong-Kong. Le programme de cette école était meilleur ; mais surtout le pays où elle se trouve était plus libéral que la Chine. Ainsi, durant cinq années d'études, il défendit de son mieux la cause de la révolution et fit de la propagande pendant ses voyages entre Hong-Kong et Macao.

Trois ou quatre hommes seulement avaient eu foi dans Sun et discutaient avec lui tous les jours la question révolutionnaire. Beaucoup de ses amis voyaient dans ses propos un esprit immoral et impardonnable ; lui et ses trois amis de Hong-Kong étaient appelés « les quatre grands pirates ». Personne n'osait les approcher.

§ 3. — LES PREMIÈRES DÉFAITES

En 1892, diplômé de l'Ecole de Médecine de Hong-Kong, Sun exerçait en apparence sa profession de médecin à Canton et à Macao. Mais, en secret, il créa sérieusement dès cette époque le mouvement révolutionnaire. Il se mettait l'année suivante à voyager dans le Nord et le Centre de la Chine pour bien comprendre la situation du pays.

Ceux qui embrassaient les idées révolutionnaires ne furent que quelques-uns de ses parents et de ses amis. La classe gouvernante d'alors rêvait uniquement de réputa-

tion et de lucre. Dans la seule basse classe existaient des sociétés « San Heue Houei » ou des « Trois Unions », lesquelles entretenaient l'idée de restaurer la dynastie chinoise des Ming en combattant contre les Mandchous. Toutefois, le temps aidant, ces idées tombaient peu à peu dans l'oubli. Il était pourtant plus facile de parler révolution dans ce milieu que dans la classe des gens élevés. C'était dans ce milieu que Sun chercha ses amis.

Pendant la guerre sino-japonaise de 1894, la Chine fut fortement ébranlée. Sun, croyant le moment propice pour faire sa propagande révolutionnaire, alla à Honolulu et en Amérique. Il fonda le « Hing Tchong Houei », ou la « Société pour la Prospérité de la Chine » en faisant appel à la collaboration des émigrants chinois. Mais, à part un petit nombre d'amis qui lui vinrent en aide, il n'obtint pas le résultat voulu par suite de l'indifférence générale.

Dans l'été de 1894, Sun adressa à Li Hong-tchang, le vieil homme politique et l'illustre diplomate d'alors, une pétition dans laquelle il le suppliait de faire des réformes destinées à rendre la Chine forte et prospère. Ces réformes peuvent se résumer en quatre points : l'emploi des hommes de valeur, l'exploitation du sol, l'utilisation des produits et la facilité du commerce.

Au lendemain de la guerre avec les Japonais, les Allemands s'emparèrent de la baie de Kiao-tcheou et exigèrent qu'elle leur soit livrée à bail. Pour éviter la guerre, la Chine céda. Aussitôt, devant cet aveu de sa faiblesse, toutes les nations se précipitèrent pour la curée. La Russie se fit donner Port-Arthur, l'Angleterre Wei-hai-wei et Kow-loon, la France Kouang-tcheou Wan. La Chine céda

toujours, mais le sentiment national commença à secouer le peuple ; le prestige de la dynastie déclina sous l'effet de ces lâchetés.

Pour profiter de cette crise nationale, Sun, sur l'invitation de M. Song Yao-jou, de Changhai, rentra en Chine avec quelques amis. Il fonda un magasin appelé Kien-Heng à Hong-Kong, et le Cercle d'Etudes agricoles à Canton. Sous le couvert de ces organisations, il étudia et prépara l'attaque de la ville de Canton, qu'il estimait être la base de la révolution. Cette préparation dura plus de six mois. Mais par suite de la saisie de six cents pistolets par la douane en 1895, l'organisme secret fut découvert. Plus de soixante-dix personnes furent exécutées ou emprisonnées et parmi ces martyrs de la première heure se trouva un excellent ami de Sun, M. Lou Hao-tong.

Après cette défaite, Sun se réfugia à Hong-Kong. De là, il se rendit au Japon. Dans l'idée de s'expatrier définitivement, il fit couper sa natte et changea de costume. Du Japon il alla de nouveau à Honolulu pour agrandir le Hing Tchong Houei. Il trouva des adhérents nouveaux ; mais beaucoup d'autres, découragés par la défaite de Canton, lui retirèrent leurs concours.

Sun dû se décider à aller en Amérique pour y convertir les émigrants chinois. Ces derniers étaient plus nombreux qu'aux îles Hawaï ; mais leur ignorance politique était encore plus grande. De San-Francisco, il traversa le continent et arriva à New-York. Dans les pays traversés au cours de son voyage, il stationna jusqu'à dix jours. Il expliqua à ses compatriotes que tout le monde a le devoir de sauver la Chine, devoir qui nécessite une réforme basée

sur l'idée de race. Mais ses paroles n'obtinrent pas d'échos dans la masse. Chaque endroit compta une dizaine au plus de convertis.

Il existait toutefois, dans la colonie chinoise en Amérique, des sociétés appelées : « Hong Men ». Le « Hong Men » est une sorte de société secrète fondée à l'origine par des anciens de la dynastie des Ming détrônée, pour combattre les Mandchous envahisseurs. Mais ces sociétés dataient de plusieurs générations, la plupart des émigrants chinois avaient oublié leur origine. Ils commencèrent peu à peu à s'éveiller de leur torpeur. Mais ce n'était là qu'une première semence, laquelle ne constituait pas une influence propre à faire aboutir la révolution.

En 1896, Sun quitta l'Amérique pour se rendre en Angleterre. Le gouvernement chinois d'alors surveilla ses déplacements. A peine arrivé à Londres, le 11 octobre 1896, il fut enlevé en plein jour et séquestré par les émissaires de la légation de Chine qui comptaient le transporter secrètement en Chine pour le livrer au bourreau. Tandis que son sort était aussi critique, Sun eut toutefois la chance de pouvoir faire parvenir, grâce au dévouement d'un serviteur anglais de la légation, une lettre à son ancien professeur de Hong-Kong, M. James Cantlie, qui résidait à Londres. Ce dernier prévint à temps la police. L'opinion publique s'émut, le gouvernement anglais intervint et la légation dut rendre son prisonnier. Cette affaire tragico-comique eut à l'époque un immense retentissement (1).

(1) Sun Yat-sen a écrit, en anglais, le récit de son aventure, sous le titre *Kidnapped in London* : « Enlevé à Londres », 1897. Texte en chinois, 38 pages. Voir *Recueil des Ecrits de Tchong-chan*, tome IV.

§ 4. — LA CRÉATION DU TRIPLE PRINCIPLE DU PEUPLE
ET LA DÉFAITE DE 1900

Après avoir échappé au danger de Londres, Sun étudia la politique en Europe et se fit des amis parmi les personnalités savantes et politiques. Pendant deux ans, il se rendit compte de ce qu'il entendait et de ce qu'il voyait. Il comprit que la richesse et la puissance des pays européens n'était qu'apparence, le peuple continuant quand même à souffrir. Aussi pensa-t-il qu'il fallait trouver un moyen de sauver définitivement la Chine par une seule révolution nationale qui tranche en même temps des questions des races, des droits et des moyens de la vie du peuple : ce fut là l'éclosion du Triple Principe du Peuple.

A cette époque, il n'y avait pas encore en Europe d'étudiants chinois. N'ayant pas pu faire sa propagande, Sun décida de quitter l'Europe et d'aller au Japon, le pays le plus proche de la Chine, afin de pouvoir correspondre plus facilement avec ses partisans et pousser plus activement la révolution. Mais les Chinois, vers cette époque, au nombre d'une dizaine de mille au Japon, craignaient comme naguère la révolution. Les anti-révolutionnaires surgissaient de toutes parts. La proportion de ceux qui désiraient embrasser la cause de la révolution était infime.

Après l'échec du mouvement constitutionnel de 1898, l'empereur Kouang-siu fut écarté du pouvoir par l'impératrice douairière Tseu-hi. Les auteurs de cette tentative de réforme, parmi lesquels Kang Yeou-wei et Liang Ki-

ti-tchao, ayant échappé à la mort, se réfugiaient, le premier dans l'Archipel du Sud, et le second au Japon. Ils y fondèrent le Parti Réformiste, lequel avait pour but d'établir une monarchie constitutionnelle en Chine et pour devise : « protéger la Chine et non la dynastie Mandchoue ». Par leur influence et par leurs opinions modérées de grands lettrés, Kang Yeou-wei et Liang Ki-tchao recrutèrent de nombreux partisans dans les colonies chinoises à l'étranger. Ceux-ci étaient des ennemis du régime républicain préconisé par Sun Yat-sen, et, de l'avis de ce dernier, l'époque entre 1895 et 1900 était peu propice aux progrès de la révolution.

Les esprits à l'intérieur de la Chine craignaient encore davantage de paraître hostiles aux Mandchous. Le mouvement révolutionnaire progressait avec de grandes difficultés. Sun envoya M. Tcheng Pi-tchen, son meilleur ami, organiser un journal de propagande à Hong-Kong. En même temps, M. Che Kien-jou établit des liens entre les sociétés secrètes de Hong-Kong et celles de la vallée du Yang-tse. L'union fut réalisée après quelque temps : les sociétés du Yang-tse, des deux Kouang et du Fou-kien se réunirent dans le Hing Tchong Houei.

La révolte des Boxeurs de 1900 fut suivie de l'expédition des huit Puissances. L'Empereur et sa Cour se réfugièrent à Si-ngan. Les palais de Pékin furent pillés par les soldats étrangers. Croyant le moment assez propice, Sun envoya ses hommes fomenter des complots à Houei-tcheou et à Canton, et pensa lui-même pénétrer clandestinement en Chine par Hong-Kong. Mais en arrivant dans ce port, il fut dénoncé, et le gouvernement de Hong-Kong lui signifia

un refus de son débarquement. Il songea ensuite à pénétrer en Chine par l'île de Formose. Mais ce projet fut également entravé par la surveillance des autorités japonaises. Les complots projetés à Houei-tcheou et à Canton échouèrent. Dans une attaque du palais du gouverneur des Deux Kouang à Canton, M. Che Kien-jou, un autre des meilleurs amis de Sun, fut tué.

Cet échec rappelle les circonstances dans lesquelles eurent lieu la défaite précédente due à la saisie des armes à Canton. Lors de cette première défaite, en 1895, l'opinion condamna Sun comme un misérable rebelle et nul n'osait l'approcher. Cette fois, on entendit très peu d'insultes à son adresse. Des marques de sympathie lui furent au contraire exprimées. Les intellectuels et les patriotes regrettaient même l'échec de la révolution. On voit par là le progrès de la pensée révolutionnaire chinoise.

§ 5. — LA FONDATION DU TONG MONG HOUËI

Au lendemain de la révolte des Boxeurs, le gouvernement Mandchou accorda aux diverses Puissances une indemnité de 980 millions de taëls, qui augmenta beaucoup les charges du peuple. Devant le mécontentement général, le prestige et la force de la dynastie furent ébranlés. De nombreux patriotes venaient ainsi peu à peu à la cause de la révolution. Les étudiants envoyés de toutes les provinces au Japon s'intéressèrent particulièrement à la question révolutionnaire. Le nombre des adhérents augmentait de plus en plus et poussait à la révolution contre les Mandchous, soit par des discours, soit par la voie

de la presse, à l'intérieur comme à l'étranger. Les émigrants chinois à l'étranger étaient également influencés.

Il y eut quelques soulèvements à Canton et dans le Hou-nan. En 1903, MM. Tchang Tai-yen et Ou Tse-hoei, Tcheou Yong qui, à Changhai, poussaient à la révolution dans leur journal, le *Sou-Pao*, furent pouruivis par le gouvernement Mandchou qui demanda leur extradition aux autorités de la Concession anglaise. Sur le refus de ces dernières, MM. Tchang et Tcheou furent traduits devant la Cour mixte et condamnés chacun à deux années d'emprisonnement. Quant à M. Ou, il se réfugia à l'étranger. Pour la première fois dans l'histoire de la dynastie Mandchoue, une affaire judiciaire était soumise à une juridiction étrangère, où la personne de l'empereur était mise en cause et où les deux parties du procès étaient le gouvernement et les particuliers. Rappelons que M. Tcheou Yong a écrit un livre intitulé : « *L'armée de la révolution* », lequel a fait sensation à l'époque par les termes violents qu'il emploie contre la dynastie régnante.

De 1901 à 1903, Sun, hormis un voyage en Indo-Chine, dirigeait toujours le mouvement révolutionnaire au Japon. En 1904, il fit un nouveau voyage autour du monde. De Honolulu, il alla en Amérique, en passant d'abord par l'Archipel du Sud. Il reçut partout le meilleur accueil des émigrants chinois. Au printemps de 1905, il arriva de nouveau en Europe. Vers cette époque, de nombreux étudiants y étaient venus de Chine, imbus des idées les plus saines et comprenant plus facilement le Triple Principe du Peuple et la Constitution des Cinq Pouvoirs. Sun fit une première réunion à Bruxelles, où plus de trente per-

sonnes prêtèrent serment de l'aider ; puis une seconde à Berlin réunissant plus de vingt personnes qui prêtèrent le même serment. A Paris, une troisième réunion rassembla près de dix conjurés. Quelques centaines d'adhérents furent recrutés à Tokio, lors d'une quatrième réunion. Hormis la province de Kan-sou, où il n'y avait pas d'étudiants envoyés à l'étranger, les dix-sept provinces chinoises avaient leurs adhérents. Ce fut le commencement du « Keue Ming Tong Mong Houei » ou de la « Union Jurée de la Révolution ». Mais on évitait encore de prononcer le mot « Keue Ming », qui signifie la révolution, on disait alors simplement le « Tong Mong Houei ».

Sun était toujours en présence de mille difficultés ; mais nul échec, nulle défaite ne le rebutait : il acceptait d'un air indifférent les injures et les railleries. Son intention était de remuer le cœur des hommes et de ressusciter l'âme expirante de la nation. Il n'osait espérer que la révolution contre les Mandchous réussisse promptement. Mais, à l'automne de 1905, le Tong Mong Houei de Tokio fut officiellement établi. On était persuadé que la révolution allait réussir et le nom « Tchong Hoa Min Kuo » ou « République Chinoise » fut adopté. Les adhérents reçurent l'ordre de retourner dans leur province pour semer la révolution.

Un an après, des comités divisionnaires furent créés dans toutes les provinces et plus de dix mille personnes firent partie du Tong Mong Houei. MM. Hou Han-min, Wang Ching-wei fondèrent au Japon le « Min Pao », le journal « Peuple », pour répandre le Triple Principe du Peuple et pour réfuter les opinions anti-révolutionnaires.

§ 6. — LES DÉFAITES SUCCESSIVES

Parmi le mouvement révolutionnaire semé dans toute la Chine, on signale les attentats notoires de Siu Si-lin, de Hiong Tcheng-ki et de Tsieou-kinn.

Les membres du Tong Mong Houei se soulevèrent contre les troupes Mandchoues aux environs de Ping-li en 1906. De nombreux conjurés étaient entrés en Chine pour se faire soldats, beaucoup furent tués ou emprisonnés quand l'affaire échoua. Désormais, l'idée de la révolution était répandue dans toute la Chine. Le gouvernement Mandchou protesta auprès du Japon et demanda l'expulsion de Sun, ce qu'il obtint.

Sun alla en Indo-Chine pour soulever les régions de Tchao-tcheou, de Hoang-kang, de Houei-tcheou, de Kien-lien et de Ho-keou. En ce moment, beaucoup de personnes avaient vendu leurs biens pour payer la solde des armées, et les conjurés se battaient sans aucun découragement. Malheureusement ces soulèvements échouèrent tous.

Sun, n'ayant plus le droit d'habiter aucun pays voisin de la Chine, chargea de ses affaires MM. Hoang Hing et Hou Han-min, et partit recueillir l'argent nécessaire pour aider aux progrès de la révolution. Parmi ceux qui contribuèrent aux besoins financiers avec un dévouement admirable, il faut citer M. Tchang Tsing-kiang, commerçant à Paris, qui apporta plus de soixante mille piastres ; M. Hoang King-nan, de Cholon, en Cochinchine, qui offrit toute sa petite fortune.

En 1909, aucun soulèvement n'ayant réussi, M. Wang

Ching-wei vint à Pékin pour diriger le mouvement destiné à assassiner le prince régent, Tsai-li. Arrêté, puis jugé, M. Wang fut condamné à mort. Mais sous la pression de l'opinion publique, sa peine fut commuée en celle d'un emprisonnement à perpétuité. Il fut relâché quand éclata la révolution en 1911.

En 1910, une partie de l'armée moderne installée à Canton se souleva en faveur de la révolution. Mais cette révolte aboutit à une nouvelle défaite. Sun l'apprit en Amérique et retourna au Japon. La police japonaise ne le laissa pas demeurer dans le pays. Il débarqua alors à Penang et invita les conjurés à discuter le projet. Ceux-ci étaient alors désespérés parce qu'ils avaient été défaits à plusieurs reprises ; beaucoup s'étaient enfuis dans l'Archipel du Sud, il fallait même les nourrir.

Sun les consola et leur parla de ses défaites ultérieures, disant qu'aujourd'hui la situation était cent fois plus facile, du fait que l'idée de la révolution était répandue et que l'esprit des émigrants chinois s'était éclairé, il ne manquait que la méthode et le courage. Quant à l'argent nécessaire, Sun leur promettait de s'en charger. Il réunit les émigrants chinois et leur expliqua ses principes. Dans une seule soirée, il put obtenir plus de huit mille piastres ; il ordonna aux conjurés de tous les pays de réunir de l'argent sur place. En quelques jours, il en obtint de cinquante à soixante mille piastres.

Mais les autorités des Indes Néerlandaises ne permirent pas à Sun de résider dans le pays ; les colonies anglaises et le Siam l'expulsèrent successivement. L'Asie extrême-orientale et les Iles du Sud n'avaient plus un pouce de

terrain pour Sun ; il fut obligé d'aller de nouveau en Amérique et en Europe. A travers l'Amérique, il exhorta les émigrants chinois à aider pécuniairement la révolution. Beaucoup souscrivirent avec empressement.

Au printemps de 1911, un soulèvement eut lieu à Canton ; sous la conduite de M. Hoang Hing, les révolutionnaires attaquèrent le palais du gouverneur des Deux Kouang. L'affaire échoua une fois de plus et les pertes furent très grandes. Soixante-douze conjurés, et parmi eux les plus ardents révolutionnaires, furent tués ou mis à mort. Ils sont enterrés au lieu dit Hoang Hoa Kang, à Canton, et on les appelle de nos jours les soixante-douze héros de Hoang Hoa Kang. C'était toujours la vieille méthode cruelle des pouvoirs qui veulent être absolus et qui croient détruire des idées en faisant tomber des têtes !

§ 7. — LE SUCCÈS DE LA RÉVOLUTION DE 1911

Depuis que Sun avait commencé la campagne révolutionnaire, il avait déjà subi dix défaites en l'espace de seize ans, mais il n'était nullement découragé. Un soulèvement se produisit le 10 octobre 1911 (1) à Ou-tchang, fomenté par ses amis, qui couronna ses efforts.

Le soulèvement d'Ou-tchang fut en somme un coup audacieux qui suivit la découverte d'un complot fomenté dans l'armée. On ne crut pas au début que la révolution pouvait réussir. Mais après l'agitation, comme le mouvement révolutionnaire, guidé par Sun, avait influencé énor-

(1) Le 10 octobre est devenu la Fête Nationale Chinoise, sous le nom de Fête du « Double Dix ».

mément le pays, les fonctionnaires civils et militaires des Mandchous s'enfuirent, alarmés, et des conjurés de toutes les provinces se soulevèrent pour la cause, sans même s'être concertés. En quelques mois, quinze provinces se déclarèrent indépendantes.

Quand la révolution battait son plein à Ou-tchang et à Han-kow, les Puissances gardaient une attitude neutre grâce à l'intervention du Consul de France qui reconnaissait le caractère noble du soulèvement. Plusieurs officiers français et japonais, d'ailleurs, participèrent à des tentatives révolutionnaires. Il faut noter que la France et les Etats-Unis, pays républicains, marquèrent toujours des sympathies à la Révolution Chinoise. Au Japon et en Angleterre, Sun trouvait des admirateurs dans la masse du peuple.

Le lendemain du soulèvement d'Ou-tchang, M. Hoang Hing demanda par dépêche à Sun d'envoyer des fonds pour besoins urgents. Or, ce dernier, étant dépourvu de moyens, allait lui télégraphier de ne pas bouger lorsqu'il apprit que Ou-tchang a été pris par les conjurés. Il eut désiré retourner en Chine pour participer lui-même aux combats de la révolution. Mais comme il était important de s'acquérir la sympathie des nations à l'étranger, il dut s'abstenir de rentrer de suite et alla d'Amérique en Angleterre.

En cours de route, il conseilla à M. Tchang Ming-ki, gouverneur militaire du Kouang-tong, de rendre la ville et de traiter pour éviter la perte de vies humaines. En compensation, il ordonna aux conjurés de lui laisser la vie sauve et obtint gain de cause.

Quand il arriva en Angleterre, il demanda au gouvernement anglais de cesser d'aider les Mandchous par des emprunts, de conseiller au Japon de ne pas aider les Mandchous et d'annuler les ordres d'expulsion dans les colonies anglaises. Ces demandes furent toutes accordées. En France, il fut bien accueilli par les personnalités politiques et civiles parmi lesquelles M. Clémenceau, président du Conseil.

Quand il retourna en Chine, les négociations de paix entre le Nord et le Sud étaient déjà ouvertes. Les représentants des diverses provinces se réunirent à Nankin et élurent Sun comme Président provisoire (1) en conférant à la nation le nom de « Tchong Hoa Min Kuo », c'est-à-dire « République de Chine ». Une partie de la révolution était dès lors accomplie.

(1) Sur dix-sept voix exprimées par les représentants, Sun en obtint seize.

CHAPITRE II

APRÈS L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE

Nous énumérerons dans ce chapitre les événements importants qui se produisirent depuis la chute de la monarchie jusqu'à nos jours.

§ 1. — L'INOBSERVATION DES MÉTHODES RÉVOLUTIONNAIRES

Pendant qu'il travaillait à la cause de la Révolution Chinoise, Sun a étudié le bien et le mal des systèmes politiques pratiqués par les diverses nations étrangères. D'après lui, les méthodes de la révolution en Chine consistent à diviser en trois périodes (1) :

La première est la période militaire dans laquelle on doit employer la force militaire pour détruire l'absolutisme des Mandchous, balayer les fonctionnaires corrompus, réformer les mauvaises habitudes et les mœurs, délivrer le peuple de l'esclavage inhumain, détruire l'usage de l'opium, ce poison répandu, supprimer la superstition, abolir l'impôt du li-kin (2).

Après, commença la deuxième période, éducative, dans laquelle on établit les lois constitutionnelles provisoires, on organise l'autonomie régionale en vue d'éman-

(1) Nous développerons les méthodes révolutionnaires dans la Troisième Partie.

(2) Le li-kin est un impôt qui frappe sur le transport des marchandises à l'intérieur de la Chine.

ciper la démocratie. Le « hsien » (1) sert d'unité d'autonomie. Pendant la période éducative, il faut balayer les abus accumulés dans le hsien, apprendre au moins à la moitié de la population à comprendre le Triple Principe du Peuple et faire que la République domine, procéder au recensement des habitants, dresser l'état civil, organiser la police, l'hygiène, l'instruction, les routes. Les hsiens qui auront pu réaliser complètement l'autonomie, doivent choisir des représentants pour organiser l'Assemblée du Peuple. Celle-ci établira les cinq pouvoirs constitutionnels répartis dans les cinq « Yuans » (2) qui seront : le Yuan exécutif, le Yuan législatif, le Yuan judiciaire, le Yuan examinateur et le Yuan censorial. Ces cinq Yuans seront responsables devant l'Assemblée du Peuple.

La troisième est la période constitutionnelle, dans laquelle la constitution est octroyée. La population de tous les hsiens a le droit d'élection générale, de rappel, d'initiative et de referendum. La politique de la nation est dirigée par les représentants de l'Assemblée du Peuple.

La chute de la dynastie Mandchoue ne fut que l'œuvre destructive. En l'an premier de la République (1912), Sun résolut de pratiquer les méthodes révolutionnaires pour aboutir au but constructif de la Révolution. Ses amis ne lui prêtaient pas leur appui, car ils trouvaient sa pensée trop élevée, et bien qu'il eût donné à plusieurs reprises des instructions, les révolutionnaires n'observaient guère le serment et désobéissaient aux dirigeants. Le résultat fut simplement un changement de personnes, les anciens

(1) Le hsin peut s'appeler la sous-préfecture.

(2) Le Yuan peut se traduire en Cour.

fonctionnaires corrompus faisant place aux nouveaux sans aucun bien pour la nation ni pour le peuple, d'autant plus que les finances faisaient totalement défaut. Sun, décidant alors de se retirer, consentit à ouvrir les négociations de **paix entre le Nord et le Sud** et céda volontiers la Présidence. Dès lors, il quitta la politique pour se consacrer à l'industrie. Pour fonder les assises de la nation, il écrivit : « *Le Projet de la Création des Industries* ».

§ 2. — LA TRAHISON DE YUAN CHE-KAI

Après les négociations de paix entre le Nord et le Sud, Sun voulait que Yuan Che-kai aille à Nankin pour accepter la Présidence, et que la République ait pour capitale, Nankin. Sans vouloir permettre à Yuan de se servir de l'édit d'abdication de l'empereur Mandchou du 12 février 1912, comme instrument d'organisation de la République par ses propres mains, Sun demanda que ce dernier prête serment d'être fidèle au régime républicain et d'abandonner à jamais la monarchie. Mais les révolutionnaires, peu prévoyants, croyant que la présence de Yuan à Pékin était indispensable pour maintenir l'ordre, n'insistèrent plus pour que ce dernier vint présider à Nankin : c'est de là qu'est venu le mal dans la suite.

En aliénant la Présidence, Sun voulut grouper ses amis exclusivement afin de développer l'instruction et l'industrie. Il s'écarta provisoirement des affaires gouvernementales. Le président Yuan le nomma, en effet, comme directeur de l'exploitation des chemins de fer chinois. Mais ses amis, prétendant de nouveau que le raisonnement de

Sun était abstrait, développèrent Tong Mong Houei en Kuo Min Tang ou Parti du Peuple pour disputer la suprématie politique. Comme ils blâmèrent souvent le gouvernement pour l'emploi des fonctionnaires, ils créèrent de la mésintelligence avec Yuan. Sun, pour dissiper tout malentendu, vint personnellement conférer avec Yuan à Pékin et lança une déclaration pour démontrer sa confiance en Yuan. Toutefois l'animosité était déjà très grande entre les révolutionnaires et Yuan, ce qui poussa ce dernier à faire assassiner un des leaders révolutionnaires, M. Song Kiao-jen, à Changhai.

Après l'assassinat de M. Song, Sun put prévoir que Yuan trahirait la République. Pour profiter de l'indignation de la population et grâce à l'appui du Japon à l'extérieur, il projeta un coup inattendu contre Yuan. Craignant pareille aventure, les révolutionnaires voulurent attendre le règlement légal de l'assassinat. L'occasion fut perdue, à force d'attendre.

Yuan signa, en 1913, l'emprunt des Cinq Puissances (1) sans l'approbation du parlement. L'opinion publique s'irrita dans tout le pays contre cette violation grave de la Constitution Provisoire. Sun était d'avis de faire au plus tôt une expédition contre Yuan pour démontrer l'hostilité générale de la nation qui ne reconnaissait pas l'emprunt. Le Consortium bancaire des Cinq Puissances avait admis la demande de Sun et lui promit de ne pas faire de paye-

(1) *Allemagne*, Deutsch-Asiatische Bank ; *Angleterre*, Hong-kong and Shanghai Banking Corporation ; *France*, Banque de l'Indo-Chine ; *Japon*, Yokohama Special Bank, et *Russie*, Banque Russo-Asiatique.

ments pendant deux semaines. Mais lorsque Sun ordonna de proclamer l'indépendance à Canton et à Changhai, ses amis hésitèrent à se décider. La marine, seule, voulait se déclarer indépendante, ce qui fut empêché par certains conjurés. A l'arrivée des troupes de Yuan à Changhai, la défense fut trop faible pour pouvoir arrêter les progrès (1).

Yuan put alors utiliser l'emprunt dit de réorganisation de 25 millions de livres sterling des Cinq Puissances pour acheter des munitions, payer les soldats, corrompre les parlementaires, récompenser les espions et gagner la marine, jusqu'à la réussite complète de ses intrigues. Il enleva les gouverneurs militaires du Kuo Min Tang. C'est alors seulement que les provinces commencèrent à se grouper contre Yuan : il était naturellement déjà bien tard (2).

§ 3. — LA RENAISSANCE DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Après l'échec du soulèvement contre Yuan, de nombreux révolutionnaires furent désespérés. Sun, prévoyant que Yuan restaurerait la monarchie pour son compte, organisa de nouveau le Parti Révolutionnaire Chinois et envoya ses membres comme MM. Tchen Ki-mei, Tchou Tcheu-sin, Kiu Tcheng, dans les diverses provinces pour faire de la propagande contre Yuan. Aussi l'opposition était déjà

(1) Au printemps de 1915, M. Tchen Ki-mei adressa une longue lettre à M. Hoang Hing, dans laquelle il énumérait les fautes successives des révolutionnaires qui ne voulaient pas suivre la volonté de Sun. (Voir Sun Yat-sen, *Les Théories de Sun Wen*, p. 50 et suiv.).

(2) M. F. Farjanel a décrit longuement la protestation impuissante des parlementaires chinois contre cet emprunt, dans son livre : *A travers la Révolution Chinoise*, Paris, 1914, p. 335 et suiv.

créée avant même l'avènement monarchique. Lorsque Yuan se proclama empereur, en 1915, il fut renversé par un soulèvement national et mourut après une courte maladie, le 6 juin 1916.

Depuis la transformation du Tong Mong Houei en Kuo Min Tang, le Parti avait pris une grande expansion, mais l'esprit n'était plus le même, il existait trop de fractions différentes, les fonctionnaires étaient corrompus. Naguère, les révolutionnaires risquaient leur vie pour sauver la nation ; aujourd'hui beaucoup d'entre eux ne pensaient plus qu'à leurs intérêts propres et à leurs influences politiques. Il se produisit même dans le Kuo Min Tang des divergences de vues bien accusées, et aucune affaire n'aboutissait. En réorganisant le Parti Révolutionnaire Chinois, Sun désirait ressusciter l'ancien aspect du Parti révolutionnaire qui précédait l'établissement de la République en pratiquant une sérieuse discipline. Les adhérents du Parti devaient jurer d'obéir à leur chef, afin que le Parti travaillât à l'unisson. Quoique M. Hoang Hing, le célèbre révolutionnaire de 1911, ne soit pas du même avis, Sun reconnut que la réorganisation était nécessaire pour l'avenir de la Révolution Chinoise.

§ 4. — LA LUTTE POUR LA CONSTITUTION

Moins d'un an après l'échec monarchique de Yuan Che-kai, survinrent l'abolition de la Constitution et la dissolution du Parlement par le général Toan Ki-joei, puis le coup de force éphémère du général Tchang Hiun, ten-

dant à rétablir le jeune empereur Mandchou détrôné, Siuan-tong.

Une scission se produisit. Les provinces du Sud-Ouest se déclarèrent pour la Constitution. Cette Constitution Provisoire de la République, contraire aux méthodes révolutionnaires, ne donna pas, en somme, satisfaction à Sun. Mais pour défendre aux anti-révolutionnaires de saboter le régime républicain, il fut obligé de se soumettre à la Constitution, faisant ainsi preuve de fidélité à la République.

A l'automne 1917, Sun amena la flotte à partir pour Canton. Le Parlement, transféré de Pékin à Canton tint une session extraordinaire et élut Sun comme généralissime pour grouper le Sud-Ouest et défendre la Constitution. Quoique les chefs militaires du Sud-Ouest eussent des attitudes indépendantes, aucun d'eux n'osait se montrer hostile.

Au mois de mai 1918, sur l'opposition des chefs militaires coalisés, Sun abandonna ses fonctions de généralissime. Mais le Parlement élut de nouveau Tchen Tchouen-suan, Tang Chao-yi, Lou Yong-ting, Tang Ki-yao, etc... (au nombre de sept) comme directeurs des affaires nationales du gouvernement militaire. Sun présenta sa démission le jour même et quitta Canton pour Changhaï. Durant son séjour à Changhaï, il s'efforça de faire de la propagande et créa avec ses amis une revue d'études de reconstruction.

Dans l'hiver de 1918, Sun publia « *Les Théories de Sun Wen* » qui développent cette idée : « faire est plus facile que savoir ». Il réprouve ceux qui se désintéressaient

de la propagande, et ceux qui le prenaient pour un idéaliste sans fins pratiques (1).

On approchait de la fin de la guerre mondiale. Sun voulait utiliser les machines construites avec ampleur pendant les hostilités et employer la main-d'œuvre bien organisée pour aider au développement de l'industrie en Chine, sous la réserve que le concours des Puissances ne porterait pas atteinte à la souveraineté de la Chine. Il écrivit à cette intention : « *Le Projet de la Collaboration Internationale du Développement industriel en Chine* » (2) et envoya des exemplaires aux gouvernements des différents Etats. Mais la Grande Guerre à peine finie, les Etats n'avaient pas le temps de combiner quelque affaire nouvelle. Le projet ne pouvait pas donc être réalisé.

En 1920, les chefs militaires du Sud-Ouest se divisèrent ; ils ne se montraient nullement sincères vis-à-vis de la Constitution. Le fait était bien connu. Sun lança alors une proclamation qui ne reconnaissait pas le gouvernement militaire de Canton. En octobre de la même année, Tchen Tchouen-suan et Lou Yong-ting se soumirent au Nord et furent expulsés par l'armée de Tchen Kiong-ming. En décembre, Sun convoqua une nouvelle conférence politique à Canton. L'année suivante, il fut élu de nouveau Président de la République et organisa l'armée pour

(1) Voici une opinion de M. F. Farjenel : « Les Européens s'en allaient répétant toujours que Sun Yat-sen était un idéologue. Combien de fois avais-je lu cela sous la plume d'un journaliste ! Et je me trouvais en face d'un homme qui m'émettait des idées pratiques, qui tenait compte des réalités et des possibilités. (*A travers la Révolution Chinoise*, 1914, p. 277).

(2) Voir dans *Le plan de la Reconstruction nationale*, de Sun Yat-sen.

engager la guerre avec le Nord. Quoique Tchen Kiong-ming fut pour lui un camarade révolutionnaire très dévoué à la cause avant l'établissement de la République en 1912, il avait alors l'intention d'usurper le pouvoir à Canton et ne désirait pas donner à Sun son appui pour l'expédition contre le Nord. Quand l'armée anti-Nordiste entra dans la province de Kouang-si et que Sun y vint en personne, Tchen n'avait rien fait pendant six mois. Malgré les exhortations, il resta indifférent. Aussi, lorsque l'armée vint en avril 1922 pour combattre le Nord, Sun fut obligé de révoquer Tchen de toutes ses fonctions et continua à faire avancer l'armée anti-Nordiste par la province de Kiang-si.

Vers cette époque, dans le Nord, le général Ou Pei-fou avait chassé le Président de la République, Siu Che-tchang. Li Yuan-hong revint de nouveau à la Présidence en proclamant la restauration de la Constitution Provisoire de 1912 et en affirmant l'intention d'abolir les « tou-kiun », c'est-à-dire les gouverneurs militaires des provinces et de licencier les troupes. Sun exigea le châtement des coupables pour avoir aboli la Constitution et pratiqué le système tendant à employer les soldats aux travaux des œuvres de construction : toutes ces décisions étaient destinées à vérifier la sincérité du gouvernement du Nord.

Après la révocation de Tchen Kiong-ming, celui-ci poussa ses troupes à se révolter et bombarda la Présidence, le 16 juin 1922, pour contraindre Sun à se démettre. Heureusement, ce dernier était parti quelques heures auparavant et put échapper au danger en se réfugiant sur le vaisseau de guerre *Yong Fong*. Il resta à bord pendant

cinquante jours (1), revint à Changhai en août et lança une déclaration pour demander que le Parlement légal et reconnu se réunisse librement, exerce ses fonctions, applique la mise en vigueur du plan des soldats-ouvriers, développe l'industrie, respecte le régime démocratique de la Chine et empêche les militaristes de morceler secrètement le pays.

§ 5. — LA RÉFORME DU KUO MIN TANG ET SA DÉCLARATION

En voyant le chaos de la Chine devenir de plus en plus grave, Sun reconnut qu'il fallait s'efforcer de réorganiser le Kuo Min Tang pour défendre la cause de la Révolution Chinoise.

En janvier 1923, il publia une déclaration du Kuo Min Tang Chinois disant que, quoique la dynastie des Mandchous fût renversée, la Chine occupait toujours la situation d'un pays semi-indépendant sous le joug des Puissances et qu'il était important de rappeler le Principe des Races du Peuple, d'encourager l'instruction générale et de projeter la révision des traités inégaux. Le régime parlementaire, basé sur l'élection progressive, n'était pas, d'après lui, conforme à l'esprit du Principe des Droits du Peuple. Quant au Principe de la Vie du Peuple, il voulait que la nation s'occupe des industries et promulgue l'égalisation du droit terrien, la réforme du système monétaire et la protection de droit et de l'intérêt du paysan, de l'ouvrier et de la femme.

(1) M. Chiang Kai-shek, qui accompagnait Sun à bord, a écrit un récit très détaillé de cette affaire.

En février de la même année, Tchen Kiong-ming subit une défaite et Sun revint de nouveau à Canton pour occuper les fonctions de généralissime. Il voulait continuer l'expédition anti-Nordiste, qui ne put aboutir parce que les débris de l'armée de Tchen troublaient Tong-kiang. Outre ses occupations militaires, il travaillait fermement à réorganiser et à faire progresser le Kuo Min Tang.

En janvier 1924, il réunit la Première Assemblée Nationale des Délégués du Kuo Min Tang à Canton et publia une déclaration de la réforme du Parti. Dans cette déclaration il expliqua comment en réalité la Chine était opprimée politiquement et économiquement par l'impérialisme des Puissances, il démontra les erreurs des membres du Parti Constitutionnel, du Parti de l'Autonomie fédérale des Provinces, du Parti de la Conférence de Paix et du Parti du Gouvernement des Commerçants, et prouva que seuls, le Triple Principe du Peuple et la révolution nationale pouvaient apporter le salut de la Chine.

Le Triple Principe du Peuple est expliqué dans la déclaration de l'Assemblée. Le Principe des Races du Peuple consiste à demander la libération du peuple Chinois et à se fortifier contre l'impérialisme ; il donne la liberté et l'égalité aux cinq races : les Chinois, les Mandchous, les Mongols, les Mahométans et les Tibétains, qui composent la Chine, et leur demande de collaborer à l'organisation de la République libre et unifiée. Le Principe des Droits du Peuple donne en outre l'exercice indirect et l'exercice direct des droits, mais ceux qui ont trahi la Patrie et le peuple et ceux qui servent les impérialistes et les militaristes ne jouiront jamais de cette liberté ni de ces droits,

soit en groupe soit à titre personnel. Le Principe de la Vie du Peuple est l'égalisation du droit terrien, la limitation des capitaux, afin que le capital privé ne puisse plus exploiter le peuple. Pour que les paysans et ouvriers participent énergiquement au mouvement révolutionnaire, le Parti Kuo Min Tang doit contribuer par tous ses efforts au développement du mouvement paysan-ouvrier, afin de faire progresser l'influence de la Révolution Chinoise.

La déclaration se termine par le programme politique du Kuo Min Tang. Il y a sept articles pour la politique étrangère et quinze articles pour la politique intérieure.

Dans son programme de politique étrangère, le Kuo Min Tang demande l'abolition de tous les traités basés sur l'inégalité des deux partis contractants. Dans cet ordre d'idées, les territoires concédés à bail, l'exterritorialité, le droit de contrôle des douanes et tous les droits politiques exercés par les étrangers contraires à la souveraineté de la Chine, doivent être abolis, et des nouveaux traités, basés sur le principe d'une reconnaissance mutuelle des droits souverains, doivent être conclus. Toutes les nations qui abandonneront volontairement leurs droits spéciaux et abrogeront tous les traités dérogeant à la souveraineté de la Chine seront reconnues par celle-ci comme devant être plus favorisées que les autres. Le principe fondamental de la revision des traités est la sauvegarde des intérêts des deux partis contractants.

Dans son programme de politique intérieure, le Kuo Min Tang adopte le système d'égalisation ; en ce qui concerne les pouvoirs, il ne faut ni concentrer, ni séparer, mais égaliser. Pour le système d'égalisation, il faut prendre

les « hsien » ou les sous-préfectures comme unité, la province se trouvant entre le gouvernement central et les sous-préfectures. Tout ce qui concerne la nation doit appartenir au gouvernement central ; tout ce qui concerne les intérêts des localités particulières incombe aux gouvernements locaux.

A la suite de la publication de cette déclaration, l'opinion du pays pencha vers la Révolution. Maints éléments patriotiques du peuple adhèrent au Kuo Min Tang. La plupart des manifestations, dirigées ou élaborées par les membres du Parti ont marqué une ère de prospérité et de progrès.

§ 6. — LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME

Dans l'hiver de 1923, Sun s'était emparé des recettes de la douane maritime de Canton. L'Angleterre et l'Amérique avaient envoyé des vaisseaux de guerre pour exercer une pression sur lui, mais il ne voulait absolument rien craindre de cette menace, et, par là même, il suscita une sympathie enthousiaste de la part de la population. La masse reconnut que pour que le peuple Chinois devienne indépendant, il était indispensable de revendiquer l'autonomie des douanes.

En juillet 1924, le Consul anglais demanda à Sun d'empêcher les Cantonais de résister aux règlements inacceptables imposés par le consulat dans la Concession anglaise de Shameen. Sun refusa. Très contrarié, le Consul anglais soutint secrètement Tchen Lien-peï, le compradore de la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation et

celui-ci, en s'appuyant sur la garde volontaire des marchands, voulait renverser le gouvernement de Canton. Sun s'empara des armes de contrebande appartenant à la garde des marchands et les confisqua. Tchen Lien-peï poussa les commerçants à résister.

Le Consul anglais notifia à Sun que s'il faisait attaquer la garde des marchands, la flotte anglaise interviendrait. Irrité par cette note, Sun protesta auprès du Premier du gouvernement britannique. Au mois d'octobre, il put enfin soumettre la garde des marchands.

Lorsqu'il était à Canton, Sun travaillait fort à propager la cause révolutionnaire. En dehors de ses occupations militaires et politiques, il prononçait partout et souvent des discours. Il fit notamment une série de conférences à l'Université de Canton sur le Triple Principe du Peuple, à propos duquel on a écrit de nos jours des livres spéciaux.

Le Triple Principe du Peuple a été, en effet, déjà professé par Sun depuis plus de trente ans : tous les membres du Kuo Min Tang en connaissaient les principes généraux. Pour s'expliquer plus en détail, il fit six conférences sur le Principe des Races du Peuple, dont la première eut lieu le 27 janvier 1924. Il fit ensuite six conférences sur le Principe des Droits du Peuple. Enfin, il fit quatre conférences sur le Principe de la Vie du Peuple, dont la dernière eut lieu le 24 août 1924. Sun comptait traiter plus à fond ce dernier principe, mais ses conférences furent malheureusement interrompues par des conflits politiques à Canton et par son départ dans le Nord.

Sun portait atteinte aux intérêts de l'impérialisme, des

militaristes, des marchands et des notables corrompus qui dépouillaient les ouvriers et les paysans ; c'est pourquoi les calomniateurs affirmèrent que Sun allait pratiquer le bolchevisme à Canton. Pour que la Chine soit dégagée de l'impérialisme des Puissances, il fallait à tout prix collaborer avec des pays anti-impérialistes. Il entretint donc des relations d'amitié avec les Soviets. Ce fut une raison de plus pour exciter ses adversaires qui considèrent que le Kuo Min Tang était bolchevisé. Toutefois, Sun resta ferme, car il était révolutionnaire dans l'intérêt de la liberté et de l'indépendance de la Chine.

§ 7. — LA MORT DE SUN YAT-SEN

Dans le Nord, la guerre venait de prendre fin entre les fractions des militaires du Fong-tien et du Tche-li par la retraite du Président de la République, Tsao Koun, chef de la fraction des militaires du Tche-li. A la suite de cet événement politique à Pékin, Sun tenta de convoquer les groupements du peuple pour former une Assemblée du Peuple et combattre les influences de l'impérialisme et du militarisme dans la politique chinoise. Pour en réclamer la réalisation au nom du peuple, il quitta Canton, le 12 novembre 1924 et vint lui-même dans le Nord. A son passage à Changhai et au Japon, il ne prononça que des discours anti-impérialistes. Les Puissances impérialistes furent émues et demandèrent la convocation de la Conférence douanière pour atténuer l'opposition. Ses déclarations en faveur du rapprochement des peuples asiatiques furent particulièrement bien accueillies au Japon. Dès son

arrivée à Tien-tsin, le 4 décembre, et quoiqu'il fut tombé malade, il voulut venir à Pékin.

A ce moment, Toan Ki-joei, en qualité de chef du pouvoir exécutif du gouvernement du Nord convoqua les représentants des autorités civiles et militaires à une conférence nationale pour la réorganisation du pays. Sun était d'avis d'inviter aussi les représentants des groupements du peuple, il jugeait qu'on ne devrait pas porter atteinte aux questions fondamentales de la nation pour ne pas heurter dans cette conférence l'opinion du peuple.

Après l'arrivée de Sun à Pékin, le 31 décembre 1924, sa maladie s'aggrava. Malgré tous les soins prodigués par les médecins chinois et étrangers, il succomba le 12 mars 1925, à l'âge de 60 ans. Sur son lit de mort, il répétait sans cesse ces mots : « paix, courage, salut de la Chine ».

« J'ai quitté cette fois-ci les Deux Kouang pour venir à Pékin, confia-t-il, la veille de sa fin, à son entourage, c'est pour trouver une solution d'unification pacifique. La méthode que j'ai adoptée pour cette unification consistera à convoquer une assemblée du peuple qui décidera de pratiquer le Triple Principe du Peuple et les Cinq Pouvoirs constitutionnels, en vue de former un Etat nouveau. Je suis atteint maintenant d'une maladie incurable bien que la vie ou la mort ne soit pas une cause de regret, la non-réalisation de mes principes adoptés depuis de nombreuses années pour la Révolution du Peuple me laissera toutefois de l'amertume. J'espère ardemment que mes amis travailleront sans relâche pour que l'Assemblée du Peuple soit convoquée au plus tôt, afin de pratiquer le Triple Principe du Peuple et les Cinq Pouvoirs constitutionnels.

que mes yeux pourront contempler malgré ma mort » (1).

Sun Yat-sen, né pauvre, est mort sans fortune. Il a lutté toute sa vie, non pour ses intérêts propres, mais pour l'indépendance de la Chine et pour l'amour du peuple et des humbles. Il n'a pas vu la réalisation de ses idées, mais il a laissé à ses disciples du Kuo Min Tang ce legs précieux qui est le Triple Principe du Peuple, lequel ouvre un horizon de solutions politiques et économiques pour la Chine. Sa mort fut une perte irréparable pour la Révolution Chinoise, mais son nom est passé dans l'Histoire et dans la légende populaire. Sa figure rayonne aujourd'hui plus encore qu'elle rayonnait de son vivant dans l'âme du peuple Chinois. Toute la nation vénère de nos jours ce grand homme et voit en lui le Confucius moderne. Il n'est plus mort, mais entré vivant dans l'immortalité.

§ 8. — LES COMMUNISTES ET LE KUO MIN TANG

Dans la revendication des droits souverains, le peuple Chinois a trouvé un écho sympathique et un appui matériel en Russie Soviétique. Ce pays a, en effet, abandonné volontairement, par le traité du 31 mai 1924, tous ses privilèges en Chine. En un temps où les autres Puissances ne connaissaient que la politique d'égoïsme, ce traité fut accueilli comme on le devine, avec enthousiasme.

Sun, de son vivant, tout en désapprouvant les méthodes de la dictature de la classe prolétaire dans le communisme,

(1) Hoang Tchang-kou, *Les circonstances détaillées de l'arrivée au Nord de M. Sun Tchong-chan et de sa mort*, 1925, p. 12.

a reconnu que la Russie commença à mettre en pratique l'idée d'universalité décrite et rêvée dans son Principe de la Vie du Peuple. Mais surtout, le cri de guerre contre l'impérialisme en faveur des peuples opprimés, trouvait l'accueil le plus ardent dans le peuple Chinois. C'est pourquoi Sun voyait la nécessité et l'avantage d'un rapprochement et d'une collaboration de la Chine avec la Russie Soviétique. En mars 1925, à la veille de sa mort, il adressa un message d'adieu aux membres du Comité Central Exécutif de l'U. R. S. S. En voici le texte :

« Chers Camarades.

« Tandis que mon corps est atteint d'une maladie
« incurable, mes pensées se tournent actuellement vers
« vous et vers l'avenir de mon parti et de mon pays. Vous,
« les dirigeants de la Grande Union des Républiques libres
« qui constitue le véritable héritage de Lénine immortel,
« laissé aux peuples opprimés du monde et grâce à qui
« les malheureux peuples soumis à l'impérialisme pour-
« ront obtenir la protection de leurs libertés et travailler
« en vue de leur émancipation au sein du système des
« Etats basés sur l'esclavage de l'ancien temps, sur la
« conquête et sur l'égoïsme.

« Ce que j'ai à laisser, c'est le Kuo Min Tang. J'espère
« que le Kuo Min Tang dans son travail historique qui
« tend à l'émancipation de la Chine et des autres nations
« opprimées par le régime impérialiste, collaborera de
« toute son énergie avec vous. Le destin m'oblige à laisser
« mon œuvre inachevée pour la transmettre à ceux qui

« observent scrupuleusement les principes et les conseils
« du Kuo Min Tang en se groupant, afin d'être mes cama-
« rades sincères. J'ai donc déjà ordonné le travail à faire
« dans le mouvement révolutionnaire des peuples du Kuo
« Min Tang pour que la Chine se délivre de la situation
« semi-dépendante imposée par l'impérialisme. Pour réa-
« liser ce but, j'ai ordonné que le Kuo Min Tang continue
« à marcher toujours avec vous la main dans la main. Je
« suis persuadé que votre gouvernement continuera égale-
« ment à donner comme naguère son appui à mon pays.

« Au moment où je dois vous quitter pour toujours,
« Chers Camarades, je veux exprimer mon espoir le plus
« ardent. Cet espoir verra bientôt le jour. A ce moment,
« l'U. R. S. S. souhaitera la bienvenue, comme amie et
« comme alliée, à la Chine prospère et indépendante. Dans
« la grande guerre pour la conquête des libertés des peu-
« ples opprimés du monde, nos deux nations marcheront
« la main dans la main pour gagner la victoire.

« Je vous présente mes souhaits fraternels de bon-
« heur. »

SUN YAT-SEN (1).

Pour réaliser une révolution nationale, Sun trouva nécessaire de grouper tous les éléments patriotiques et révolutionnaires de la Chine. A l'époque de la réforme du Kuo Min Tang en 1923 et en 1924, de nombreux membres furent admis individuellement à condition de

(1) Nous avons traduit le message du texte chinois. — Voir *Recueil des écrits de Tchong-chan*, 1927, tome IV. — *Des lettres*, p. 44.

reconnaître sans réserve le Triple Principe du Peuple, d'obéir strictement aux décisions du Parti et d'en mettre le programme en pratique. Mais parmi ces derniers, beaucoup avaient une teinte communiste.

L'alliance de la Chine avec la Russie Soviétique, préconisée par Sun, visa uniquement la collaboration destinée à réaliser les aspirations chinoises. Cette alliance n'a pas permis aux Soviétiques de faire leur propagande communiste en Chine, car la Révolution Chinoise a ses principes propres. Mais les agents de Moscou, comme c'est le cas de M. Borodine, s'immiscèrent de très près dans les affaires du Kuo Min Tang et y attirèrent de nombreux adhérents.

Après la mort de Sun Yat-sen, l'influence des communistes devint très grande dans le Kuo Min Tang et gagna la majorité des membres dans le Premier Comité Central Exécutif siégeant à Canton. Beaucoup de révolutionnaires ignoraient le vrai sens du Principe de la Vie du Peuple et le confondaient avec le communisme. Dans la diversité des opinions au sein du Kuo Min Tang, une scission naquit fatalement. Pendant l'hiver de 1925, quelques membres du Premier Comité Central Exécutif convoquèrent une conférence à Pékin, sur la Colline de l'Ouest, où repose Sun Yat-sen ; ils lancèrent une proclamation de la nécessité d'une épuration des communistes et transférèrent le siège central du Kuo Min Tang à Changhaï. Ce fut la première scission avec les communistes.

D'autre part, les membres du Premier Comité Central Exécutif demeurés à Canton y convoquèrent, en janvier 1926, la Deuxième Assemblée Nationale des Délégués du Kuo Min Tang, qui fut tenue sous la présidence de M. Wang

Ching-wei, président du Kuo Min Tang et chef du gouvernement national après la mort de Sun Yat-sen.

Après que l'expédition anti-Nordiste des armées du Kuo Min Tang, dirigée par le général Chiang Kai-shek eut conquis la Chine du Sud jusqu'au Yang-tse, le siège central du Parti fut transféré de Canton à Nan-tchang dans la province du Kiang-si, puis établi à Han-kow pour former le gouvernement.

Après la pacification des provinces du Kiang-sou et du Tche-kiang, le général Chiang Kai-shek se déclara également partisan de l'épuration des communistes et forma un autre gouvernement à Nankin, le 18 avril 1927. Ce fut la seconde scission du Kuo Min Tang avec les communistes.

A ce moment, le parti se divisa en trois groupes : celui de Changhaï, qui se sépara le premier des communistes et pouvait être appelé la droite, celui de Nankin, avec le général Chiang Kai-shek, le centre, et celui de Han-kow, avec M. Wang Ching-wei, la gauche. Bien qu'une telle appellation ne soit pas permise dans le Kuo Min Tang, on peut toutefois y voir la nuance des opinions par rapport au communisme. Il n'est pas exact, en somme, de dire que tous ceux qui étaient à Han-kow furent des communistes, car beaucoup d'entre eux avaient seulement des idées avancées sur l'interprétation du Principe de la Vie du Peuple et sur les méthodes favorables au mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

En septembre 1927, des pourparlers eurent lieu entre Changhaï, Nankin et Han-kow pour obtenir une unification du Kuo Min Tang qui faciliterait l'expédition anti-

Nordiste. Mais avec les communistes, tout accord fut impossible. Depuis, l'armée de Nankin envahit et prit Han-kow. Le gouvernement de Han-kow fut ainsi renversé et ses principaux chefs, tels que MM. Wang Ching-wei, Eugène Chen, Siu Kien, passèrent à l'étranger.

Tandis que le Kuo Min Tang combattait les communistes dans le Sud, le maréchal Tchang Tso-lin entreprenait également l'épuration des éléments extrémistes dans le Nord. Comme l'ambassade de l'U. R. S. S. à Pékin abritait et encourageait les communistes chinois, Tchang envoya, le 6 avril 1927, avec l'autorisation du corps diplomatique, trois cents agents faire une perquisition dans les annexes de l'ambassade, où de nombreux documents secrets furent découverts. Les relations diplomatiques entre la Chine et l'U. R. S. S. furent rompues et ne sont pas encore rétablies à présent.

§ 9. — LES INCIDENTS SINO-ÉTRANGERS

Si les communistes ont mis obstacle à l'expédition contre les dictateurs militaires du Nord, le peuple, à la suite des divers incidents sino-étrangers qui excitaient son sentiment patriotique, sympathisait avec la cause de la Révolution poursuivie par le Kuo Min Tang. Malgré les divisions du pays, le peuple s'est montré toujours jaloux de maintenir l'intégrité et l'indépendance de la Chine. La conscience nationale a été beaucoup plus éveillée par les atteintes portées à la dignité de la nation que par les maux dus aux militaristes.

Depuis l'incident mémorable du 30 mai 1925 où la police anglaise de la Concession Internationale de Chang-hai tua une dizaine d'étudiants au cours d'une manifestation en faveur de la grève des ouvriers chinois d'une filature japonaise, une vague de mouvement anti-britannique et de boycottage se répandit dans toutes les grandes villes de Chine. Tout incident devenait émeute et l'on en vit à Tsin-tao, Kieu-kiang, à Han-kow, à Canton. Mais le plus violent fut le bombardement de la ville de Wan-Hsien par la flotte anglaise.

A propos de l'affaire de Wan-Hsien, le comte Sforza a justement critiqué le silence complet gardé par la presse ministérielle anglaise. Cette excessive discrétion lui paraît peu conforme à la noble tradition d'information objective dont les journaux britanniques pouvaient jusqu'ici se faire honneur. Nous laissons maintenant M. Sforza raconter cette triste affaire :

« En septembre 1926, les troupes du général Yang Sen, l'un des collaborateurs du maréchal Ou Pei-fou, avaient saisi à Wang-Hsien, sur le haut Yang-tsé, deux bateaux de commerce anglais à la suite de l'abordage par un autre navire anglais d'une jonque qui avait été coulée et dont une partie de l'équipage avait été noyée. Le consul d'Angleterre à Chung-king poursuivait le règlement de l'affaire, que sa légation s'efforçait de faire aboutir par l'entremise du maréchal Ou Pei-fou, lorsque l'amiral commandant les unités anglaises dans le Yang-tsé entreprit de faire délivrer par la force les deux bateaux séquestrés. Trois officiers et trois matelots des canonnières anglaises furent tués dans l'action, trois officiers et dix-sept marins blessés :

après quoi la flottille britannique fut obligée de redescendre à Han-kow, n'ayant réussi qu'à tuer à coups de canon 300 paisibles Chinois dans la ville de Wang-Hsien, mais par contre, n'ayant pas réussi à délivrer les bateaux de commerce » (1).

Plus récemment, lorsque l'armée du Kuo Min Tang arriva à Tsi-nan dans la province du Chan-tong, elle se rencontra avec les troupes japonaises venues sous prétexte de protéger leurs nationaux. Comme le général Chiang Kai-shek voulait éviter à tout prix un incident avec le Japon, ce qui eut été un grand obstacle dans son avance vers Pékin, il évacua la ville de Tsi-nan au profit des troupes japonaises qui y entrèrent le 3 mai 1928. Sous le prétexte que quelques-uns de leurs nationaux avaient été tués par des Chinois, les soldats japonais exercèrent une vengeance terrible sur les paisibles citoyens de la ville, attaquèrent les offices publics et tuèrent le commissaire des Affaires Etrangères, M. Tsai Kong-tche ainsi que plusieurs fonctionnaires.

Tous ces incidents remuèrent la conscience nationale et suscitèrent une indignation indescriptible dans le peuple.

§ 10. — LA VICTOIRE DU KUO MIN TANG

La haine commune du Sud et du Nord de la Chine contre l'étranger unit plus facilement le peuple que tous les principes. Le gouvernement du Nord et le maréchal Tchang Tso-lin, qu'on soupçonnait de recevoir des appuis étrangers, furent haïs davantage encore.

(1) Comte Sforza, *L'énigme chinoise*, Paris 1928, p. 111.

Entourée d'une atmosphère de sympathie générale, l'avance des armées du Kuo Min Tang fut foudroyante. Dans sa fuite vers la Mandchourie, le 4 juin 1928, Tchang Tso-lin fut grièvement blessé et mourut le 21 juin (1). Dès le 4 juin, le gouvernement de Nankin avait nommé le général Yen Si-chan commandant des garnisons de Pékin et de Tien-tsin et celui-ci faisait son entrée à Pékin, le 11 juin.

Le 10 octobre 1928, à l'occasion du 17^e anniversaire de la République Chinoise, le gouvernement de Nankin a reçu sa consécration solennelle comme gouvernement national de la Chine. La ville de Nankin a été choisie désormais comme la capitale pour plusieurs raisons. D'abord, pour construire un régime nouveau, il faut avoir des hommes nouveaux dans une atmosphère libre. Or, Pékin conserve à travers plusieurs siècles une atmosphère pourrie d'absolutisme. Dans les palais grandioses et mystérieux, surgissent de temps en temps des intrigues politiques. On a dit en termes pittoresques que la cloche de la Liberté ne pourra plus y réveiller des rêveries monarchiques et que les eaux des fleuves ne suffiraient pas à laver les abus accumulés par les fonctionnaires (2). Pékin est situé trop au nord pour pouvoir contrôler les provinces du sud aussi facilement que Nankin qui se trouve au centre de la Chine. D'autre part, les Puissances ont le droit, d'après les traités, d'avoir des garnisons installées à Pékin pour

(1) Le décès de Tchang Tso-lin a été officiellement annoncé le 21 juin, mais pour certains, il serait mort le jour même de l'attentat, soit le 4, tandis que pour d'autres, il aurait succombé le 9.

(2) Tchen Ki-mei, *Lettre à M. Hoang Hing*, 1915.

protéger leurs légations respectives. Un tel fait constitue une grave humiliation pour la capitale d'un Etat indépendant, et un gouvernement libre ne peut résider au milieu des baïonnettes étrangères. C'était pour ces raisons qu'au lendemain de la révolution de 1911, le gouvernement présidé par Sun Yat-sen s'installa à Nankin. Quand ce dernier abdiqua en faveur de Yuan Che-kai, il l'invita à y venir pour accepter la Présidence, et ce fut sur son refus que Pékin resta la capitale de la République.

Après la mort de Tchang Tso-lin, l'armée du Kuo Min Tang ne put poursuivre en Mandchourie les troupes de ce dernier parce que le Japon y a beaucoup d'intérêts et que toute guerre livrée dans cette partie du territoire chinois créerait des incidents avec cette Puissance. Aussi se contenta-t-on d'attendre la soumission du général Tchang Hio-liang, fils de Tchang Tso-lin. Cette soumission a eu lieu le 1^{er} janvier 1929 et aujourd'hui le nouveau drapeau flotte sur la Chine entière.

A l'ancien drapeau national à cinq couleurs a succédé le nouvel étendard du Kuo Min Tang à fond rouge ; il porte dans l'angle, un carré bleu enfermant un soleil blanc. L'interprétation de ce drapeau national est la suivante : le soleil de la liberté se levant dans le ciel sans nuages de la Chine prospère. Tel est l'idéal de la Révolution Chinoise : il faut espérer que c'est là le début d'une ère nouvelle.

DEUXIÈME PARTIE

LE TRIPLE PRINCIPE DU PEUPLE

Le monde, depuis que l'histoire existe, ne connaît que les luttes entre hommes. Toutes ces luttes peuvent se classer en trois grandes catégories : la révolution racique, la révolution politique et la révolution sociale. Ces trois genres peuvent renfermer tous les faits de l'histoire et toutes les causes des luttes humaines.

Au cours de l'histoire, ces trois catégories de révolutions n'eurent pas de démarcation nette. Il suffit de jeter un regard sur le ^{xvii}^e siècle pour apercevoir que les révolutions racique, politique et sociale se produisaient souvent en même temps. Toutefois, les philosophes et les écrivains se bornaient généralement à exprimer des idées de critique sur la société présente et à formuler des plans d'organisation meilleure pour telle ou telle catégorie de révolution. Ainsi, Jean-Jacques Rousseau préconisa la révolution politique, et Karl Marx, la révolution sociale.

Au contraire, Sun Yat-sen, père de la Révolution Chinoise, qui a réuni le meilleur des doctrines de Confucius, de Mencius et d'autres grands philosophes de la terre pour formuler le Triple Principe du Peuple, vise en même temps la révolution racique, la révolution politique et la révolution sociale. Ces trois révolutions, symbolisées par les trois principes suivants : le Principe des Races du Peuple, le Principe des Droits du Peuple et le Principe de la Vie

du Peuple, doivent se produire simultanément dans l'état actuel de la Chine.

« En termes plus simples, a dit Sun Yat-sen, le Triple Principe du Peuple est le Principe du salut de la nation. Ce principe comprend une idée, une conviction et une force. Car tout être humain, dans sa recherche d'une chose, conçoit, de manière générale, tout d'abord une idée. De l'idée bien arrêtée, il se produit chez lui une conviction. De cette conviction vient la force. Le principe consiste donc dans sa formation d'abord en une idée pour aboutir à une conviction, et de la conviction pour produire la force. Pourquoi le Triple Principe du Peuple est-il le Principe du salut de la nation ? Parce qu'il rendra à la Chine l'égalité dans sa situation internationale, l'égalité dans sa situation politique et l'égalité dans sa situation économique : ainsi il donnera à la Chine son existence perpétuelle dans le monde. Si le Triple Principe du Peuple constitue le Principe du salut de la nation, nous admettrons alors que, si nous voulons aujourd'hui sauver la Chine. Si nous reconnaissons que la chose est nécessaire pour la sauver, nous croyons au Triple Principe du Peuple qui, de ce fait, aura une très grande force pour se produire, et cette très grande force sauvera la Chine » (1).

民國十三年四月一日 孫中山先生遺囑

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 1.

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DES RACES DU PEUPLE

Le Principe des Races du Peuple s'efforce de relier entre elles les races qui constituent la nation chinoise pour s'opposer à l'invasion et à l'oppression des races étrangères, à les unir pour les obliger à lutter dans leur propre intérêt, afin d'obtenir l'égalité des races sur tout le territoire de la Chine, et à les unir aux nations qui traitent le peuple Chinois sur une base d'égalité permettant de lutter ensemble pour la liberté des peuples opprimés.

En termes simples, le Principe des Races du Peuple est le nationalisme (1). Mais ce mot doit être pris dans son sens le plus large. La grande guerre de 1914-1918 a montré le nationalisme dans ce qu'il avait de pire et cette forme d'influence psychique continue encore à croître de nos jours. En dépit de l'idéalisme de Wilson, qui pronça la « détermination des nations par soi-même », le monde continue à être divisé et chauvin. Les jingoïstes sont encore les mieux vus, et l'idée qui domine tient dans la formule : « Qu'il ait tort ou raison, mon pays d'abord ». Tel n'est pas le message de Sun Yat-sen. Il veut voir le peuple Chinois s'unir au lieu d'être désuni comme il l'a été si longtemps. Il veut voir les Chinois unis comme les autres peuples grâce à l'esprit national ; mais là s'arrête

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 2.

la similitude de sa conception du nationalisme avec celle d'autres chefs (1).

« En regardant les données de l'histoire de Chine, écrit Sun Yat-sen, on reconnaît que la race chinoise a le génie et la capacité de l'indépendance. Lorsque le Chinois se rencontra avec d'autres peuples, il vécut en paix avec eux ou les convertit par sa civilisation. Au temps où les institutions politiques étaient mauvaises et les défenses militaires étaient défectueuses, bien que l'invasion et la domination par des peuples étrangers aient été inévitables, la force resta finalement aux Chinois pour les vaincre. Nous voyons que la domination des Mongols a duré cent ans en Chine, mais l'empereur Tai-tsou des Ming a pu néanmoins réunir les héros du pays pour restaurer un empire chinois. D'où on a pu prévoir l'anéantissement final de la domination des Mandchous en Chine par les Chinois. Car l'idée de race est un héritage de nos ancêtres. Mon Principe des Races du Peuple est donc formulé et développé sur une base due à nos ancêtres et complétée pour l'agrandir. La lacune à réformer, c'est à l'égard des Mandchous, non plus l'affaire de vengeance, mais la réduction au traitement égal dans le sein de la nation chinoise. Tel est le Principe des Races du Peuple à l'égard des races à l'intérieur de la nation. Quant aux peuples du monde, nous tenons à conserver l'indépendance de notre race, à développer notre propre civilisation actuelle et à inspirer la civilisation du monde pour briller et pour embellir la nôtre afin de progresser avec les autres peuples dans la voie de l'universa-

(1) Chen (L. T.), *Les San Min Chou I. La Politique de Pékin*, 1929, n° 7, p. 165.

lité. Tel est le Principe des Races du Peuple à l'égard des peuples du monde » (1).

§ 1. — LA CONNAISSANCE DES INVASIONS ÉTRANGÈRES

Les Chinois qui ont toujours l'idée de famille et de clan manquent de l'esprit national. Par suite, ils ne forment qu'une couche de sable. De nos jours, le pays est pauvre, occupe un rang inférieur au sein des nations et devient la proie des convoitises étrangères. Si la couche de sable ne se solidifie pas, la Chine ne pourra jamais repousser les invasions. L'indépendance de la Chine et son existence en dépendent.

Pour préconiser le Principe des Races du Peuple afin de sauver le péril de la Chine et de donner au peuple l'esprit national, il faut que ce dernier connaisse tout d'abord ce que sont les invasions étrangères. Ces invasions peuvent être groupées, d'après Sun Yat-sen, en trois sortes d'oppressions, à savoir : l'oppression des forces naturelles, l'oppression politique et l'oppression économique.

A. — *L'oppression des forces naturelles*

L'oppression des forces naturelles que peut subir le peuple Chinois consiste en l'accroissement considérable des peuples étrangers. Ainsi, il résulte des travaux statistiques que le progrès de la science démographique a permis d'établir que le doublement de la population dans les principaux pays pouvait être déterminé à peu près comme

(1) Sun Yat-sen, *La Révolution Chinoise*, 1923, p. 2.

suit : Etats-Unis, doublement en 60 ans, Allemagne, en 65 ans, Angleterre, entre 80 à 85 ans, Japon en 80 ans.

D'abord, on peut se demander dans quelle situation est la Chine par rapport à l'accroissement de la population à l'étranger. La Chine possède à elle seule une population de quatre cents millions d'âmes qui peut être considérée comme représentant le quart des humains. Toutefois, quand on pense que l'accroissement de la population chinoise est assez lent par suite de la forte mortalité due à des obstacles destructifs, pour se servir de l'expression de Malthus, comme la guerre, la famine, la peste, la misère, etc., et d'autre part, que la loi de sélection élimine les faibles au profit des peuples forts, on commence à concevoir le danger.

Certes, les Chinois se vantent souvent du chiffre de leur population, laquelle ne se laissera pas facilement détruire. Après l'invasion des Mongols, non seulement ceux-ci avaient été incapables de détruire la race chinoise, mais ils furent absorbés par la civilisation de cette dernière. De même les Mandchous, après avoir régné plus de deux cent soixante ans en Chine, sont devenus à la longue de véritables Chinois. Aussi certains esprits se laissent-ils porter à croire qu'en cas d'invasion des Japonais ou des Blancs en Chine, le peuple Chinois les absorberait également. C'est une erreur. Ils n'ont pas pensé que dans cent ans, par exemple, les Japonais et les Blancs pourront s'être considérablement accrus en nombre. Et si les Mandchous n'ont pu absorber la race chinoise, ce fut à cause de leur nombre insignifiant (un million d'êtres ou presque) plus susceptibles d'être absorbés que d'absorber. Le

Japon possède actuellement soixante millions d'habitants, il a construit un grand édifice sur la base relativement étroite que lui donne son sol. L'accroissement de sa population constitue un grand danger pour la Chine. Car, cette population, ne pouvant plus vivre dans l'étroitesse du pays natal, immigre naturellement vers les pays voisins. Comme il est interdit aux Japonais d'entrer à l'Est aux Etats-Unis et au Sud en Australie (1), ceux-ci se trouveront obligés d'envahir la Chine par la Mandchourie, même sous l'œil sympathique des Puissances.

Contre l'oppression des forces naturelles, le nombre de la population ne suffit pas pour se défendre. Parmi les 1.500.000.000 d'habitants qui font la population du monde, les 400.000.000 d'hommes blancs de l'Europe et de l'Amérique sont les plus forts. Les races blanches se considèrent comme la matière fondamentale au moyen de laquelle toutes les races colorées peuvent être absorbées. Les Peaux-Rouges de l'Amérique ont disparu, les Noirs de l'Afrique seront éliminés sous peu et les races brunes de l'Inde sont en train d'être exterminées. Les races jaunes de l'Asie souffrent de l'oppression des Blancs et disparaîtront peut-être (2).

(1) L'Australie est un pays quasi inhabité, mais qui veut se réserver à la race blanche. Sa superficie qui est de cinq cents millions d'hectares, équivaut à quatorze fois la France. Sa population dépasse à peine cinq millions. Or, voici les faits dans leur brutalité : le mille carré contient en Chine, 200 habitants ; au Japon, 350 ; en Australie, 2. Une population blanche comparable à celle d'une grande capitale moderne détient un énorme territoire fertile et quasi inculte, à proximité relative d'îles et de contrées où s'entassent des fourmilières humaines. (Voir Crivelli (G.), *L'Australie et le Pacifique*, Paris, 1923, p. 5 et 117).

(2) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 93..

Les deux tiers de la superficie et des habitants de la terre sont de nos jours sous le joug de l'impérialisme de l'Europe, de l'Amérique et du Japon. Entre toutes les Puissances impérialistes, l'Angleterre tient la tête. Elle possède une population coloniale de quatre cent dix-sept millions d'habitants ; à chaque Anglais correspondent, en moyenne, dix habitants de couleur dans les colonies. La France possède un territoire colonial vingt fois plus grand que le sien propre. Le Portugal, malgré sa faiblesse, a une superficie coloniale vingt-deux fois supérieure à la sienne. La Belgique, malgré son territoire fort petit, possède une colonie quatre-vingts fois plus grande (1).

« Mais puisque la Révolution Russe a réussi, dit Sun Yat-sen, les 150.000.000 de Russes se sont détachés des peuples de la race blanche et n'approuvent pas leur agressivité. Ils ont à présent l'intention de se joindre aux petits et faibles peuples de l'Asie et de résister aux nations puissantes et tyranniques. Il ne reste que quelque 250.000.000 d'hommes parmi ces peuples puissants et tyranniques qui usent de méthodes barbares et qui, par leur force militaire, en oppriment 1.250.000.000. Il y aura donc à l'avenir parmi les hommes un conflit entre les deux parties : 1.250.000.000 contre 250.000.000. Cette dernière force, quoique petite, occupe les positions les plus fortes du monde » (2).

Pour arrêter l'immigration des races étrangères de qui dépend la mort ou la vie du peuple Chinois, il faut que

(1) Hou Han-min, *La Connexité du Triple Principe du Peuple*, 1928, p. 1.

(2) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 93.

la Chine s'organise, se défende et lutte avec les autres peuples opprimés contre l'impérialisme.

B. — *L'oppression politique*

Si l'oppression des forces naturelles se fait sentir dans un avenir un peu lointain, le peuple Chinois a déjà lourdement éprouvé, depuis quelque trois quarts de siècle, l'oppression politique des Puissances. Par des traités conclus à la suite des guerres, des menaces, des intrigues diplomatiques et des procédés discutables, traités que l'on appelle « Traités inégaux », la Chine est tombée au rang des états semi-dépendants.

Ces traités inégaux sont des actes par lesquels les Chinois auraient vendu leur corps. Au cours des soixante-quinze dernières années, la Chine a perdu des territoires et des droits souverains. C'est seulement grâce à la rivalité de Puissances qu'elle a pu conserver une partie de son indépendance. Toutefois, la nation s'est réveillée peu à peu et l'esprit national s'est développé avec les mouvements révolutionnaires. Aussi, les Puissances ont-elles changé depuis ces dernières années leur oppression politique en oppression économique.

Si, dans l'avenir, toute conquête politique et territoriale est difficile pour les Puissances en Chine, les conséquences des conquêtes antérieures existent encore. C'est pourquoi la Chine réclame l'abolition de tous les traités non basés sur l'égalité des deux parties contractantes. A part l'Allemagne et l'Autriche, qui abandonnèrent leurs privilèges après la guerre, la Russie Soviétique qui renonça

spontanément aux siens et les petites Puissances comme la Belgique qui abandonnèrent les leurs à la suite de traités conclus récemment, l'Angleterre, la France, le Japon, l'Italie, les Etats-Unis, l'Espagne, le Portugal, empiètent encore sur bien des droits nationaux de la Chine.

Les territoires cédés à bail, tels Port-Arthur et Talien Wan aux Japonais, Wai-hai-wai et Kowloon aux Anglais, Kouang-tcheou Wan aux Français, mettent en péril l'intégrité territoriale de la Chine et demeurent à leurs possesseurs respectifs. Les armées et les marines des Puissances étrangères peuvent séjourner, d'après les traités, dans certaines parties de la Chine et ont libre accès à l'intérieur du territoire chinois, sans tenir aucun compte de la souveraineté du pays. Le droit d'exterritorialité et la juridiction consulaire restent encore en vigueur. En d'autres termes, les résidents étrangers jouissent du même droit que leurs agents diplomatiques. Bien plus, il existe des concessions dans de nombreuses villes où l'administration municipale est entre les mains des étrangers. Dans ces concessions, non seulement les procès sino-étrangers sont jugés par les tribunaux étrangers, ou les cours mixtes, mais aussi les procès concernant exclusivement les Chinois.

Grâce à des traités inégaux, les étrangers se sont emparés des chemins de fer, des mines et des entreprises commerciales et industrielles. Certaines de ces entreprises d'où dépendent la vie et la sécurité de la Chine sont entièrement entre leurs mains. Le chemin de fer qui relie l'Indo-Chine à la province chinoise du Yun-nan appartient aux Français, le chemin de fer transsibérien, qui traverse la Mandchourie, est administré par les Russes, tandis que

les chemins de fer de la Mandchourie du Sud sont aux mains des Japonais. L'administration des chemins de fer japonais en Mandchourie constitue une véritable administration coloniale qui entreprend sur le long des régions traversées l'exploitation des mines de charbon, les services des postes, de l'électricité, des eaux, etc. (1). Enfin, ces chemins de fer sont protégés par les troupes étrangères. Ce fait porte non seulement atteinte à la souveraineté territoriale, mais encore à la paix.

C. — *L'oppression économique*

Les Puissances, ayant compris depuis le début du siècle qu'il leur serait difficile de partager la Chine par voie de conquête, exercent une oppression économique. La guerre à coups de canon est ainsi remplacée. Mais si la lutte par les armes est sensible et momentanée, la guerre économique existe, moins sensible pour tous les jours.

Pour défendre les guerres à coups de canon, un pays a besoin de construire des forteresses ; dans les guerres économiques, ces forteresses sont les douanes. Mais avant le 1^{er} février 1929 où l'autonomie douanière fut proclamée en Chine, les douanes furent administrées toujours par les étrangers ; les règlements douaniers ont été élaborés par eux, la Chine était impuissante à y apporter les moindres modifications. En un mot, la clef des richesses de la Chine fut longtemps en des mains étrangères ; d'où la mort du pays au point de vue économique.

(1) Voir *La Mandchourie et le Japon*, Paris 1922.

Kawakami (K. K.), *Le Problème du Pacifique et la Politique japonaise*, Paris 1924, p. 156 et suiv.

La Chine, pays agricole, jusqu'ici sans protection douanière, était incapable de créer des industries et de concurrencer les marchandises étrangères. Celles-ci inondent le marché chinois. Dans les magasins des grandes villes, on ne trouve que des articles provenant de l'étranger : même les habits ordinaires et les objets utilisés quotidiennement proviennent de l'extérieur. Les étrangers, attirés par l'abondance des matières premières de la Chine et profitant du bas prix de la main-d'œuvre, plaçaient leurs fonds dans des installations d'usines pour fabriquer des produits dans le pays.

« Voyons, dit Sun Yat-sen, quelles sont à présent les conditions en Chine. Avant que la Chine ait des relations commerciales avec d'autres nations, les marchandises utilisées étaient fabriquées à la main. Les anciens disaient : « l'homme laboure, la femme tisse ». Par suite, l'agriculture et le tissage étaient les industries naturelles de la Chine. Plus tard, lorsque les marchandises étrangères furent importées, l'insignifiance des droits de douane fit que le calicot étranger devint meilleur marché que celui du pays. On le préférait aux étoffes indigènes, d'où la mort de l'industrie locale.

« Dès lors, les industries du pays commencèrent à décroître, et le chômage naquit. C'est la situation créée par l'oppression économique étrangère. Bien que la Chine fabrique encore des tissus à la main, le matériel est étranger. Nous nous sommes mis récemment à filer et à tisser en employant du coton indigène et des machines étrangères. A Changhai, par exemple, il existe beaucoup de filatures et de tissages. Par ces fabriques nous pourrions

supprimer progressivement les articles étrangers, mais comme les douanes sont encore aux mains des étrangers, ceux-ci peuvent mettre des droits exorbitants sur les tissus du pays. Les droits élevés ne sont pas le seul inconvénient, il y a encore le likin (1), qui est prélevé lorsque le tissu arrive dans l'intérieur du pays. Ainsi, non seulement la Chine n'a pas de tarif protecteur, mais encore les marchandises indigènes sont-elles frappées d'impôts exorbitants pour protéger les produits étrangers.

« Pendant la guerre européenne, les divers pays ne pouvaient produire des marchandises pour les envoyer en Chine ; les filatures et tissages de Changhaï prospérèrent un certain temps. De grands bénéfices furent réalisés et beaucoup de gens devinrent riches. Mais après la guerre, la Chine fut inondée de marchandises étrangères, et les filatures et tissages de Changhaï qui, jusqu'alors, gagnaient beaucoup, travaillent à présent à perte, les produits indigènes ayant été supplantés par ceux de l'étranger. Non seulement la Chine ne peut exiger des droits de douane pour protéger ses propres produits, mais encore ces droits servent à protéger les produits étrangers » (2).

Si l'autonomie douanière existe depuis le 1^{er} février 1929, de nombreux privilèges économiques des étrangers demeurent encore. Ces privilèges constituent une oppres-

(1) Le likin est un droit de transit à l'intérieur de chaque province. Lorsque les marchandises étrangères sont transportées en Chine, elles n'ont à payer qu'une seule fois, après les traités, la taxe de 2,5 % des likins, tandis que cette perception de 2,5 % s'opère pour les marchandises chinoises autant de fois qu'elles passent les postes d'octroi.

(2) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 42.

sion impondérable ; la plupart ne la sentent pas facilement, mais elle constitue un fardeau pour la nation.

Tout d'abord, l'oppression économique se manifeste par la présence de banques étrangères, qui ont le privilège d'émettre du papier-monnaie. Leur forte organisation attire la confiance du public. Elles font des opérations de change et acceptent des dépôts. Le régime hors la loi chinoise de ces banques étrangères fait que de nombreux militaires et civils chinois y déposent des énormes fortunes de provenance souvent discutable. Grâce aux capitaux chinois, ces banques, par leur triple système de papier-monnaie, de change et de dépôts, réalisent annuellement des bénéfices considérables. Elles s'immiscent dans les diverses entreprises industrielles et commerciales pour posséder une véritable puissance financière en Chine.

En dehors des banques étrangères, il y a la question des frets. Pour envoyer des marchandises chinoises à l'étranger, on doit naturellement se servir, faute des navires chinois, des bateaux étrangers ; mais on s'en sert également pour transporter la plupart des marchandises dans les ports intérieurs. Les compagnies de navigation étrangères se sont multipliées en Chine. Incapables de faire de la concurrence, les Chinois paient des tarifs élevés de transports pour l'importation ou l'exportation. Il en résulte pour eux une lourde perte.

Il existe, en outre, les impôts, les rentes foncières et un prix de terrains dans les Concessions et les territoires cédés qui représentent une somme considérable. Il est encore plus difficile d'estimer les pertes causées par la présence des étrangers, leurs affaires commerciales et leurs

droits acquis par traités. Une seule compagnie, d'après Sun Yat-sen, celle du chemin de fer de la Mandchourie du Sud, fait annuellement un bénéfice de 50.000.000 de dollars (1)

« En résumé, dit Sun Yat-sen : 1° L'invasion des marchandises étrangères nous dépouille annuellement de 500.000.000 de dollars ; 2° Le papier-monnaie étranger sur nos marchés, les pertes sur le change et la circulation des fonds nous enlèvent à peu près 100.000.000 de dollars ; 3° Les tarifs des transports des marchandises pour l'importation et pour l'exportation nous enlèvent de dizaines de millions et même jusqu'à 100.000.000 de dollars ; 4° Les impôts, les rentes et les prix des terrains dans les Concessions et les territoires cédés nous privent de 40 à 50 millions ; 5° Les monopoles de 100.000.000 de dollars ; 6° Les spéculations et toutes sortes d'autres exactions doivent atteindre plusieurs dizaines de millions. Ces six méthodes de pression économique nous causent des pertes qui ne semblent pas inférieures à 1.200.000.000 de dollars. Si l'on ne peut mettre fin à ce gaspillage, celui-ci croîtra chaque année. La Chine se trouve déjà en état d'appauvrissement. Si elle n'est pas sauvée, cette oppression économique entraînera la perte du pays et l'extinction de la race.

« Au temps où la Chine était prospère, lorsque les Etats voisins venaient nous payer les tributs élevés, ce fut un honneur pour nous. Du temps de la dynastie des King, quand la Chine était en décadence et que nous payions

(1) Le dollar chinois vaut à présent environ 12 francs français en papier-monnaie.

tribut à ces derniers, ce nous fut une humiliation. Mais nous devons à présent payer aux Puissances étrangères un tribut annuel d'un milliard deux cents millions de dollars, soit douze milliards en dix ans. Cette pression économique et ce tribut sont pour nous impossibles à concevoir. Par suite, nous ne sentons pas que c'est une grande humiliation.

« Supposons que nous n'ayons pas à payer ce tribut et que chaque année nous disposions de cette somme d'un milliard deux cents millions de dollars ; que de choses nous pourrions faire avec cet argent ; quel serait le progrès admirable de notre société ! Mais par suite de l'oppression économique que la Chine est forcée de supporter à grand préjudice, les affaires chinoises ne prospèrent pas et les indigènes sont inemployés. Cette oppression économique à elle seule est un mal plus grand que l'envoi de millions de soldats pour nous massacrer » (1).

D'après Sun Yat-sen, la Chine perd annuellement plus de 1.200.000.000 de dollars. Ce chiffre formidable ne tarderait pas à s'accroître si l'on n'y mettait un frein et, dans dix ans, il serait au moins deux fois et demi plus fort. En répartissant ce chiffre sur les 400.000.000 d'habitants de la Chine, on voit que chaque habitant aurait une charge de 7,50 dollars vis-à-vis des étrangers, en comprenant les femmes, les enfants, les vieillards, les infirmes, les incapables. Ainsi, chaque homme valide devrait annuellement verser aux étrangers 45 dollars (2).

La Chine s'est trouvée en face des trois oppressions. L'accroissement de la population chinoise est très faible,

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 54.

(2) *Ibid.*, p. 116. Les chiffres sont très approximatifs.

tandis que la population des pays étrangers devient de jour en jour plus nombreuse. De temps immémoriaux, le progrès et la décadence de la plupart des nations ont dépendu de l'accroissement de la population. C'est ce qu'on appelle la sélection naturelle. La Chine a été victime de beaucoup de forces, mais elle a survécu jusqu'à présent. Le problème devient grave quand l'oppression des forces naturelles pèse sur elle, victime à la fois de la domination étrangère et de l'invasion économique. L'effet de ces deux dernières forces sur la décadence d'une nation est plus grand que celui des forces naturelles. Aussi, pour assurer l'avenir du peuple Chinois, il faut, quand on connaît le danger, trouver le moyen de détruire ces forces.

§ 2. — L'INDÉPENDANCE DU PEUPLE CHINOIS
PAR LE DÉVELOPPEMENT DU NATIONALISME

Le moyen de sauver la Chine des invasions étrangères réside dans le développement du nationalisme. Le nationalisme est un bien précieux qui rend la nation prospère et sauvegarde son peuple.

L'esprit national ou l'esprit racique du peuple Chinois sont synonymes. Car, le peuple Chinois comprend une race homogène qui a les mêmes traditions depuis de longs siècles. Qui dit peuple Chinois dit race Chinoise. Contrairement à l'Europe où une même race peut se diviser en plusieurs Etats, le sentiment de race doit fatalement alors s'effacer en faveur d'un patriotisme à tendances nationales.

L'esprit racique des Chinois est bien un héritage des

ancêtres, mais il est demeuré dans l'oubli. D'une manière générale, lorsqu'une nation fait la conquête d'une autre, elle supprime à tout prix les idées d'indépendance. Ce fait s'est produit pour les Chinois sous la dynastie des Mandchous.

Les sociétés raciques chinoises étaient très nombreuses aux premiers temps de la dynastie des Mandchous. Lorsque Choen-tche renversa la dynastie chinoise des Ming et régna sur le pays, de nombreux fonctionnaires et partisans fidèles à la dynastie défunte, répandus dans le pays, ne cessèrent de lui faire opposition ; et jusqu'au début du règne de Kang-hi il y a eu de la résistance. Ce fut seulement vers la fin du règne de ce dernier que les partisans de la dynastie défunte qui subsistaient furent progressivement exterminés. Nombreux étaient les défenseurs de l'idée racique qui comprenaient pourtant qu'ils seraient incapables de tenir tête aux Mandchous dans une rencontre sérieuse et qui, en présence des conditions sociales de l'époque, fondèrent des sociétés secrètes. Ils avaient des horizons larges et des idées mûres. Au moment même où ils avaient organisé de nombreux partis d'opposition, l'empereur Kang-hi eut l'ingénieuse idée d'établir les examens de l'Académie littéraire des Savants et fit entrer au service du gouvernement Mandchou presque tous les meilleurs lettrés de l'époque.

En présence d'un tel événement, les hommes imbus d'idées raciques furent convaincus que les lettrés ne pouvaient être les dépositaires fidèles des principes raciques. Ils attirèrent donc les hommes des classes inférieures et confièrent ces principes à leur garde. Comme ces propagan-

distes étaient la lie de la société, le langage grossier dont ils usaient pour propager leurs dogmes fit qu'on n'y prêta pas attention.

« En temps de paix, dit justement Sun Yat-sen, qui commente cette histoire, les riches cachent naturellement leurs objets précieux dans des coffres. Mais quand les brigands doivent venir, ils craignent que ces coffres ne soient les premiers ouverts, et cachent leurs biens sous des tas d'ordures. De même les anciens partisans de la dynastie des Ming, espérant conserver le trésor national de la Chine, durent le cacher parmi ces êtres vils, lie de la société. Ainsi, au cours de plus de deux cents ans de domination des Mandchous, malgré l'absolutisme qui existait, l'esprit racique du peuple Chinois put survivre, parce qu'il se transmettait de vive voix dans ces sociétés secrètes » (1).

Bien que la dynastie des Mandchous eut été renversée, les Puissances étrangères ont régné presque trois quarts de siècle en Chine. Le Principe des Races du Peuple est destiné à faire connaître aux Chinois l'heure prochaine de leur mort. Lorsqu'un homme ou une bête se trouve dans l'impossibilité de fuir un danger, il attaque son ennemi de toutes ses forces. En matière politique, il existe deux méthodes : l'une positive, qui consiste à se défendre, et l'autre négative, qui consiste à ne pas coopérer avec les pays ennemis, comme le boycottage des marchandises étrangères, ce qui diminue les forces de l'adversaire. Le

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 62.

véritable moyen pour un peuple de se défendre, consiste à développer son nationalisme.

A. — *L'union des familles et des clans*

Si le Chinois n'a pas l'esprit de nation, c'est parce qu'il a l'idée trop forte de la famille et du clan, bases fondamentales de la société chinoise. Le principe de la famille et du clan consiste en la continuation perpétuelle du nom et du culte des ancêtres. Or, sous l'invasion des étrangers, le nom et le culte des ancêtres ne périront-ils pas en même temps que la race chinoise en général ? Il convient d'élargir les idées de conservation : défendre la nation, c'est en même temps défendre la famille et le clan. Il faut également développer le principe existant déjà de la famille et du clan pour engendrer le nationalisme. Et à l'encontre de l'individualisme qui règne dans les mœurs des pays occidentaux, l'union des familles et des clans se fera plus facilement que celle des individus isolés.

B. — *La conservation de la civilisation nationale*

Un peuple ne peut vivre par sa force militaire, il faut qu'il possède une civilisation pour base. L'exemple des Huns, qui ont envahi l'Asie et l'Europe et qui perdirent leur formidable puissance faute d'une civilisation, est très significatif. La Chine a connu des vicissitudes à travers les siècles et a survécu jusqu'à présent, grâce à sa solide civilisation. Elle est plutôt une civilisation qu'une nation.

Pour résister aux invasions étrangères, Sun Yat-sen conseilla de conserver les anciennes vertus du peuple

Chinois, notamment la piété filiale, la loyauté, la charité, la confiance, l'amitié et le pacifisme. « Ces anciennes vertus, a-t-il dit, sont celles que connaît le Chinois jusqu'à nos jours. Mais sous la pression des races du dehors, on nous apporte une civilisation nouvelle qui envahit actuellement la Chine. Les partisans de cette civilisation nouvelle critiquent les anciennes vertus et prétendent qu'ils n'en ont plus besoin. Ils ignorent que ce que nous avons de bon doit être conservé et que ce que nous avons de mauvais peut être abandonné » (1).

A côté des anciennes vertus, Sun Yat-sen préconise le développement de la culture du peuple Chinois. La Chine a des conceptions très développées et très anciennes du gouvernement et de la philosophie. Confucius a dit : « De l'étude on arrive au savoir, de la sincérité à la conscience tranquille, de l'examen de soi-même à l'administration de la famille et du gouvernement de l'Etat à la paix universelle ». Cette maxime a un caractère essentiellement pratique, elle impose à l'homme, être perfectible, l'obligation de se perfectionner pour atteindre le bien de l'humanité. On ferait plusieurs volumes si l'on voulait recueillir toutes les maximes analogues exprimées par les philosophes de la Chine antique. Une telle culture, qui constitue un véritable trésor national, doit être conservée et développée en vue de ses applications.

« Nous, les quatre cents millions de Chinois, dit Sun Yat-sen, nous sommes non seulement une nation très pacifique, mais aussi une nation très cultivée. La nouvelle

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 133.

culture qui fleurit à présent en Europe, ainsi que l'anarchisme et le communisme, sont de vieilles choses que nous avons eues en Chine, il y a des milliers d'années. Par exemple, ce dont il est question dans « *La philosophie du gouvernement* », de Lao-tseou, c'est le principe de l'anarchisme. Lie-tseou dit, à propos du règne de Hoa-su Che, que le peuple n'avait point de souverain et point de lois pour vivre en état de nature. N'est-ce pas là encore le principe de l'anarchisme ? La jeunesse présente de la Chine n'a pas étudié avec soin l'ancienne philosophie du pays. Elle pense que les théories modernes sont la chose la plus nouvelle du monde, mais elle ne sait pas qu'elles ne le sont qu'en Europe, et que nous les avons eues en Chine il y a plusieurs milliers d'années » (1).

Enfin, en dehors des vertus et de la culture, Sun Yat-sen conseille de développer le génie du peuple Chinois. Ce sont les Chinois qui ont fait les grandes et utiles inventions de l'humanité, telle la boussole, l'imprimerie, la poudre, la porcelaine, etc. Maintenant, en face du développement des sciences et des machines, il est urgent de faire ressusciter le génie national pour n'être pas toujours inférieurs aux étrangers.

C. — *L'adoption des sciences modernes*

« Toutefois, supposons que nous ayons nos vertus, notre culture et notre génie, a dit Sun Yat-sen ; la Chine ne pourra pas encore dans le monde d'aujourd'hui occuper sa place au premier rang des nations comme au temps de

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 103.

nos aïeux. Il faut, après la conservation de la civilisation nationale, prendre ce qui nous est supérieur de l'Europe et de l'Amérique afin de progresser au même rang qu'elles. Et si nous n'apprenons pas ce qui est supérieur à l'étranger, nous serons retardataires » (1).

En adoptant les sciences modernes, les Chinois auront cet avantage appréciable d'imiter les dernières inventions réalisées en sautant toutes les étapes du progrès. On préfère de nos jours, par exemple, l'électricité à la vapeur. D'où la Chine pourra de suite utiliser l'électricité dans les industries de construction ; ce qui réalisera non seulement un progrès, mais, du fait qu'il n'y aura pas de transformation nécessaire, de nombreux frais seront évités. Aussi Sun Yat-sen a-t-il émis cette opinion que les nouveaux-venus peuvent se placer en tête ; en d'autres termes, l'élève peut dépasser le maître. Cette opinion est d'ailleurs une des bases de ses principes révolutionnaires.

§ 3. — L'ÉGALITÉ DES RACES EN CHINE

L'idéal de ce qu'est le Principe des Races du Peuple se trouve dans l'union de tous les groupes raciques de la nation pour repousser les invasions d'un monde agressif. La couche de sable doit se solidifier, sinon la Chine ne pourra conquérir son indépendance. Dans cette façon de se consolider, il faut donner l'égalité à toutes les races qui composent la Chine en dehors des Chinois, tels que les Mandchous, les Mongols, les Mahométans et les Tibé-

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 150.

tains. Non seulement il ne faut pas les forcer, mais encore il faut qu'ils soient libres d'être assimilés à la nation Chinoise. S'ils restent dans l'union, il faut leur accorder les mêmes droits et privilèges qu'à la race chinoise. Ce n'est pas la force mais l'influence morale qui doit être le facteur déterminant. Une race ne doit jamais en opprimer une autre, tel est le principe fondamental.

Lorsque la révolution de 1911 chassa les Mandchous du pouvoir, le peuple Chinois ne commit aucun acte de vengeance. Une race ne peut faire aucun mal si elle n'est dirigée par quelques ambitieux. Du moment que l'organisme despotique est renversé, les Chinois et les Mandchous doivent être traités sur le même pied d'égalité.

Les races ne sont pas mêlées en Chine et l'union se fera facilement. Un pays comme la Suisse où existent des races très différentes se forme en une nation. Aux Etats-Unis, une forte influence assimilatrice convertit rapidement tout immigrant en Américain. Ce n'est que lorsque la Chine possédera une telle unité qu'elle pourra être prospère.

Confucius a dit qu'il existe deux sortes de dominations : l'une convainc les gens par la vertu, l'autre les effraie par la force. L'histoire a confirmé le pacifisme des Chinois. Lorsque les petits Etats voisins venaient apporter leur tribut et faire leur soumission à la Chine, c'était parce qu'ils admiraient la civilisation chinoise.

« Il y a plus de dix ans, raconte Sun Yat-sen, j'étais un jour au Ministère des Affaires Etrangères du Siam et je causais avec le vice-ministre. Nous discussions les problèmes asiatiques. Il me dit : « Si la Chine pouvait faire

une révolution et devenir une nation prospère et un peuple fort, le Siam consentirait à lui être soumis et à devenir une province chinoise ». L'endroit où cette conversation eut lieu était un immeuble du gouvernement siamois. Celui qui parlait était le vice-ministré ; ses paroles n'exprimaient pas seulement ses propres idées, mais aussi celles du pays entier. Il est donc évident qu'en ce temps-là le Siam rendait honneur à la Chine. Pourtant le Siam, dans ces dix dernières années, est devenu un des pays indépendants de l'Asie et a révisé ses traités avec toutes les nations ; il occupe à présent une position importante. Je crains que dorénavant il ne veuille plus être incorporé à la Chine » (1).

§ 4. — LA LIBERTÉ DES PEUPLES OPPRIMÉS DU MONDE

Le Président Wilson a proclamé le principe de la détermination des peuples par eux-mêmes. Le Principe des Races du Peuple de Sun Yat-sen admet la même idée.

Afin d'assurer la paix future du monde, Wilson mit en avant ses « Quatorze Points » dont le plus important était celui du droit qu'a chaque nation de se déterminer d'elle-même. Avant que le sort de la guerre fût définitivement décidé, les Puissances alliées adhéraient à cette politique, mais après la guerre, lorsque les conditions de la paix furent discutées, la Grande-Bretagne, la France, le Japon et l'Italie, comprenant que la politique de liberté des nations proclamée par Wilson ne s'accordait pas avec leurs

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 99.

idées impérialistes, eurent recours pendant la Conférence de Versailles, à toutes sortes de manœuvres pour discréditer les propositions de Wilson. Mais le principe de la détermination par soi-même des peuples étant annoncé, il fut impossible de le retirer. Son influence fut énorme dans la conscience des peuples faibles qui se mirent depuis, sur leur propre initiative, à déterminer leur état national.

La Grande Guerre a donné également espoir aux peuples faibles : cet espoir fut la Révolution Russe. « Le Ciel, a dit Sun Yat-sen, ne se laisse pas guider par les désirs des hommes et a mis subitement au monde 150.000.000 de Slaves qui se sont donné pour devoir de faire opposition à l'impérialisme et au capitalisme afin de supprimer l'inégalité du genre humain. Comme je l'ai rappelé, un Russe a dit : « La raison pour laquelle les Puissances du monde ont toutes diffamé Lénine est qu'il a osé constater que les 1.250.000.000 êtres qui font la majorité du monde sont opprimés par une minorité de 250.000.000 ». Lénine a aussi prêché la détermination par soi-même pour les peuples opprimés et la suppression de l'inégalité au nom de l'humanité souffrante. La raison pour laquelle les Puissances ont attaqué Lénine, c'est qu'elles veulent détruire les prophètes et les clairvoyants du genre humain afin d'assurer leur propre sécurité. Mais à présent l'humanité s'est éveillée et sait que les paroles des Puissances sont fausses; elle ne se laissera plus duper par elles. C'est dans ces circonstances que la pensée politique du monde a progressé jusqu'à ce qu'elle ait vu clair » (1).

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 94. 6

Une fois la Chine pleinement développée, son devoir est d'aider les peuples faibles du monde à résister à l'agression étrangère de manière à pouvoir atteindre leur plein développement selon leur propre génie. L'état idéal d'une telle conception est celui d'un monde des peuples libres, de manière à ce qu'il en sorte un nouvel ordre de choses où « tout ce qui est sous le ciel est à tous ». C'est l'objet ultime du Confucianisme et de la Révolution Chinoise.

« Lorsque la Chine sera forte, a dit Sun Yat-sen, nous ne voudrions pas uniquement rétablir la situation de notre peuple, mais nous aurons un grand devoir envers le monde. Si nous ne remplissons pas ce devoir, la puissance de la Chine fera plutôt du mal que du bien. Quel est donc ce devoir que la Chine devra remplir ? La voie que suivent actuellement les Puissances consiste à détruire les Etats. Si donc, la Chine, après avoir été forte, veut également détruire les Etats, elle apprendra l'impérialisme des Puissances, elle marchera dans la même voie et tombera dans le même abîme. Aussi devons-nous avoir une politique fixée d'avance qui consiste à aider les faibles : tel est le devoir sacré de notre peuple.

« A l'égard des peuples faibles, nous devons les soutenir, et à l'égard des peuples puissants, nous devons résister. Si le peuple en décide ainsi, la Chine pourra se développer ; sinon elle n'aura plus d'espoir. Avant notre développement, nous avons décidé d'aider les faibles, nous penserons lorsque nous serons forts, aux souffrances que nous subissons à l'heure actuelle par l'oppression politique et économique des Puissances. A l'avenir, lorsque les peuples faibles supporteront ces mêmes souffrances, nous

devrons les aider à détruire l'impérialisme pour réaliser la parole de Confucius que du gouvernement de l'Etat, on arrive à la paix universelle.

« Mais avant cela, il nous faut ressusciter l'esprit national, connaître la situation du peuple et avoir comme fondement les vertus existantes et le pacifisme. Convaincre le monde de réaliser l'universalité est le grand devoir de nos quatre cents millions de citoyens et le véritable esprit de notre peuple » (1).

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Races du Peuple*, p. 155.

CHAPITRE II

LE PRINCIPE DES DROITS DU PEUPLE

Le Principe des Droits du Peuple est destiné à faire connaître au peuple son pouvoir politique pour qu'il ne soit pas trompé, exploité et maltraité par des chefs féroces, des fonctionnaires avides, des notables puissants et des politiciens rusés.

Le célèbre lettré, M. Liang Ki-tchao, qui vient de mourir à Pékin, assure dans son « *Histoire des pensées politiques chinoises* » que la démocratie est un idéal pour lequel nul encore dans le monde n'a trouvé de formule pratique. Sun semble sentir de même sur ce sujet. Il lui semble que le résultat total des efforts révolutionnaires dans le monde n'est rien de plus que le suffrage qui donne un contrôle indirect du gouvernement. Au surplus, ce suffrage est limité. Or, les droits politiques doivent revenir à tous : nul groupe particulier ne peut jouir de tels droits, à l'exclusion d'autres groupes (1).

La Révolution Française avait pour devise : liberté, égalité, fraternité. Ces mots correspondent au Triple Principe du Peuple qui est la devise de la Révolution Chinoise. Si on réalise le Triple Principe du Peuple, on obtiendra la liberté, l'égalité et la fraternité. En d'autres termes, le Triple Principe du Peuple constitue le résultat des con-

(1) Chen (L. T.), *Les San Min Chou I, La Politique de Pékin*, 1929, n° 7, p. 165.

quêtes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. La devise de la Révolution Chinoise est donc, d'après Sun Yat-sen, plus précise que celle de la Révolution Française.

D'une manière générale, en effet, dans les révolutions en Europe ou en Amérique, on proclame la guerre pour la liberté et l'égalité, et on veut obtenir les institutions correspondantes à la liberté et à l'égalité qui sont les droits du peuple ou la démocratie. Lorsque le peuple a conquis les droits politiques, la liberté et l'égalité deviennent alors des réalités et peuvent durer ; sinon, elles ne sont que des mots vagues. Aussi, la Révolution Chinoise, tout en voulant conquérir la liberté et l'égalité du peuple, a-t-elle choisi la devise des Droits du Peuple.

Mais, avant tout, lorsqu'on préconise une devise révolutionnaire, il faut que celle-ci corresponde à la mentalité et aux besoins du peuple. Or, le peuple Chinois a connu depuis la haute antiquité des idées démocratiques, et ce n'est pas de l'étranger qu'il s'est inspiré.

§ 1. — LES IDÉES DÉMOCRATIQUES DANS LA CHINE ANTIQUE

La civilisation chinoise a été très tôt développée, et la démocratie a été préconisée en Chine par Confucius et Mencius voilà plus de deux mille ans. La caractéristique des doctrines de ces conducteurs de peuples est humaine, sociale et pratique, et la vertu suprême est pour eux, non l'adoration mystique de quelque divinité incompréhensible, mais l'amour de son semblable, la charité (1).

(1) Hovelaque (E.), *La Chine*, 1920, p. 133.

Dans ses écrits, Confucius cite souvent les noms des saints empereurs Yao et Chouen, qu'il vénère beaucoup. Car, d'après lui, Yao et Chouen ne considéraient pas le royaume comme leur propriété. D'où il déduit : « Sous le règne des grands principes, tout ce qui est sous le ciel était à tous » (1). Ces grands principes étaient des idées démocratiques. Les gouvernements de Yao et de Chouen, bien qu'ils fussent monarchiques, pratiquaient en somme la démocratie.

Confucius a inventé le mot de révolution en disant : « La révolution de Tang et Wou fut faite suivant la volonté du Ciel et en harmonie avec les hommes » (2). Et c'est lui qui a formulé cette maxime : « Ce que le Ciel entend et voit, vient de ce que notre peuple entend et voit. Ce que notre peuple juge digne de récompense et de punition est ce que le Ciel veut punir et récompenser. Il y a une communication intime entre le peuple et le Ciel ; que ceux qui gouvernent les peuples soient donc attentifs et réservés » (3). On trouve aussi cette autre formule : « Ceux qui aiment ce que le peuple aime, ceux qui haïssent ce que le peuple haït, peuvent être appelés les pères et les mères du peuple » (4). On la trouve encore dans le même livre : *La Grande Etude* : « Obtiens l'affection du peuple et tu obtiendras l'Empire ; perds l'affection du peuple et tu perdras l'Empire » (5).

(1) Li-ki, chapitre *Li-lün*.

(2) Y-king, chapitre *Keu-tchoen*.

(3) Chou-king, chapitre *Kao-yao-mo*, § 7.

(4) Ta-hio, sec. X.

(5) *Ibid.*

Le Ciel, pour Confucius, est la symbolisation de la Raison suprême et la personnification du droit naturel ; le titre de « fils du Ciel » dont est honoré l'empereur, signifie seulement qu'il doit agir selon les principes du droit et de la justice (1). On remarque surtout l'intervention constante du Ciel ou de la Raison suprême dans les relations des princes avec les populations, ou des gouvernements avec les gouvernés ; intervention toujours en faveur de ces derniers, c'est-à-dire du peuple.

Le grand philosophe Mencius a émis des idées plus hardies : « Le peuple est tout, le temple (qui personnifiait l'Etat) a une importance secondaire, le prince n'est rien » (2). D'après cette maxime, le fils du Ciel n'est que le serviteur du peuple. « Une question a été posée par Siouan-wang, roi de l'Etat de Thsi : « Un ministre ou sujet a-t-il le droit de détrôner ou de tuer son prince ? » Mencius répond : « Celui qui vole l'humanité est appelé voleur ; celui qui vole la justice (qui l'outrage), est appelé tyran. Or, un voleur et un tyran sont des hommes que l'on appelle isolés, réprouvés (abandonnés de leurs parents et de la foule). J'ai entendu dire que Tching-tchang avait mis à mort un homme isolé, réprouvé, nommé Cheou ; je n'ai pas entendu dire qu'il eût tué son prince » (3). On voit donc que le monarque n'est pas absolument nécessaire. Celui qui faisait du bien au peuple fut qualifié de « saint empereur » et celui qui exerçait la tyrannie, traité

(1) Sié Cheou-tchang, *Esquisse d'une Histoire du Droit Chinois*, Paris 1924, p. 31.

(2) Meng-tseu, liv. II, ch. VIII, art. 14.

(3) *Ibid.*, liv. I, ch. II, art. 8.

en « homme réprouvé », qu'on pouvait tuer pour le bien public. Une révolution comme celle de Wou-wang était tenue pour légitime.

L'exercice de la souveraineté, qui dans les sociétés modernes est le plus souvent l'exploitation du plus grand nombre au profit de quelques-uns, n'était dans la vieille conception chinoise que l'accomplissement d'un mandat au profit de tous, qu'une noble et grande mission confiée au plus dévoué et au plus digne, mission retirée dès l'instant où le mandataire manquait à son mandat. « Nulle part, écrit M. Pauthier, les droits et les devoirs respectifs du roi et des peuples, des gouvernants et des gouvernés, n'ont été enseignés d'une manière aussi élevée, aussi digne, aussi conforme à la Raison. C'est bien là qu'est constamment mise en pratique, cette grande maxime de la démocratie moderne : vox populi, vox Dei, la voix du peuple est la voix de Dieu » (1).

On écrirait plusieurs volumes si l'on voulait recueillir toutes les idées démocratiques exprimées dans les vieux livres chinois. Cependant, dans cet amas de principes et de maximes, la Chine n'avait point su se tailler une constitution formelle. La raison en est que la société chinoise, fondée sur des principes moraux, se fie à ses lois morales et n'attribue qu'une importance secondaire aux règles du droit positif. « On peut, dit Confucius, par une réelle et sincère observation des rites, régir un royaume » (2).

(1) Pauthier (G.), *Confucius ou les Quatre Livres de Philosophie morale et politique de la Chine*, 1914, Intr., p. XI.

(2) Lun-yu, IV, 13.

D'autre part, sous l'ancien régime, l'Etat se bornait à veiller à la sécurité générale du pays, et laissait au peuple toutes les libertés d'action compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. C'est ce qui a fait dire à M. Pauthier que nulle part on ne jouissait d'autant de libertés civiles qu'en Chine. Mais ce système de gouvernement n'a pas été sans produire de fâcheux résultats : d'une part, pour les autorités constituées, c'était l'inertie et la routine dans l'administration des affaires de l'Etat ; de l'autre, chez le peuple, c'était l'imprévoyance et l'indifférence pour le bien public (1).

§ 2. — LE RÉGIME RÉPUBLICAIN POUR LA CHINE ACTUELLE

L'idéal de la Révolution Chinoise consiste à cueillir la fleur des idées démocratiques de la Chine antique et de l'Occident pour former une vraie république. Il y a, pour Sun Yat-sen, deux raisons fondamentales en faveur du régime républicain en Chine. D'abord, ce régime convient le mieux aux exigences humaines et à l'évolution du monde. On voit, en effet, dans tous les pays civilisés, l'idée des droits du peuple se développer de jour en jour ; au lendemain de la Grande Guerre, de nombreux Etats ont connu l'effondrement du régime monarchique. Malgré ses imperfections, le régime républicain, signe du progrès de l'humanité, demeurera dans les temps futurs.

Par ailleurs, le régime républicain pourrait supprimer

(1) Sié Cheou-tchang, *Esquisse d'une Histoire du Droit Chinois*, Paris 1924, p. 32.

les guerres civiles. De tout temps, en effet, les ambitieux désirent être empereurs. On peut citer des cas historiques très célèbres : en voyant sortir l'empereur de la dynastie de Tsinn, Lieou Pang a dit : « Un homme devra être comme lui ». De fait, il conquit depuis le pouvoir et devint le fondateur de la dynastie des Han. Un autre guerrier célèbre, Hiang U, qui fut le concurrent malheureux de Lieou Pang, avait également dit, en voyant l'empereur : « Je pourrai bien le remplacer ». Cette psychologie des ambitieux peut expliquer les causes de nombreuses luttes qu'on voit dans l'histoire de Chine. A l'encontre des guerres de l'étranger, qui eurent encore des causes religieuses, la Chine n'a connu que des conquêtes en faveur du pouvoir personnel. Si l'on institue le régime républicain, d'après Sun Yat-sen, il n'y a plus un seul empereur, mais les quatre cents millions de Chinois le sont tous et les guerres civiles devront être éliminées.

Pour suivre l'évolution du monde et supprimer les guerres, les Chinois ont proclamé dès l'aube de la Révolution, c'est-à-dire voilà plus de quarante ans, l'institution du régime républicain. D'ailleurs, ce régime convient au mieux, d'après Sun Yat-sen, à la mentalité des Chinois et peut leur procurer beaucoup de bienfaits.

En envahissant la Chine, les Mandchous ont remis encore le peuple Chinois dans l'état des opprimés. Si donc, la monarchie absolue peut, à l'étranger, évoluer vers la monarchie constitutionnelle, la chose était impraticable en Chine. Aussi, dès la chute de la dynastie Mandchoue, en 1911, la République fut établie.

§ 3. — LE GOUVERNEMENT PUISSANT AU SERVICE DU PEUPLE

Sun Yat-sen est partisan du gouvernement puissant au service du peuple, et il explique d'abord cette contradiction avec le régime démocratique comme destinée à donner une solution. « Un théoricien américain a proclamé, dit-il, que de nos jours, dans un pays démocratique, ce qu'on craint le plus, c'est d'avoir un gouvernement puissant sur qui le peuple n'a aucun moyen de contrôle; toutefois, ce qu'il y a de mieux, c'est d'avoir un gouvernement puissant, tout au service du peuple, et destiné à procurer du bien. Cette théorie est une découverte récente de la démocratie. Ce qu'on craint ou ce qu'on veut avoir, c'est le même gouvernement puissant. D'une part, le peuple craint de ne point pouvoir contrôler le gouvernement puissant, et de l'autre, il veut avoir un gouvernement puissant pour lui procurer du bien » (1).

En effet, dans les pays où la démocratie est développée, la plupart des gouvernements sont impuissants, tandis que dans d'autres, où la démocratie n'est pas développée, les gouvernements sont puissants pour la plupart.

« Il existe encore, dit Sun Yat-sen, un auteur suisse qui a démontré que dans tous les pays, après avoir pratiqué la démocratie, les gouvernements sont dépouillés de leur puissance. La raison en est que le peuple, craignant le gouvernement puissant et la perte de tout contrôle, surveille constamment ce gouvernement pour qu'il n'ait pas

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 147.

de pouvoir et ne soit pas absolu. Dans les Etats démocratiques, il est donc nécessaire de trouver un moyen pour résoudre pareil problème.

« Dans ce but, il faut que la position du peuple et celle du gouvernement soient changées. Autrefois, le peuple avait toujours des raisons pour être en opposition avec le gouvernement. Mais après avoir conquis le pouvoir, il a trop d'idées de liberté et d'égalité et il les emploie abusivement. En utilisant sans limite la liberté et l'égalité, le gouvernement ne peut plus agir. Et lorsqu'il ne peut plus agir, bien qu'il ait un gouvernement dans l'Etat, c'est comme s'il n'en avait pas. L'auteur suisse, ayant reconnu ce défaut et voulu y remédier, suggère donc que le peuple change d'attitude envers le gouvernement » (1).

Quelle position a pris le peuple Chinois, à travers les siècles, vis-à-vis du gouvernement ? Voilà la réponse de Sun Yat-sen : « Lorsque nous étudions l'histoire, nous savons qu'on louait toujours les saints empereurs : Yao, Chouen, Yu, Tang, Wen et Wou. Les gouvernements de ces empereurs furent ceux qu'admiraient les Chinois. A toute époque, on espérait avoir des gouvernements pareils qui puissent procurer du bien au peuple. Par suite, avant l'introduction des idées démocratiques de l'Occident en Chine, ce que souhaitaient les Chinois, ce fut d'avoir des empereurs comme Yao, Chouen, Yu, Tang, Wen et Wou. En possédant ces empereurs, le peuple peut avoir la paix et la joie et jouir du bonheur. Telle fut la position constante du peuple Chinois envers le gouvernement.

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 148.

« Depuis la Révolution, le peuple, ayant acquis les idées démocratiques, se montre alors mécontent de ces empereurs : Yao, Chouen, Yu, Tang, Wen et Wou, parce que ceux-ci étaient des monarques absolus ; et de ce fait, leurs vertus ne méritent plus d'être citées. On voit donc qu'après le développement des idées démocratiques, le peuple prend de suite une position opposée au gouvernement et se montre mécontent de tout. Or, si une pareille position persiste sans qu'on trouve moyen de la modifier, le progrès deviendra très difficile en matière politique » (1).

§ 4. — LA DISTINCTION DU POUVOIR DU PEUPLE
ET DE LA PUISSANCE DU GOUVERNEMENT

Le défaut de la démocratie n'est pas dû aux institutions mêmes, mais aux abus que la pratique du système a permis. Il ne faut pas condamner la démocratie, mais la régénérer pour qu'elle soit pratiquée dans le véritable intérêt du peuple. Sun Yat-sen a trouvé une solution dans sa théorie de la distinction du pouvoir du peuple et de la puissance du gouvernement.

« Les auteurs européens et américains, dit-il, ont connu seulement la nécessité d'un changement de la position du peuple envers le gouvernement ; quant à la solution de ce changement, ils n'en ont pas encore découvert. Notre Révolution est destinée à pratiquer la démocratie et pour ce problème, j'ai trouvé une solution, inventée pour

(1) Sun Yat-sen, *Les Principes des Droits du Peuple*, p. 149.

la première fois parmi les théories existantes du monde. Elle peut trancher radicalement le problème de la démocratie. Elle ressemble à la théorie découverte récemment par un auteur suisse qui dit que le peuple doit changer de position envers le gouvernement. Cette formule témoigne bien que mes pensées ne sont pas erronées. Quelle est donc ma solution ? C'est la théorie de la distinction du pouvoir et de la puissance. Cette théorie n'a jamais été découverte auparavant en Europe ou en Amérique » (1).

L'idée fondamentale de la théorie de la distinction du pouvoir et de la puissance consiste à respecter d'une part la souveraineté du peuple et, de l'autre, à posséder un gouvernement composé d'hommes capables ou de techniciens pour être puissant et utile au peuple.

Pour illustrer sa théorie, Sun Yat-sen a cité de nombreux exemples. En voici d'abord un qui est historique : Le roi Lieou Pei, du royaume Wei de l'Ouest, pendant la période des Trois-Royaumes, avait un fils nommé A-teou qui fut un ignorant. Aussi, à la veille de sa mort, le roi a prié son ministre, Tchou Heue-leang, qui fut un homme très capable, de prendre le trône au cas où celui-ci jugerait ultérieurement son fils incapable de gouverner. Après la mort du roi Lieou Pei, Tchou Heue-leang servit aussi fidèlement le roi incapable, et il ne songea nullement à prendre le trône. Toutefois, il fut entendu avec le roi A-teou que ce dernier, par suite de son incapacité, ne s'occuperait que des affaires du palais et que lui-même assumerait le

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 150.

gouvernement du royaume. Ce fut, d'après Sun Yat-sen, un exemple de distinction de pouvoir et de puissance. Le roi A-teou avait un pouvoir de roi, tandis que le ministre Tchou Heue-leang avait la puissance du gouvernement. Le premier était le maître, le second était le serviteur. De nos jours, si le gouvernement est bon et capable, quatre cents millions de Chinois le considèrent comme celui de Tchou Heue-leang ; sinon, ils peuvent agir comme le roi et maître A-teou, qui a le pouvoir de congédier son serviteur.

Sen Yat-sen compare le peuple aux actionnaires d'une société : « A présent, dit-il, le peuple de la République est comme un actionnaire et le président de la République comme un administrateur. Ce que nous, le peuple, nous devons faire envers le gouvernement, c'est de le considérer comme une fonction technique » (1). Il se sert encore de l'exemple suivant : un voyageur, installé dans une automobile, n'a pas besoin de savoir conduire, contrairement au mécanicien, qui est un employé. Nous, le peuple Chinois, nous sommes installés dans la voiture, qui avance vers les buts que nous nous proposons, mais nullement vers ceux du mécanicien qui représente nos dirigeants. Les gouvernants sont des mécaniciens, tandis que le peuple représente les voyageurs. Les mécaniciens sont des employés qualifiés, tandis que les voyageurs sont les maîtres, ceux qui ont des droits. Ces derniers ont le pouvoir de diriger les gouvernants ; tandis que ceux-ci ont la puissance de travailler pour leur maître : le peuple.

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 167.

Pour mieux expliquer sa théorie, Sun Yat-sen cite encore un exemple intéressant et plus convaincant. Il raconte qu'il voulait, un jour, se déplacer. Son temps était compté, mais son chauffeur lui promit d'arriver à l'heure. Au cours du voyage, sa surprise fut grande en voyant qu'au lieu de prendre le droit chemin, la voiture roulait par des rues détournées. Il n'y comprenait rien ; pourtant la voiture arriva en temps voulu. Interpellé, le chauffeur lui répondit que s'il n'avait pas pris le droit chemin, le plus court, c'est parce qu'il savait que la circulation était trop intense pour pouvoir marcher vite ; tandis que par les rues détournées, il pouvait accélérer la vitesse, ce qui donnait un résultat plus avantageux.

Par cet exemple, Sun Yat-sen montre que le peuple, en présence d'un gouvernement capable, doit lui laisser le pouvoir d'agir. Car, les gouvernants peuvent avoir des connaissances techniques que le peuple n'a pas. Ce dernier doit constater plutôt les résultats que contrôler chaque fois les actes du gouvernement. De même que si le voyageur incompetent ordonnait au chauffeur de la voiture de marcher par le chemin direct, qu'il croit être le plus court, il n'arriverait plus en temps voulu.

Le plus grand défaut du régime démocratique est en effet l'élimination des techniciens capables. En d'autres termes, si tous les hommes veulent être égaux dans toute chose, il en résulte que le gouvernement sera formé d'une masse aveugle. « Le plus grand ennemi de la démocratie, a dit Sun Yat-sen, est justement celui qui veut donner le plus de pouvoir au peuple. Pendant la Révolution Française, par exemple, le peuple ayant acquis trop de pou-

voirs, croyait qu'il n'avait plus besoin de dirigeants. Il a massacré maints hommes capables et pleins de savoir. Il ne restait seulement que la populace qui ne connaissait guère les choses et était facilement exploitée. Le peuple, qui n'avait pas de larges horizons, ne demandait qu'à être excité pour suivre aveuglément tout mouvement sans en connaître les raisons. Un tel phénomène est très dangereux » (1).

Sun Yat-sen n'est pas d'accord avec Rousseau qui prétend que les hommes sont nés égaux, mais assure qu'ils doivent avoir d'égales opportunités de développement. L'intelligence, les vertus et les sentiments diffèrent énormément entre les hommes. Si on force ceux-ci à occuper des situations égales, il n'y aura plus de progrès pour l'humanité. S'il y a de l'égalité, d'après lui, lorsque les hommes possèdent les mêmes connaissances, les mêmes capacités et les mêmes vertus, ceux-ci auront des situations égales. Aussi ceux qui sont capables peuvent-ils occuper le rang des dirigeants.

§ 5. — L'HARMONIE ENTRE LE PEUPLE ET LE GOUVERNEMENT

Le gouvernement, d'après Sun Yat-sen, peut être comparé à une machine. Le peuple tient le rôle du mécanicien. Il y a de nos jours des machines de puissance formidable, mais le mécanicien peut les faire marcher ou les arrêter selon son désir. En somme, le mécanicien n'a nullement peur de la puissance des machines. Cet exem-

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 116.

ple peut s'appliquer aux rapports entre le peuple et le gouvernement. Lorsque le peuple n'avait pas les moyens suffisants de contrôle, il craignait naturellement d'avoir un gouvernement puissant. De même, lorsque le machinisme n'était pas développé, on n'osait pas construire des machines puissantes de peur qu'on ne puisse les maîtriser.

Si l'on a pu réaliser des progrès dans le machinisme, pourquoi ne pourrait-on pas en réaliser également dans les institutions politiques. L'idéal du Principe des Droits du Peuple est de donner un grand pouvoir au peuple pour qu'il puisse contrôler suffisamment le gouvernement, et une grande puissance au gouvernement, pour qu'il puisse réaliser le bien du peuple. D'où l'harmonie. Le peuple a l'exercice des quatre droits et le gouvernement possède cinq pouvoirs.

A. — *Les quatre droits du peuple*

Pour que le peuple puisse diriger le gouvernement de manière efficace, il faut qu'il possède l'exercice direct des quatre droits : le droit d'élection, le droit de révocation, le droit d'initiative et le droit de referendum.

Les fonctionnaires publics, les députés, représentants des intérêts du peuple, doivent être directement élus par le peuple. Dans maints pays à l'heure actuelle, le peuple ne possède que ce seul droit, d'après Sun Yat-sen, signe de l'insuccès des révolutions politiques. Car, l'exercice de ce droit unique est bien insuffisant ; au début de la découverte des machines, le piston ne fonctionnait qu'en un sens : il pouvait avancer et non reculer. Le peuple doit avoir l'exercice direct du droit de révocation, pouvoir

destituer ses mauvais représentants et ses fonctionnaires incapables. L'exercice des deux droits réunis ressemble alors au piston d'une machine moderne, qui peut faire le va-et-vient.

D'autre part, le peuple doit avoir un droit d'initiative pour créer les lois indispensables au pays, mais qui n'auraient pas été prévues par l'Assemblée nationale. Les décisions prises par cette Assemblée sont souvent intran-^{sigeantes}, ce qui est une bonne chose si elles sont bien faites ; mais si, dans le cas contraire, elles sont contre la volonté du peuple, celui-ci ne peut les accepter. C'est pour cela que le peuple doit avoir le droit de referendum.

Pour exercer ces quatre droits, il suffit au peuple de s'éveiller, de savoir qu'il représente lui-même la souveraineté du pays. Dès lors, il saura se liguer contre les oppresseurs pour réclamer son pouvoir. « Ce que signifie le régime démocratique, dit Sun Yat-sen, c'est de faire quatre cents millions d'empereurs. Comment quatre cents millions d'hommes peuvent-ils être empereurs ? C'est quand ils peuvent contrôler les affaires de l'Etat par l'exercice des quatre droits. Aussi ces quatre droits ressemblent-ils à quatre robinets d'eau ou à quatre commutateurs électriques. Avec le robinet, nous pouvons régler l'eau nous-mêmes, de même qu'avec le commutateur, nous pouvons contrôler nous-mêmes l'électricité. S'il possède les quatre droits, le peuple contrôle directement le gouvernement ; ces quatre droits s'appellent les droits politiques ou les droits de contrôle. Quant au gouvernement, il exerce des pouvoirs appelés : pouvoirs du travail, c'est-à-dire pouvoirs pour le gouvernement de travailler pour

le peuple. Que fera-t-il ? Il ne peut agir que selon la volonté du peuple, en ce sens qu'il a de grands pouvoirs et exerce ses fonctions qui peuvent être d'une grande puissance, mais le peuple peut arrêter cette puissance lorsqu'il le veut » (1).

L'institution des quatre droits du peuple n'a rien d'original. Sun Yat-sen admet qu'il a simplement imité la pratique mise en vigueur en Suisse et dans quelques Etats d'Amérique. « En appliquant les quatre droits dans ces pays, dit-il, on a des réglementations minutieuses et on obtient des résultats merveilleux. Ces quatre droits sont donc des pratiques expérimentées et non des créations imaginaires. Nous adoptons maintenant ces quatre droits qui seront sûrs et qui n'auront pas d'inconvénient » (2).

B. — *Les cinq pouvoirs constitutionnels*

La conception d'un gouvernement à cinq pouvoirs au lieu de trois admis jusqu'alors est une invention chère à Sun Yat-sen. Les cinq pouvoirs constitutionnels sont : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir examinateur et le pouvoir censorial.

« Les pouvoirs du gouvernement, dit-il, étaient tous entre les mains de l'empereur seul. C'est seulement après les révolutions que naquit la séparation des trois pouvoirs. On peut citer l'exemple de l'Amérique qui pratique, après son indépendance, la séparation des trois pouvoirs

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 211.

(2) *Ibid.*, p. 215.

et qui a donné des résultats merveilleux. C'est elle qu'imitent les divers Etats.

« S'il n'y avait que la séparation des trois pouvoirs à l'étranger, pourquoi aurions-nous celle des cinq pouvoirs ? D'où viennent les deux derniers ? Ceux-ci sont d'origine chinoise. La Chine a pratiqué jadis deux institutions indépendantes des examens et des censures qui ont eu des meilleurs résultats.

« Ce qu'on appelait le *yu-cheu* dans la dynastie des Mandchous et le *kien-i ta-fou* dans la dynastie des Tang, ce furent des fonctions de censure excellentes. L'exercice de ces fonctions constitue le pouvoir censorial. Ce pouvoir existe à l'étranger, mais il rentre dans la sphère d'activité du pouvoir législatif et ne devient pas un pouvoir indépendant.

« La tradition de l'emploi des hommes de valeur, à travers les dynasties, par des examens, constitue, pendant des milliers d'années, un fait caractéristique de la Chine. Les intellectuels étrangers, étudiant récemment les institutions chinoises, ont fait un vif éloge de cette fonction indépendante des examens. Il y a des pays qui ont imité le système chinois des examens pour l'emploi des hommes de valeur. Nous citerons l'exemple de l'Angleterre qui a institué récemment l'examen des fonctionnaires civils. Toutefois, le système des examens en Angleterre ne vise que la nomination des fonctionnaires civils et ne possède pas encore le véritable esprit d'indépendance qu'a eu la Chine » (1).

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 216.

Quelques années avant la Révolution de 1911, le système des examens fonctionnait encore en Chine. Ces examens avaient lieu dans toutes les provinces, ils se divisaient en plusieurs degrés par la qualification des divers grades permettant l'accès aux fonctions publiques. L'ancien système des examens dont le programme était littéraire pouvait offrir des défauts dans le manque de connaissances techniques qu'exigent de nombreuses fonctions publiques. Mais si on perfectionne le système en l'étendant à tous les cadres de la science moderne, on peut avoir le véritable avantage de l'emploi des hommes de valeur et, encore, la pratique persistante de cet esprit d'égalité des citoyens pour l'accès des fonctions publiques qui fut toujours en honneur à travers les siècles.

On peut dire qu'il existe un autre moyen de choisir des hommes de valeur : l'élection. Mais tant que le peuple n'a pas atteint un niveau intellectuel très élevé, il distingue souvent mal les candidats. Ceux qu'il choisit peuvent être des incapables et les capables peuvent ne pas être élus. D'où la nécessité de l'existence du système des examens à côté de celui des élections.

Sun Yat-sen rapporte un exemple très réaliste qui peut d'ailleurs se passer dans tous les pays où existent les élections. « Pendant les périodes électorales en Amérique, dit-il, il y avait toujours des histoires amusantes. Je me rappelle deux candidats : l'un, docteur, diplômé de l'université, et l'autre, cocher. Au moment de l'élection, chacun faisait des discours. Le docteur, qui était un érudit, parla de choses très élevées qui devinrent peu compréhensibles pour la foule. Le cocher lui succéda et s'exprima en ces

termes : « Vous ne devez pas trop considérer ce docteur, il ne connaît guère que ses livres. Il a pu, grâce à ses parents, étudier à l'école ; je n'ai pas eu l'appui des miens et c'est pourquoi je n'ai point étudié. Il ne dépend que de ses parents, moi je suis indépendant. Dites lequel de nous deux a le plus de mérite ? » Ces propos provoquèrent des applaudissements unanimes parmi la foule des électeurs qui jugèrent le discours du docteur faible et incompréhensible, tandis que celui du cocher était vraiment touchant. C'est ce dernier qui fut élu. Que pensez-vous de ces deux hommes, Messieurs : l'un était un docteur, et l'autre un cocher ? Si l'on parle de connaissances, le docteur était incontestablement supérieur ; mais il ne pouvait pas être nommé. Voilà le résultat des élections sans examen » (1).

Sun Yat-sen décida donc que les fonctionnaires élus ou nommés, qu'ils soient du gouvernement central ou local, ne pourront prendre leur poste qu'après que le gouvernement central les aura examinés et aura certifié leur capacité (2). Cette règle ne vaut d'ailleurs pas uniquement pour l'emploi des fonctionnaires, les représentants de l'Assemblée nationale doivent être aussi examinés. C'est un véritable pouvoir examinateur.

Dans l'ancien système chinois, existaient les fonctionnaires examinateurs indépendants de l'empereur. Il y avait également des censeurs dont la fonction était non seulement de contrôler les ministres⁶ mais encore de signaler à

(1) Sun Yat-sen, *Les éléments des Droits du Peuple*, p. 109.

(2) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, art. 15.

l'empereur ses propres actes répréhensibles. On peut citer des cas célèbres où les censeurs voulant remplir leur devoir ont bravé la mort pour combattre les mauvais desseins des empereurs.

Quant aux pouvoirs d'Etat en Chine, d'après Sun Yat-sen, il y avait le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire qui étaient entre les mains de l'empereur. Mais les deux autres : le pouvoir censorial et le pouvoir examinateur étaient indépendants. Aussi on peut dire qu'il y avait également une séparation des trois pouvoirs dans l'ancienne monarchie.

Sun Yat-sen a combiné les systèmes de gouvernement chinois et occidental pour formuler la séparation des cinq pouvoirs. « La pratique de la séparation des trois pouvoirs, conclut-il, n'est pas parfaite à l'étranger et l'ancien système de la séparation des trois pouvoirs en Chine présentait encore de plus graves abus. Nous voulons réunir maintenant les meilleures institutions étrangères et chinoises. Pour éviter les abus, nous adoptons la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire appliquée à l'étranger pour y ajouter les deux autres pouvoirs : censorial et examinateur existants en Chine. Ainsi nous aurons un organisme parfait qui sera un gouvernement basé sur la séparation des cinq pouvoirs. Un tel gouvernement pourra être tenu pour le meilleur du monde. Lorsqu'un Etat possède un gouvernement aussi parfait, il peut être appelé celui du peuple, par le peuple et pour le peuple » (1).

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe des Droits du Peuple*, p. 218.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'on trouve ce raisonnement étrange. Le monde ne s'étonna-t-il pas aussi quand Montesquieu préconisa la triple organisation du gouvernement. Si l'Europe du XVIII^e siècle a reproché aux Etats-Unis d'introduire le système de balance proposé par Montesquieu, comment ne pas s'attendre à ce que le monde actuel soit sceptique à l'égard du gouvernement chinois à cinq pouvoirs constitutionnels (1).

(1) Chen (L. T.), *Les San Min Chou I, La Politique de Pékin*, 1929, n° 7, p. 166.

CHAPITRE III

LE PRINCIPE DE LA VIE DU PEUPLE

On entend par la vie du peuple, l'existence des hommes, la conservation de la société et la fin du genre humain. Le Principe de la Vie du Peuple tend à résoudre le problème social. Il est le socialisme et s'appelle également le communisme ou l'universalité (1).

Le Principe des Races et le Principe des Droits, quoiqu'ayant leurs objectifs particuliers, ont pour but final celui du Principe de la Vie du Peuple. Sun Yat-sen a dit aux délégués de la Première Assemblée nationale du Kuo Min Tang : « Si nous abandonnons le Principe de la Vie du Peuple, non seulement nous sommes indignes du nom de révolutionnaires, mais encore notre Parti ne mérite plus ce qualificatif ». Ces paroles prouvent que les deux premiers principes ne servent qu'à réaliser le troisième.

Après la révolution des Races et la révolution des Droits, il y a lieu de traiter les questions sociales et économiques, c'est-à-dire les questions du Principe de la Vie du Peuple. Autrement dit, après les principes des Races et des Droits, vient le Principe de la Vie du Peuple.

La Chine est un pays où les ressources sont peu exploitées ; le Principe de la Vie du Peuple invite à les développer, à les utiliser et non à rester pauvre et inactif, car la vie, c'est le progrès. Bien des peuples marchent dans la

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 1.

voie du progrès ; les Chinois ne doivent pas rester stationnaires.

§ 1. — L'ÉVOLUTION SOCIALE DANS LA LUTTE
POUR LA VIE

« Il y a plus de vingt ans, dit Sun Yat-sen, que notre Kuo Min Tang a proclamé le Principe de la Vie du Peuple et non le socialisme. Quels rapports y a-t-il entre le socialisme et le Principe de la Vie du Peuple ? Un fervent apôtre de Karl Marx, M. Maurice Williams, qui a étudié à fond les théories de ce dernier, y a trouvé récemment des lacunes, sources de controverses parmi les partisans. Il tenait donc pour inexacte la théorie de Karl Marx qui considère la matière comme le centre de l'histoire. D'après lui, c'est le problème social qui constitue le centre de l'histoire et dans le problème social, l'existence en constitue le pivot.

« Le problème de la vie du peuple est bien celui de son existence. La découverte du professeur américain coïncide exactement avec le Principe de notre Parti. Elle consiste à dire que la vie du peuple est le centre de l'évolution sociale, laquelle est le centre de l'histoire. En un mot, le centre de l'histoire, c'est la vie du peuple et non la matière.

« Il y a plus de vingt ans, lorsque nous proclamions le Principe de la Vie du Peuple, nous avons fait des recherches minutieuses et des examens approfondis et nous avons trouvé enfin que le terme de la Vie du Peuple, qui peut absorber tout le problème social et possède un sens plus

précis et plus clair que l'appellation de socialisme ou de communisme. Ce fut vraiment un hasard qu'après la Grande Guerre les études sont poussées en avant et qu'un apôtre de Karl Marx ait découvert les mêmes points de vue que nous. C'est un témoignage rendu à notre Parti que le Principe de la Vie du Peuple, conforme aux données du progrès scientifique, ne constitue pas une pure invention » (1).

Dans ses études sociales, Karl Marx concentrait son attention sur l'état matériel des hommes qui détermine l'évolution sociale. Il estimait que la lutte des classes est la force motrice des progrès ; mais il semble ignorer, d'après Sun Yat-sen, que si la société a fait des progrès, c'est que presque tous ses intérêts économiques s'harmonisent au lieu de se combattre. S'ils s'harmonisent, c'est dans l'intérêt du plus grand nombre, dont la réalisation permet à la société de faire des progrès.

Il faut que les intérêts du plus grand nombre s'harmonisent pour résoudre les questions relatives à la vie du genre humain. La raison d'être de toutes les organisations sociales réside dans la volonté de vivre. Lorsque les hommes se réunissent en société en raison de liens de sang, de situations géographiques ou de causes politiques ou économiques, c'est pour mieux se défendre et se développer. L'humanité ne se développe et ne fait de progrès qu'en vue de la lutte de la vie. Dans les premiers temps, l'homme luttait avec des animaux, puis avec les fléaux

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 22.

du ciel et ses semblables. La lutte pour la vie est un terme qui peut absorber l'histoire de l'humanité.

« Si le genre humain, a dit justement Sun Yat-sen, a travaillé durement, jadis comme aujourd'hui, c'est qu'il avait et a encore besoin de vivre et c'est parce qu'il vit d'une façon continue que la société fait des progrès. La lutte pour la vie est donc cause des progrès de la société. La lutte des classes n'est pas la cause des progrès de la société ; ce n'est qu'une maladie qui se manifeste au cours des progrès de la société et qui résulte du fait que le genre humain a des difficultés pour vivre. Karl Marx, dans ses études sociales, n'a fait qu'apercevoir la maladie de la société, mais il n'a pas vu la cause des progrès. Nous pouvons en conclure qu'il est un idéaliste de cette maladie de la société et non un physiologiste de cette maladie » (1).

§ 2. — LA SOLUTION DU PROBLÈME DE LA VIE

L'idéal du Principe de la Vie du Peuple se trouve dans la solution des moyens d'existence. Dans une société humaine, si l'on parvenait à résoudre le grand problème des moyens d'existence, il n'y aurait plus de problèmes compliqués. Hormis une minorité qui possède des moyens d'existence assurés, la majorité du peuple doit lutter chaque jour pour avoir de quoi vivre.

« Après la découverte des machines en Europe et en Amérique, a écrit Sun Yat-sen, les phénomènes d'inégalité

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 30.

des richesses s'aggravent. Ce courant provoqua des révolutions sociales plus violentes que les révolutions politiques. C'est un fait ignoré dans mon pays qui s'est passé voilà trente ans. Mais au cours de mes voyages, j'ai vu que la situation économique des pays d'Europe et d'Amérique était pleine de dangers. Tandis que la crise régnait dans ces pays sans qu'on sut comment y remédier, j'ai pensé à l'organisme économique de mon pays ; bien qu'il soit différent de celui de l'Europe ou de l'Amérique, les phénomènes d'inégalité des richesses peuvent s'aggraver avec le temps. Et avant la réalisation de ces phénomènes, il est donc indispensable de rechercher des moyens préventifs » (1).

Ce dont souffre la Chine à l'heure actuelle, c'est de la pauvreté, mais non encore de l'inégalité des richesses individuelles. « Si nous voulons résoudre le problème social, dit Sun Yat-sen, il est indispensable de nous appuyer sur la réalité des faits et non uniquement sur des formules théoriques. Quelle est la réalité des faits en Chine ? C'est la souffrance due à la pauvreté. Les Chinois sont tous pauvres. Il n'existe pas, en vérité, une classe privilégiée des grands riches. Seule, la pauvreté moyenne existe. Ce que les Chinois peuvent appeler l'inégalité des richesses n'est que la différence dans la classe des pauvres entre les « grands pauvres » et les « petits pauvres ». Car, si l'on compare le plus grand capitaliste chinois à un capitaliste étranger, le premier n'est qu'un petit pauvre. Quant

(1) Sun Yat-sen, *La Révolution Chinoise*, 1923, p. 3.

aux autres pauvres, ils peuvent être appelés des grands pauvres » (1).

Dans les pays où les richesses sont inégalement réparties, les méthodes de Karl Marx peuvent trouver leur application, en usant pour remédier à ces inégalités, de la lutte des classes. Mais ces luttes sont encore inutiles en Chine avant le développement des ressources. « Nous apprécions beaucoup l'érudition de Karl Marx, dit Sun Yat-sen, seulement nous ne pouvons adopter ses méthodes en Chine. La chose est très facile à comprendre : la Russie, qui les a adoptées après la révolution, doit appliquer aujourd'hui une nouvelle politique en ce qui concerne les questions économiques, parce que le développement économique n'est pas aussi grand que celui de l'Angleterre ou des Etats-Unis » (2). Les méthodes de Karl Marx ne sont point, par suite, applicables en Chine, pays plus arriéré que la Russie sous ce rapport. Tout ce qu'on peut adopter, c'est l'idéal du principe de Karl Marx.

D'après le Principe de la Vie du Peuple, la solution du problème social consiste à faire le nécessaire pour donner satisfaction au peuple en ce qui concerne les quatre premières nécessités du genre humain : le vêtement, la nourriture, l'habitation et les moyens de communication. Aux paysans sans biens, le gouvernement donnera des terres à cultiver, en perfectionnant le système d'irrigation et en défrichant les terres inexploitées. Pour les paysans sans capital, le gouvernement créera des organes de crédit

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 60.

(2) *Ibid.*, p. 82.

comme les banques paysannes. Pour les ouvriers sans travail, le gouvernement prendra toutes mesures pour élaborer des lois sur le travail, qui amélioreront leur existence. Enfin, le gouvernement fera le nécessaire pour la mise en pratique des organisations de bienfaisance : les caisses de retraite, les orphelinats, les secours aux infirmes et, surtout, la généralisation de l'instruction.

§ 3. — LES MÉTHODES PRÉVENTIVES CONTRE L'INÉGALITÉ
DES RICHESSES

« Pour résoudre la question du Principe de la Vie du Peuple, dit Sun Yat-sen, nous ne devons pas prendre dès à présent des méthodes trop brutales, inopportunes, qui ne seront utiles qu'après le développement économique : nous prendrons plutôt des méthodes préventives contre les capitaux privés et contre le fléau de la société : l'inégalité des richesses » (1). Dans ce but, il préconise deux méthodes concrètes : l'égalisation de la propriété des terres et la restriction des capitaux.

A. — *L'égalisation de la propriété des terres*

« Notre première méthode, dit Sun Yat-sen, consiste à résoudre le problème des terres. Ce problème varie suivant les pays et chaque pays présente des situations particulières. La méthode que nous adoptons actuellement est très simple et très facile : c'est l'égalisation de la propriété des terres.

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 84.

« En parlant de la solution du problème des terres ou de l'égalisation de la propriété des terres, les propriétaires auront peur naturellement, comme si on leur parlait du socialisme, les capitalistes seront effrayés et protestent. De même, à propos de la solution du problème des terres, si nos propriétaires fonciers avaient déjà acquis une puissance analogue à celle des grands propriétaires fonciers européens ou américains, la tâche serait difficile. Mais la Chine n'a pas encore de ces grands propriétaires fonciers et la puissance des petits propriétaires n'existe pas. La solution demeure donc facile. Toutefois, si l'on perd l'occasion présente, elle sera difficile dans l'avenir » (1).

Pour mettre à exécution sa méthode, Sun Yat-sen préconisait l'élaboration par l'Etat, de lois sur les terres : une loi sur l'utilisation des terres, une loi sur le rendement des terres et une loi sur la taxation des terres suivant leur valeur. D'après lui, à partir d'un certain laps de temps, le droit qu'ont les particuliers de posséder des terres ne devra pas dépasser les limites fixées par la loi. Ainsi les spéculations sur les terres cesseront fatalement.

Les particuliers qui possèdent des terres devront en informer le gouvernement par un acte mentionnant la valeur réelle de leurs biens. Le gouvernement fixera la taxe à percevoir, proportionnellement au prix signalé et, au besoin, pourra acquérir ces terres au prix indiqué. La déclaration de la valeur des terres sera faite, d'après Sun Yat-sen, sans grand inconvénient, par les particuliers eux-

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 74.

mêmes. Car, s'ils veulent payer moins d'impôt en déclarant une valeur moindre que la réalité, ils courront, par contre, le risque de voir leurs terres acquises au besoin par l'Etat à ce même prix.

« La valeur des terres une fois fixée, dit-il, nous aurons des dispositions légales envisageant l'augmentation de la valeur des terres dans les années qui suivront la fixation. On perçoit un impôt spécial à l'étranger ; mais notre méthode veut que la plus-value revienne à l'Etat. Car cette augmentation de la valeur des terres est due à l'amélioration sociale, au progrès industriel ou commercial. Comme l'industrie et le commerce n'ont pas fait de grands progrès pendant des milliers d'années en Chine, la valeur des terres est demeurée sans modifications sensibles à travers les âges. Mais s'il y a des améliorations et des progrès comme on en a vu à présent dans les villes modernes, le développement se fera tous les jours et la valeur des terres pourrait s'augmenter des milliers ou même des dizaines de milliers de fois. Le mérite des améliorations et des progrès est venu des organisations dues aux efforts collectifs de la société. C'est pourquoi la plus-value acquise dans ces circonstances devra appartenir à la collectivité et non au particulier » (1).

B. — *La restriction des capitaux*

La restriction des capitaux ne signifie pas, d'après Sun Yat-sen, la réglementation des capitaux dans le sens de la quantité, mais dans celui de leur utilisation. La chose a

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 77.

été longuement expliquée dans « *Le Plan de la Reconstruction Nationale* ». Sun Yat-sen divisait les entreprises industrielles en deux catégories : les entreprises nationales et les entreprises privées. Les œuvres qui seraient entreprises avec plus de succès par les particuliers que par l'Etat, seront laissées aux premiers ; elles seront encouragées par l'Etat et protégées par la loi. Les entreprises ayant un caractère de monopole ou embrassant un très vaste développement, dès lors, impossibles à exploiter par les particuliers, seront confiées à l'Etat ; telles les banques, les chemins de fer, les transports maritimes, etc.

Ce système a l'avantage, d'après l'auteur, de ne point paralyser les activités individuelles, d'une part, et par ailleurs de prévenir les répercussions que cause le système des capitaux privés sur la vie du peuple.

§ 4. — LE DÉVELOPPEMENT DES RICHESSES NATIONALES

Pour résoudre le problème de la vie du peuple, il ne faut pas, d'après Sun Yat-sen, s'en tenir exclusivement à la restriction des capitaux ; la Chine est pauvre, au contraire, l'étranger possède, grâce à sa richesse, une force de production surabondante, tandis que la force de production de la Chine est insuffisante.

« En Chine, il ne suffit pas, dit-il, de restreindre les capitaux privés, il faut développer les richesses nationales. Le pays est actuellement disloqué et on ne voit pas encore comment faire. Mais cette dislocation est une circonstance temporaire et l'unification se produira sûrement dans l'avenir. Après l'unification du pays, il faudra développer

les richesses et les industries nationales pour résoudre le problème de la vie du peuple.

« Pour créer les industries, de nombreux moyens peuvent être envisagés. D'abord, les entreprises de communication comme les chemins de fer et la navigation nécessiteront de grands développements. Puis, les mines, qui abondent en Chine, devront être exploitées. Enfin des usines seront créées de toute urgence. La Chine possède la main-d'œuvre en abondance, mais elle manque de machines. N'ayant pas pu faire la concurrence, les objets employés au pays sont de fabrication ou de provenance étrangère. Aussi les profits et nos droits nationaux s'en vont à l'étranger. Si nous voulons revendiquer ces profits et ces droits, il est urgent d'employer la puissance de l'Etat pour développer les industries et pour employer les machines en vue de la production et de donner du travail aux ouvriers du pays. Lorsque les ouvriers du pays auront du travail et utiliseront des machines pour produire, nous aurons une source nouvelle des richesses considérables. Toutefois, si on ne se fie pas à la puissance de l'Etat pour exploiter ces entreprises et si on accorde des avantages aux particuliers chinois ou aux commerçants étrangers, le résultat dans l'avenir ne sera que le développement des capitaux privés qui engendra l'inégalité des richesses » (1).

Par de telles méthodes, on peut espérer que la Chine atteindra un développement économique tel qu'il n'y aura pas de dissentiment entre le capital et le travail. Industriellement, la Chine est encore dans l'enfance. Le capital et

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 81.

le travail ne sont pas organisés. S'ils sont bien gérés, on peut éviter la friction entre les classes, qui s'est produite dans les pays très industrialisés, et la Chine s'épargnera ces tristes et pénibles expériences. Ce fut là le but de Sun Yat-sen, c'est le thème qui sert de base du Principe de la Vie du Peuple, formule destinée spécialement à répondre aux besoins de la Chine (1).

§ 5. — LE COMMUNISME OU L'UNIVERSALITÉ

Nous avons dit que, d'après Sun Yat-sen, le Principe de la Vie du Peuple est le socialisme qui s'appelle également le communisme ou l'universalité. « Le communisme, dit-il, n'est pas l'adversaire du Principe de la Vie du Peuple, mais son ami » (2). En effet, « le communisme est la théorie du Principe de la Vie du Peuple et le Principe de la Vie du Peuple est la pratique du communisme. Il n'y a pas de différence entre ces deux principes, ce qui les caractérise l'un et l'autre, ce sont les méthodes » (3).

Quelle est cette différence entre les méthodes ? « Si nous préconisons le communisme, explique Sun Yat-sen, c'est pour l'avenir, et non pour le présent. Ce communisme futur est une méthode très juste, les propriétaires actuels n'ont rien à y perdre. Il diffère totalement de ce qu'on appelle en Europe ou en Amérique la nationalisation, qui

(1) Chen (L. T.), *Les San Min Chou I, La Politique de Pékin*, 1929, n° 7, p. 166.

(2) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 71.

(3) *Ibid.*, p. 53.

consiste en la confiscation des propriétés acquises du peuple par le gouvernement » (1).

La question du Principe de la Vie du Peuple et du communisme étranger a soulevé maints malentendus et discussions. De son vivant, Sun Yat-sen redoutait déjà le danger des interprétations erronées de son principe. Aussi l'a-t-il expliqué maintes fois à ses amis du Kuo Min Tang pour leur en donner une signification non équivoque. Beaucoup parmi les anciens ne voulaient pas admettre que le Principe de la Vie du Peuple soit le communisme ; les nouveaux adhérents, influencés par les idées de la Révolution Russe, prétendaient, au contraire, que le Principe de la Vie du Peuple, c'est le communisme étranger. Aucune de ces tendances n'a saisi le sens véritable du Principe de la Vie du Peuple. Aussi Sun Yat-sen disait-il à la Première Assemblée nationale des Délégués du Kuo Min Tang, tenue en 1924 : « Nos anciens camarades sont d'opinion conservatrice, les nouveaux sont d'opinion extrémiste. L'opinion conservatrice peut être appelée arriérée et l'opinion extrémiste peut être appelée trop avancée ». La vérité est en fait dans la vraie connaissance du mot communisme dans le Principe de la Vie du Peuple. De toutes ces controverses, Sun Yat-sen a dit : « C'est parce qu'on ne connaît pas bien ce qu'est le Principe de la Vie du Peuple. Ce principe constitue le communisme. Le régime de ce communisme n'a pas été inventé par Karl Marx, il a existé dès les premiers temps de l'humanité » (2).

(1) Sun Yat-sen, *Le Principe de la Vie du Peuple*, p. 78.

(2) *Ibid.*, p. 72.

En effet, le communisme est pour l'avenir, mais non pour le présent dans le Principe de la Vie du Peuple, qui constitue la pratique de cette théorie. Si l'on a commis des erreurs, c'est parce qu'on oubliait la différence du temps et des méthodes.

Le problème social que Sun Yat-sen s'efforce de résoudre a toujours pour but de donner des moyens d'existence au peuple et de le soulager des misères de la vie pour former une humanité meilleure. Ce qu'il appelle le communisme, Confucius le dénomme universalité, quand il dit : « Tout ce qui est sous le ciel était à tous », formule qui constitue non seulement l'idéal du Principe de la Vie du Peuple, mais celui de tous les Principes de la Révolution Chinoise.

TROISIÈME PARTIE

LES MÉTHODES DES TROIS PÉRIODES

Dans la préface de son livre : « *Le Projet de la Reconstruction Nationale* », Sun Yat-sen a démontré historiquement et logiquement la nécessité de détruire toute force anti-révolutionnaire pour obtenir les bases d'une bonne reconstruction et, d'autre part, d'éduquer le peuple pour fonder une vraie république.

Depuis la révolution de 1911, on n'a en somme obtenu que le nom de la République Chinoise. Au point de vue des intérêts de l'Etat, la Chine n'a pas acquis rang d'égalité dans le concert des nations. Quant aux intérêts du peuple, les conditions politiques et économiques n'ont pas réalisé de progrès.

Le but de la Révolution Chinoise est de pratiquer le Triple Principe du Peuple qui, dans sa pratique, exige nécessairement des méthodes et des étapes. Pour que le Triple Principe du Peuple puisse apporter des bienfaits au peuple, il faut adopter une disposition sage des méthodes et des étapes. Dans ce but, Sun Yat-sen a inventé avant la révolution de 1911, d'une part, le Triple Principe du Peuple, d'autre part, les méthodes appropriées pour réaliser ses principes dans trois périodes, à savoir : la période militaire, la période éducative et la période constitutionnelle.

L'événement de 1911, qui a renversé le régime millénaire de la monarchie absolue et la dynastie des conqué-

rants Mandchous depuis plus de deux cent soixante ans, peut être considéré comme grand dans sa force destructive. Mais, depuis cet événement, si le Triple Principe du Peuple n'avait pu être mis en œuvre, c'est parce qu'après la destruction, on n'a pas envisagé l'adoption des méthodes des trois périodes en vue de la reconstruction nationale.

Avant d'avoir passé la période militaire, la force des anti-révolutionnaires ne pourra pas être détruite et les principes révolutionnaires n'auront nul moyen d'être diffusés dans le peuple pour acquérir sa sympathie. Sans avoir passé la période éducative, le peuple, en majorité, longtemps enchaîné, ignore, malgré son émancipation, la direction de ses mouvements et l'exercice de ses droits. Conservant ses anciennes habitudes d'indifférence, il sera entraîné sans le savoir dans la voie anti-révolutionnaire. Dans le premier cas, la destruction est incomplète ; dans le second, la reconstruction est impossible. Aussi, au lendemain de la révolution de 1911, promulgua-t-on hâtivement la Constitution Provisoire destinée à fonder la République et l'on n'obtint que des insuccès.

Certains esprits, voyant que la Constitution Provisoire n'avait pas produit les effets voulus, ont discuté fiévreusement pour établir une constitution définitive et meilleure qui pourra, d'après eux, améliorer la situation. En fait, ils ignoraient l'origine du mal. Ce n'était pas dans l'imperfection de la Constitution Provisoire, mais bien dans l'absence des deux périodes militaire et éducative (1).

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, Préface.

Sun Yat-sen n'a pas cessé de lutter après la révolution de 1911 pour la mise en pratique de ses méthodes des trois périodes. Il a écrit : « *Le Projet de la Reconstruction Nationale* » en vingt-cinq articles, lequel à l'heure actuelle est appliqué scrupuleusement par ses disciples du Kuo Min Tang.

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE MILITAIRE

Toute révolution ayant pour but de renverser la forme de la société présente pour organiser un système nouveau nécessite souvent de la violence. Cette violence, marquée par la force militaire, exige naturellement des sacrifices et des pertes. Chacun déplore les sacrifices, mais la violence est inévitable. C'est seulement après avoir aplani le terrain que l'édifice social pourra être construit.

Certes, toute violence inutile doit être évitée ; il faut souhaiter que la révolution s'accomplisse sans régime de terreur. Sans citer l'exemple de Marx à propos des révolutions prolétariennes du XIX^e siècle, la révolution des Jeunes Turcs, qui, pour la première fois, instaurait un régime constitutionnel, s'est faite avec le calme le plus parfait. Dans cet ordre d'idées, on a pu même dire « qu'on ne renverse jamais un gouvernement, mais qu'il se suicide ». Par contre, l'histoire a enregistré de nombreuses révolutions sanglantes. Sans citer la Terreur de la Révolution Française et l'exécution du roi Louis XVI, on peut dire que dans toute révolution, la haine populaire tombe sur ceux qui dirigent les destinées du pays. Depuis l'exécution de Charles I^{er} jusqu'à celle de Nicolas II, les exemples sont nombreux.

Toutefois, pendant la révolution de 1911 en Chine, loin de détruire la famille impériale des Mandchous, on lui a

donné un traitement privilégié. Ce fut bien un trait du pacifisme des Chinois. De même en 1911, après quelques mois de luttes dans le sud et le centre de la Chine, on se hâta de négocier la paix pour unifier le pays par l'établissement de la République. Une courte révolution n'est généralement pas définitive. Et nous connaissons des désordres, des scissions et des guerres civiles qui se sont déroulés en Chine depuis 1911.

Certes, on peut reprocher à la révolution de 1911 d'avoir fait trop vite et d'avoir insuffisamment détruit les forces anti-révolutionnaires. Mais il faut remarquer que même dans la période militaire, on ne doit pas regarder uniquement la destruction, et que cette œuvre de destruction ne sera utile que si l'on envisage en même temps la reconstruction.

D'après Sun Yat-sen, durant la période militaire, toutes les affaires sont placées sous l'autorité militaire. D'une part, le gouvernement balayera les obstacles, et, d'autre part, il fera la propagande des principes pour développer l'esprit du peuple de toute la Chine et accélérer l'unification (1). Or, en 1911, la propagande des principes fut insuffisante, et on eut le tort de n'avoir pas instauré une période éducative, sans laquelle la force anti-révolutionnaire agit tout naturellement.

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 6.

CHAPITRE II

LA PÉRIODE ÉDUCATIVE

D'après Sun Yat-sen, lorsqu'une province est complètement pacifiée, la période éducative commence (1). On applique ainsi l'éducation du peuple après les opérations militaires. Depuis l'unification de la Chine en 1928 par le Kuo Min Tang, celui-ci a proclamé solennellement le commencement de la période éducative à fin d'éduquer la nation pour atteindre la réalisation du Triple Principe du Peuple.

Parmi les trois périodes révolutionnaires, la période éducative est la plus importante en ce sens qu'elle est instituée pour aider la reconstruction nationale qui constitue le fondement de la République. « De la période militaire, a écrit Sun Yat-sen, si l'on sautait d'un coup à la période constitutionnelle sans donner le temps au gouvernement révolutionnaire d'éduquer le peuple et sans donner également au peuple d'acquérir des capacités de gouvernement, on arriverait à un premier défaut qui serait l'impossibilité de détruire les institutions pourries pour les remplacer par les nouvelles. De là, viendrait le second défaut qui serait le maquillage des institutions pourries sous la forme des nouvelles. On parviendrait à un troisième défaut qui serait la réapparition des institutions pourries

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 7.

destinées à étouffer les nouvelles. Autrement dit, dans le premier cas, la démocratie ne peut exister ; dans le second cas, on masque le terme de démocratie pour pratiquer le fait de la tyrannie, et dans le troisième cas, on se débarrasse même du nom de la démocratie. C'est ce qu'on appelle la force des choses et la logique des raisonnements » (1).

La période éducative constitue le passage de la période militaire à la période constitutionnelle. Elle a pour but de construire la République qui peut être comparée à une maison. La période militaire qui consiste à se débarrasser des entraves anti-révolutionnaires, rappelle la démolition d'une vieille maison et le nivellement du terrain. Ensuite vient la période éducative qui consiste à organiser le fondement des institutions démocratiques ; c'est l'achat des matériaux nécessaires et le recrutement des ouvriers. Lorsque les matériaux, les ouvriers et le plan sont prêts, on commence les travaux de construction. C'est par cet ordre d'idées qu'on peut illustrer la construction de la République qui constitue bien la maison commune des quatre cents millions de Chinois.

Aujourd'hui le Kuo Min Tang se charge de la tutelle de la Chine pour organiser, en vertu du « *Projet de la Reconstruction Nationale* » de Sun Yat-sen, l'autonomie des gouvernements locaux et le gouvernement national.

§ 1. — LA TUTELLE DU KUO MIN TANG

Le Kuo Min Tang, c'est-à-dire le Parti du Peuple, est créé par Sun Yat-sen pour réaliser le Triple Principe du

(1) Sun Yat-sen, *La Révolution Chinoise*, 1913, p. 28.

Peuple. Son organisme comprend à la base, un comité local composé de cinq membres au minimum. Puis vient le comité de section qui groupe les comités locaux. Au-dessus du comité de section, il y a le comité de district ou du hsien, c'est-à-dire de la sous-préfecture, puis le comité provincial et enfin le comité central qui est l'organe suprême (1).

Le Kuo Min Tang qui a fait la Révolution exerce pendant la période éducative la tutelle de la Chine. L'esprit et le but de cette tutelle résident uniquement dans la réalisation du Triple Principe du Peuple. Avant tout, le Kuo Min Tang est un parti révolutionnaire et sa tutelle ne peut être comparée à la dictature d'un parti politique ou d'une classe sociale. Cette dictature consiste à accaparer le pouvoir en vue d'intérêts propres, tandis que la tutelle du Kuo Min Tang consiste à donner le pouvoir au peuple entier.

« Les quatre cents millions de Chinois, a écrit Sun Yat-sen, étaient toujours les esclaves d'un empereur absolu. Ceux qui n'ont jamais su, osé ou voulu être les maîtres, le deviennent maintenant. Ce qui leur a donné brusquement ce rang et les a rendus ainsi, c'est le succès de la Révolution et le fruit de la destruction de l'absolutisme. Tel est le changement inouï survenu depuis que la Chine a son histoire et l'avènement grandiose que notre peuple n'a jamais connu. Aussi le maître de la République est-il un enfant nouveau-né et le parti révolutionnaire qui est sa mère, doit, après l'avoir mis au monde, le nourrir et l'édu-

(1) *Règlement général du Kuo Min Tang Chinois*, voté par la Première Assemblée Nationale des Délégués, le 28 janvier 1924.

quer pour remplir ses devoirs. C'est la raison d'être de la période éducative prévue dans les méthodes de la Révolution afin de nourrir et d'éduquer ce maître et de lui rendre le pouvoir après sa majorité » (1). Dans le cas contraire, lorsque le roi est le maître, on institue la régence pendant sa minorité. On trouve maints exemples de ce fait dans l'histoire de la Chine.

Certains esprits ont remarqué justement que le peuple Chinois est encore généralement incapable de se gouverner en république. On voit ainsi la raison d'être et l'utilité de la période éducative. « Pour un bœuf, a écrit Sun Yat-sen, on le dresse encore à tirer la charrue ; pour un cheval, on lui apprend encore à tirer la voiture ; c'est à plus forte raison qu'on doit éduquer les hommes. Supposons qu'en voyant un petit enfant entrer à l'école, on dise au père ou au frère de ce dernier qu'il ne connaît pas encore les caractères et qu'il ne doit pas étudier, ce propos n'est-il pas déraisonnable ? C'est parce que l'enfant ne connaît pas les caractères qu'on l'envoie à l'école pour les apprendre. A présent, l'humanité a vécu son enfance, et son esprit de liberté et d'égalité se développe tous les jours, constituant un courant invincible à jamais. La démocratie que désire la Chine doit être apprise comme fait à l'école l'enfant qui a besoin de bons instituteurs, de même que le peuple Chinois, à peine entré dans le régime démocratique doit avoir un gouvernement révolutionnaire prévoyant. Une période éducative qui constitue le passage à la période

(1) Sun Yat-sen, *Les Théories de Sun Wen*, 1918, p. 46.

constitutionnelle est donc indispensable. Sinon, il y aura fatalement des troubles » (1).

Il existe un principe d'après lequel le peuple a toujours le gouvernement qu'il mérite, car la politique d'un pays constitue le réflexe de la mentalité et de la capacité d'un peuple. Quand on promène un regard sur les situations actuelles des Etats ou les faits de l'histoire, on trouve bien la confirmation de ce principe. Ainsi, dans les deux Révolutions américaine et française, on constate des effets différents. L'Amérique, depuis la guerre de l'Indépendance a conservé jusqu'à présent son régime politique une fois réalisé, tandis que la France a connu, depuis 1789, deux restaurations monarchiques et trois républiques, pour aboutir au régime actuel. La cause de cette différence est que, d'après Sun Yat-sen, la race anglo-saxonne sait mieux se gouverner que le peuple français qui, subjugué sous la monarchie absolue par la politique de concentration des pouvoirs, perdait la capacité d'organiser des gouvernements autonomes servant de base au régime démocratique (2). Le peuple Chinois d'aujourd'hui manque également de cette capacité de former des gouvernements autonomes. Dans l'intérêt du peuple comme dans l'intérêt de l'Etat, la période éducative est indispensable.

Vers la fin de la dynastie des Mandchous, on obtint, sous la pression des mouvements populaires, que la monarchie constitutionnelle serait réalisée en Chine dans un délai de neuf ans, dans lequel on pensait faire toute prépa-

(1) Sun Yat-sen, *Les Théories de Sun Wen*, 1918, p. 45.

(2) *Ibid.*, p. 43.

ration. Mais cette promesse des Mandchous a été plutôt destinée à dépayser le peuple. On ne peut la comparer à la politique actuelle du Kuo Min Tang.

Sun Yat-sen a décidé que la période éducative devrait durer approximativement six années. Ce délai n'est en somme pas étendu, mais il faut éviter les guerres civiles qui détruisent toute organisation. Car, la République existe depuis dix-huit ans en Chine et elle n'a pas réalisé ce qu'elle devait faire.

Certains esprits peuvent douter encore de la légalité de la tutelle du Kuo Min Tang. Voici la réfutation de Sun Yat-sen : « Pendant la Grande Guerre, écrit-il, tous les Etats participants, républicains ou monarchiques, ont transféré le pouvoir constitutionnel au pouvoir militaire. Les libertés de voyage, d'opinion et de réunion du temps ordinaire, furent supprimées. L'approvisionnement en vivres et le commerce furent dirigés par le gouvernement. Le peuple, qui n'avait pas protesté, voulut même sacrifier sa vie pour l'Etat afin d'obtenir la victoire et l'indépendance. La Chine, qui n'a pas encore de constitution, désire en obtenir une, grâce à la lutte révolutionnaire. On ne pratiquerait certainement pas la constitution pour la déclaration de cette lutte ; car ce serait un raisonnement enfantin et absurde » (1). La tutelle du Kuo Min Tang est donc légale et n'a rien de contraire à la constitution pour la raison que cette dernière n'existe pas encore.

La tutelle peut néanmoins présenter de grands avantages. Un pays comme les Philippines, grâce aux efforts de

(1) Sun Yat-sen, *Les Théories de Sun Wen*, 1918, p. 45.

la colonisation américaine, a réalisé des progrès énormes. Le peuple y a acquis la capacité de se gouverner et cette capacité fera l'indépendance du pays. On peut dire à certains points de vue que les Américains ont exercé la période éducative.

Ceux qui ignorent l'importance de la période éducative rappellent ceux qui méconnaissaient les révolutionnaires désireux autrefois de renverser la dynastie des Mandchous. En toute chose, l'ignorance est la mère des destructions et la connaissance constitue la clef des organisations. Il est difficile, en effet, de savoir, et facile de faire. Le monde a connu des constructions grandioses à travers les âges et les pays, parce qu'on a su l'importance de construire. On a construit et on a réalisé.

La destruction et la construction doivent être dans une révolution comme les deux ailes d'un oiseau dans son vol. C'est pour construire qu'on a détruit. Et maintenant, le Kuo Min Tang, qui connaît l'importance de l'éducation du peuple et qui exerce la tutelle, remplira une tâche utile.

§ 2. — L'ORGANISATION DE L'AUTONOMIE DU HSIEN

L'autonomie du hsien ou de la sous-préfecture constitue, d'après Sun Yat-sen, l'unité et la base de toutes les institutions politiques et administratives. Le hsien a une longue histoire. Il existe depuis le premier empereur de la dynastie de Tsinn qui abolit le régime féodal, c'est-à-dire depuis plus de deux mille ans.

Le but de l'organisation de l'autonomie du hsien est de pratiquer le Principe des Droits du Peuple et le Principe

de la Vie du Peuple. C'est par la base qu'on édifie toutes les institutions politiques et sociales.

Pendant la période éducative, le gouvernement enverra aux différents hsien des agents experts, admis après examen, pour aider la population à organiser des gouvernements autonomes. Les conditions requises pour l'autonomie d'un hsien sont : le recensement de la population, la mesure des terrains, l'organisation de la police et la construction des routes. Les citoyens de ce hsien, ayant appris l'exercice des quatre droits, à savoir le droit d'élection, le droit de révocation, le droit d'initiative et le droit de referendum, ayant rendu au pays les services qui leur incombent et ayant juré de pratiquer les principes révolutionnaires, ont droit d'élire les fonctionnaires pour diriger la politique de tout le hsien et les parlementaires pour faire la loi du hsien. Cela fait, le hsien jouit d'une pleine autonomie (1).

Le recensement de la population est une véritable nécessité. On a manqué jusqu'à présent d'une statistique des populations en Chine. Les uns admettent quatre cents millions et les autres n'estiment que trois cent cinquante millions d'habitants. Ces évaluations, faites par l'administration des postes, sont très vagues. Ce n'est qu'après un recensement par l'établissement du système de l'état civil qu'on pourra connaître la population en Chine (2)

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 8 et 9.

(2) Depuis l'ouverture de la période éducative à la fin de 1928, on a commencé à faire le recensement de la population dans les grandes villes. A Changhai, par exemple, on a obtenu le nombre de 2.711.423 habitants.

Avant de mettre au point les systèmes de l'autonomie, il importe au hsien de fixer d'abord la valeur de la terre de tout son territoire, appartenant à la propriété privée. Voici comment on procède, d'après Sun Yat-sen : le propriétaire fait une déclaration de valeur au gouvernement local qui perçoit les impôts suivant le prix annoncé et qui pourra faire à son gré l'expropriation quand il voudra au même taux. Si après avoir été fixé, le prix de la terre est plus tard augmenté, soit par amélioration politique, soit par progrès social, les revenus de cette augmentation seront au profit de tous les citoyens du hsien et le propriétaire ne pourra les garder pour lui seul (1).

Les recettes annuelles de la terre, l'augmentation de la valeur foncière, les revenus du terrain public, les produits des montagnes, des forêts et des fleuves, les bénéfices des minerais et de la houille blanche appartiennent tous au gouvernement local qui les emploiera pour exécuter les travaux publics, élever les enfants, hospitaliser les vieillards, secourir les pauvres et les sinistrés, soigner les malades et réaliser d'autres œuvres publiques (2).

Quand un hsien, par suite de difficultés financières, est incapable d'exploiter des richesses naturelles et d'autres entreprises industrielles et commerciales de grande envergure et qu'il doit, dans ce cas, recourir aux fonds étrangers, le gouvernement central lui prêtera l'assistance utile. Les

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 10.

(2) *Ibid.*, art. 11.

gains acquis seront alors partagés par moitié entre le gouvernement local et le gouvernement central (1).

Chaque hsien a une charge pécuniaire envers le gouvernement central. Il lui versera une somme de tant pour cent de ses recettes annuelles. Cette somme sera fixée annuellement par les représentants des citoyens, mais le minimum est de dix pour cent et le maximum, de cinquante (2).

L'organisation de la police, de qui dépend la sécurité du pays, est une nécessité de premier ordre. Il en est de même de la construction des routes. « La route, a dit Sun Yat-sen, est la mère de la civilisation, la source des richesses. Les Etats les plus civilisés dans le monde actuel sont ceux qui ont le plus de routes. C'est là une preuve éclatante. Les régions les plus prospères en Chine sont celles qui possèdent les communications les plus faciles. Si, d'autre part, nous voulons donc avoir le progrès de la civilisation et le développement des industries dans l'autonomie locale, le succès dépend de la construction des routes. Dans toute région traversée par des routes, la population s'accroîtra, la valeur des terrains s'augmentera, les industries se développeront et la société se transformera. Des routes dépendent, en somme, l'avance ou le retard de la civilisation, la richesse ou la pauvreté du pays. Après la fixation des valeurs des terres, l'autorité publique dressera librement un plan de communications locales et la population contribuera par ses efforts à construire des chemins. Ce qu'on entend par devoir de travail des citoyens, doit

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 12.

(2) *Ibid.*, art. 13.

être utilisé d'abord dans ce sens » (1). D'ailleurs, ce n'est pas la main-d'œuvre qui manque en Chine. De nos jours, après la cessation des guerres, on a déjà licencié des troupes afin de les transformer en ouvriers des routes ou des travaux agricoles.

Pour que le peuple puisse comprendre les principes révolutionnaires et les méthodes constructives du Kuo Min Tang, le développement de l'instruction publique constitue une nécessité capitale. Pendant les années de guerres civiles où l'instruction a été dans l'état d'abandon, il est temps de procéder à une réorganisation et à un développement. « Les garçons et les filles, déclare Sun Yat-sen, auront tous droit à l'instruction. Les frais d'étude, les livres, les vêtements et la nourriture devront leur être fournis par la communauté. Les degrés successifs de l'instruction commencent par l'école maternelle et aboutissent à l'école primaire et à l'école secondaire pour se terminer à l'université. En dehors des écoles de jeunes gens, on devra organiser des salles de conférences publiques, des bibliothèques et des écoles du soir où les adultes pourront s'instruire » (2). « Les écoles, dit-il plus loin, sont la source des progrès de civilisation. Ce n'est qu'après le développement des écoles que l'autonomie locale pourra progresser. C'est pourquoi, en dehors de la nourriture, des vêtements, du logement et de la locomotion, ces quatre besoins indispensables du genre humain, on doit envisager en premier

(1) Sun Yat-sen, *Règlement pratique pour l'instauration de l'autonomie locale*, p. 4.

(2) *Ibid.*, p. 13.

lieu le besoin de l'instruction publique » (1). Danton a dit dans le même sens : « Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple ».

Pour les dépenses de toutes les organisations du hsien, Sun Yat-sen préconise le devoir de travail des citoyens. Ces derniers peuvent toutefois payer en impôts l'équivalent de leur travail. « Si dans une région, écrit-il, tous les citoyens travaillaient selon leurs capacités pendant un ou deux mois pour la communauté ; si les agriculteurs cultivaient pour la communauté, la nourriture serait suffisante ; si les tisserands tissaient des étoffes pour la communauté, les vêtements seraient suffisants ; si les maçons construisaient des bâtiments pour la communauté, les logements seraient suffisants. Ainsi, les vêtements, les nourritures et les logements pourront être procurés à tous grâce au travail obligatoire. Pourvu que les citoyens d'une région autonome veuillent travailler avec leurs deux bras, selon leurs capacités, toutes les choses pourront être réalisées. Dans une région prauvre, on n'aura pas même besoin de se procurer à tout prix de l'argent ou d'avancer une grosse somme pour organiser l'autonomie. L'essentiel, c'est donc de savoir que les deux bras sont tout puissants et que le travail est sacré » (2).

A côté de la production, il y aura le besoin de distribution. « Au début de l'autonomie locale, écrit Sun Yat-sen, il faut que le peuple, en exerçant le droit d'élection, élise des représentants pour organiser le département légis-

(1) Sun Yat-sen, *Règlement pratique pour l'instauration de l'autonomie locale*, p. 16.

(2) *Ibid.*, p. 14.

latif et le département exécutif. Dans le département exécutif, il faut créer des bureaux dont le nombre sera fixé d'après les besoins du pays. Il est préférable que l'organisation des bureaux soit simple au début. Le plus urgent à créer sera le bureau de l'administration des denrées. Tenant compte du nombre de la population, on doit réserver au moins les denrées d'un an. Les produits agricoles du pays doivent satisfaire tout d'abord aux besoins du pays avant que l'on puisse en vendre ailleurs. L'achat et la vente des denrées se feront par l'intermédiaire des bureaux publics du pays qui vendront toujours au plus bas prix les denrées de première nécessité pour le peuple et permettront à tous, sauf à ceux qui cultivent eux-mêmes, d'avoir les vivres nécessaires sans le concours des intermédiaires qui réalisent des bénéfices abusifs. L'excédent des denrées du pays sera exporté et le bénéfice qui en résultera remis à la communauté pour créer des œuvres d'assistance. Les entreprises des trois autres objets de première nécessité : vêtements, logements et locomotion, doivent être administrées également par les bureaux respectifs du pays » (1).

Au point de vue politique, chaque hsien, après avoir instauré l'établissement du gouvernement local autonome, élira un représentant des citoyens. Ce dernier, d'accord avec ceux des autres hsiens, organisera une Assemblée des représentants des citoyens, pour participer à la politique du gouvernement central (2). D'une manière générale, les

(1) Sun Yat-sen, *Règlement pratique pour l'instauration de l'autonomie locale*, p. 4.

(2) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 14.

fonctionnaires élus ou nommés, qu'ils soient du gouvernement central ou local, ne pourront prendre leur poste qu'après que le gouvernement central les aura examinés et aura certifié leur capacité (1).

En résumé, l'organisation de l'autonomie du hsien tend à réaliser le Triple Principe du Peuple. La construction a pour objet, en premier lieu : la vie du peuple. En ce qui concerne la nourriture, le vêtement, le logement et la locomotion, besoins indispensables au peuple du pays tout entier, le gouvernement collaborera avec le peuple pour le développement de l'agriculture qui assurera une nourriture suffisante ; pour le développement du tissage qui procurera les vêtements nécessaires ; pour l'ample construction des maisons de différents styles qui donnera des logements agréables et pour l'amélioration des routes et des voies fluviales qui facilitera la locomotion (2).

En second lieu, le pouvoir du peuple. Concernant la connaissance et la capacité politique du peuple, le gouvernement lui apprendra à exercer ses quatre droits : droit d'élire les fonctionnaires, droit de les destituer, droit de faire la loi et droit d'approuver la loi (3).

En troisième lieu, le nationalisme. Le gouvernement aidera les races faibles à l'intérieur du pays en les rendant indépendantes et capables de se gouverner. Vis-à-vis des empiétements des Puissances étrangères, le gouvernement résistera et révisera avec celles-ci les traités inégaux,

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 15.

(2) *Ibid.*, art. 2.

(3) *Ibid.*, art. 3.

pour assurer à la Chine l'indépendance complète et l'égalité internationale (1).

La cause des troubles qui ont ensanglanté le pays, des militaires qui ont accaparé le pouvoir, résidait dans l'indifférence politique du peuple. La tâche de réorganisation devient urgente dans la période éducative. « Il faut, écrit Sun Yat-sen, que le peuple de la République se fasse lui-même, grâce à l'autonomie locale, la base solide du régime républicain. Il est nécessaire d'imiter les institutions élevées, de suivre l'évolution du monde, d'adopter des théories nouvelles pour former des gouvernements autonomes élevés et évolués pour réaliser le bonheur du peuple. Lorsqu'un hsien administrera avec succès, les autres hsien tendront à l'imiter. Ainsi, d'un hsien à tous les autres, d'une province à tout le pays, le fondement de la République se consolidera » (2).

§ 3. — LA FORMATION DU GOUVERNEMENT NATIONAL

Pendant la période éducative, la souveraineté nationale est exercée par l'Assemblée Nationale des Délégués du Kuo Min Tang. C'est elle qui fixera la politique générale du Parti et celle de la République. Mais jusqu'à présent, cette Assemblée n'était convoquée que temporairement ; elle s'est réunie deux fois à Canton, la première en mars 1924 et la seconde en janvier 1926 (3). Dans l'intervalle,

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 4.

(2) Sun Yat-sen, *Règlement pratique pour l'instauration de l'autonomie locale*, p. 18.

(3) La Troisième Assemblée Nationale des Délégués du Kuo Min Tang s'est tenue à Nankin en mars 1929.

elle charge d'appliquer ses décisions le Comité Central Exécutif du Kuo Min Tang.

Suivant les principes de Sun Yat-sen, le gouvernement national comprend actuellement le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir examinateur et le pouvoir censorial. Il est régi par la loi du 3 septembre 1928, dite « Loi organique du gouvernement national de la République Chinoise », en quarante-huit articles, loi votée et promulguée par le Comité Central Exécutif du Kuo Min Tang.

D'après cette loi, le gouvernement national exercera la souveraineté de la République Chinoise (art. 1^{er}), disposera des forces de terre, de mer et de l'air (art. 2), aura le pouvoir de déclarer la guerre, de négocier la paix et de conclure des traités (art. 3). Il aura aussi le pouvoir d'amnistie, de grâce et de commutation des peines (art. 4).

En vertu du système des cinq pouvoirs constitutionnels, le gouvernement national sera composé de cinq « Yuans », c'est-à-dire de cinq Cours : le Yuan exécutif, le Yuan législatif, le Yuan judiciaire, le Yuan examinateur et le Yuan censorial (art. 5). A la tête de chacun de ces cinq Yuans, il y aura un président et un vice-président, nommés par les membres d'Etat du gouvernement national (art. 7). Le gouvernement national se composera d'un président et de douze à seize membres d'Etat (art. 6). Le président du gouvernement national représentera le gouvernement pour recevoir les diplomates étrangers et pour célébrer ou présider les solennités internationales (art. 8). Il sera commandant en chef des forces de terre, de mer et de l'air de la République Chinoise (art. 9). Au cas où il

ne pourrait pas exercer ses fonctions, le président du Yuan exécutif le remplacera (art. 10). Il faut noter ici que depuis la promulgation de cette loi, c'est le président du Yuan exécutif qui exerce aussi les fonctions de président du gouvernement national.

Le gouvernement national conduira les affaires nationales par l'intermédiaire d'un conseil d'Etat présidé par le président même du gouvernement national (art. 11). Les différends survenus entre les cinq Yuans seront déférés au conseil d'Etat qui décidera (art. 12). Toute loi promulguée et tout décret publié en vertu d'une décision du conseil d'Etat sera signé par le président du gouvernement national et contresigné par les présidents des cinq Yuans (art. 13).

Quant à la formation des cinq Yuans, outre la loi du 3 septembre 1928, qui fixe l'organisation générale du gouvernement national, ils sont régis par la loi du 8 octobre 1928, dite « Loi organique des cinq Yuans du gouvernement national de la République Chinoise ». Nous allons analyser successivement les caractéristiques importantes de la formation des cinq Yuans.

A. — *Le Yuan exécutif*

Le Yuan exécutif est l'organe exécutif le plus élevé du gouvernement national (art. 15), il possède un président et un vice-président. Dans les cas où le président ne pourrait exercer ses fonctions, le vice-président le remplacera (art. 16).

Le Yuan exécutif sera composé, d'après la loi du 8 octo-

bre 1928, de dix ministères et de cinq comités pour administrer les services publics. Les dix ministères sont :

- 1° Le Ministère de l'Intérieur ;
- 2° » des Affaires Etrangères ;
- 3° » de l'Armée ;
- 4° » des Finances ;
- 5° » de l'Agriculture et des Mines ;
- 6° » de l'Industrie et du Commerce ;
- 7° » de l'Instruction Publique ;
- 8° » des Communications ;
- 9° » des Chemins de fer ;
- 10° » de l'Hygiène publique.

Les cinq Comités sont :

- 1° Le Comité de la Reconstruction ;
- 2° » des Affaires de la Mongolie et du Thibet ;
- 3° » des Emigrants Chinois ;
- 4° » du Travail ;
- 5° » de la Défense de l'Opium.

Chaque ministère aura un ministre, un vice-ministre politique et un vice-ministre administratif ; les divers comités auront chacun un secrétaire et un sous-secrétaire. Ils sont tous nommés et révoqués par le gouvernement national, sur la proposition du président du Yuan exécutif (art. 18). Les ministres et les secrétaires des comités pourront, s'il est nécessaire, assister aux réunions du conseil d'Etat et au conseil du Yuan législatif (art. 19).

Pour les affaires de sa compétence, le Yuan exécutif pourra soumettre au Yuan législatif des projets de lois (art. 20).

Le conseil du Yuan exécutif sera composé du président, du vice-président du Yuan exécutif, des ministres des divers ministères et des secrétaires des divers comités. Le président du Yuan exécutif présidera la réunion (art. 21). Ce conseil délibérera et décidera, pour soumettre au Yuan législatif les projets de lois, les budgets, les amnisties, les déclarations de guerre, les négociations de paix, les conclusions de traités, ainsi que toutes les autres questions importantes d'ordre international. Il délibérera — et votera également — sur les propositions de nomination ou de révocation des fonctionnaires de l'organe exécutif, les différends surgis entre les divers ministères ou les divers comités ainsi que toute question qui, conformément à la loi, ou dans l'opinion du président du Yuan exécutif, doit être tranchée dans ces réunions (art. 22).

Les divers ministères et les divers comités pourront, conformément à la loi, édicter des ordres (art. 23).

B. — *Le Yuan législatif*

Le Yuan législatif sera l'organe législatif le plus élevé du gouvernement national et aura le pouvoir de décider de toute affaire se rapportant à la législation, aux budgets, aux amnisties, aux déclarations de guerre, aux négociations de paix et aux traités et autres conclusions concernant d'importantes affaires internationales (art. 25).

Le Yuan législatif aura un président et un vice-président. Au cas où le président ne pourrait pas exercer ses fonctions, le vice-président le remplacera (art. 26).

D'après la loi du 8 octobre 1928, le Yuan législatif sera composé de quatre comités :

- 1° Le Comité de Législation ;
- 2° » des Affaires Etrangères ;
- 3° » des Finances ;
- 4° » de l'Economie.

Ces comités seront chargés de la confection des lois et composés de quarante-neuf à quatre-vingt-dix-neuf membres, nommés par le gouvernement national, sur la proposition du président du Yuan législatif (art. 27).

Le mandat de chaque membre du Yuan législatif est de deux ans (art. 28). Les membres ne pourront exercer concurremment d'autres fonctions dans aucun organe du gouvernement central ou des gouvernements locaux (art. 29).

Le président du Yuan législatif préside le conseil du dit Yuan (art. 30). Toutes les résolutions passées par le Yuan législatif seront votées et promulguées par le conseil d'Etat (art. 31).

C. — *Le Yuan judiciaire*

Le Yuan judiciaire sera le plus haut organe judiciaire du gouvernement national ; il s'occupera de la juridiction, de l'administration de la justice, de l'application des peines disciplinaires des fonctionnaires et du règlement des controverses administratives. Les mesures de grâce, de commutation de peine et de réhabilitation seront soumises par le président du Yuan judiciaire au gouvernement national pour approbation ou mesures à prendre (art. 33).

Le Yuan législatif aura un président et un vice-président. Au cas où le président ne pourrait pas exercer ses fonctions, le vice-président le remplacera (art. 34).

Sur les affaires de sa compétence, le Yuan judiciaire pourra soumettre au Yuan législatif des projets de lois (art. 35).

D'après la loi du 8 octobre 1928, le Yuan judiciaire sera composé de trois départements et d'un comité :

- 1° Le Département de l'Administration judiciaire ;
- 2° » de la Juridiction judiciaire ;
- 3° » de la Juridiction administrative ;
- 4° Le Comité de la Discipline des Fonctionnaires.

Le Département de l'Administration judiciaire aura pour fonction de gérer toutes les affaires administratives. Le Département de la Juridiction judiciaire exercera, conformément à la loi, le pouvoir suprême de juridiction à l'égard des affaires civiles et pénales. Le Département de la Juridiction administrative jugera, conformément à la loi, les affaires administratives. Le Comité de la Discipline des Fonctionnaires exercera le pouvoir disciplinaire à l'égard des fonctionnaires judiciaires et civils.

Sur décision prise à la suite de la délibération du chef du Département de la Juridiction judiciaire et des présidents des diverses Chambres du dit Département, le président du Yuan judiciaire aura le droit d'unifier les interprétations des lois et de modifier la jurisprudence. C'est lui qui présidera à cette délibération.

D. — *Le Yuan examinateur*

Le Yuan examinateur sera le plus haut organe des examens du gouvernement national et s'occupera d'organiser des examens et de fixer les conditions requises pour faire partie du service civil. Les fonctionnaires publics ne seront nommés qu'après un examen passé avec succès, et quand il aura été reconnu que le candidat possède des connaissances nécessaires à un fonctionnaire du service civil (art. 37).

Le Yuan examinateur aura un président et un vice-président. Au cas où le président ne pourrait pas exercer ses fonctions, le vice-président le remplacera (art. 38).

Sur les affaires de sa compétence, le Yuan examinateur pourra soumettre des projets de lois au Yuan législatif (art. 39).

D'après la loi du 8 octobre 1928, le Yuan examinateur sera composé du Département des Examens et du Comité de Sélection.

Le Département des Examens a pour mission de nommer les fonctionnaires civils, judiciaires, diplomatiques et techniciens, d'organiser des examens dans toutes les provinces et des commissions qui en assurent le fonctionnement, de dresser la liste des examinateurs et de faire tout ce qui concerne des examens.

Le Comité de Sélection a pour rôle de faire inscrire les fonctionnaires, les candidats reçus avec leurs notes d'examen, de contrôler la nomination, la révocation, l'avancement, la dégradation, le transfert et la capacité des fonc-

tionnaires. Il inscrit et contrôle également les traitements, les gratifications et les indemnités.

E. — *Le Yuan censorial*

Le Yuan censorial sera le plus haut organe de contrôle du gouvernement national et conformément à la loi exercera les pouvoirs de mise en accusation d'un fonctionnaire et de vérification des comptes (art. 41).

Le Yuan censorial aura un président et un vice-président. Au cas où le président ne pourrait exercer ses fonctions, le vice-président le remplacera (art. 42). Il sera composé de dix-neuf à vingt-neuf membres censeurs nommés par le gouvernement national sur la proposition du président du dit Yuan. Les garanties que devront fournir les membres censeurs seront déterminées par la loi (art. 43).

Le conseil du Yuan censorial sera composé des membres censeurs et présidé par le président du dit Yuan (art. 44). Ses membres ne pourront exercer concurremment d'autres fonctions dans aucun autre organe du gouvernement central ou des gouvernements locaux (art. 45).

Le Yuan censorial, à l'égard des affaires de sa compétence, aura tout pouvoir de présenter des projets de lois au Yuan législatif (art. 46).

D'après la loi du 8 octobre 1928, le pouvoir de mise en accusation sera exercé individuellement par les membres censeurs. La vérification des comptes sera exercée par le Département des Comptes du Yuan censorial.

Le président du Yuan censorial propose au gouvernement national d'envoyer des commissaires censeurs dans

les circonscriptions de contrôle pour exercer le pouvoir de mise en accusation. Les commissaires censeurs peuvent être des membres censeurs. Les circonscriptions de contrôle seront fixées par le Yuan censorial.

Le Yuan censorial pourra envoyer en tout temps auprès des administrations publiques et à des autres offices publics pour vérifier leurs fonctionnements et leurs comptes. Sur interpellation, le personnel principal doit engager sa responsabilité par une réponse nette.

Chaque censeur pourra demander la mise en accusation. Celle-ci une fois décidée, le président du Yuan censorial désigne trois membres censeurs pour l'examiner. Si la sanction est reconnue nécessaire par la majorité, le Yuan censorial soumet le fonctionnaire accusé au Comité de la Discipline des Fonctionnaires du Yuan judiciaire. Au cas où ce Comité, après avoir délibéré, ne condamnerait pas le fonctionnaire accusé, le membre censeur n'a pas engagé sa responsabilité.

Toutefois, si le membre censeur renouvelle son accusation, le Yuan censorial doit soumettre à nouveau le fonctionnaire accusé au Comité de la Discipline des Fonctionnaires. Au cas où ce Comité, après en avoir délibéré, ne condamnerait pas à nouveau le fonctionnaire accusé, le membre censeur sera jugé en vertu de la loi des garanties des membres censeurs.

L'accusation une fois émise ne pourra être retirée par le membre censeur accusateur. Un membre censeur peut accuser un membre censeur. Si le membre censeur ne remplit pas ses fonctions, le Yuan judiciaire pourra accuser le Yuan censorial.

Le Département des Comptes se compose d'un chef et d'un chef adjoint nommés par le gouvernement national sur la proposition du président du Yuan censorial. Il a pour fonctions d'examiner le budget annuel des dépenses et des recettes du gouvernement national et des gouvernements provinciaux et locaux ; le budget mensuel des dépenses et des recettes des diverses administrations du gouvernement national et le budget des dépenses et des recettes des comptes spéciaux.

Tout ce que nous disions sur la formation du gouvernement national est assez sommaire, car la loi du 3 septembre 1928 et celle du 8 octobre 1928 ne nous ont donné qu'une réglementation générale. Si nous n'avons pas analysé les diverses organisations du personnel administratif des cinq Yuans régies par la loi du 8 octobre 1928, qui présentent un intérêt très restreint, nous avons par contre décrit toutes les dispositions importantes dans les deux textes de lois.

Sun Yat-sen, qui a préconisé et estimé la création des cinq pouvoirs constitutionnels, n'a malheureusement pas expliqué les détails de leur fonctionnement, qui se présente pourtant des conflits multiples.

Mais, malgré la simplicité de la formation, il faut remarquer qu'en période éducative, où la constitution n'existe pas encore, le gouvernement national actuel se prépare à devenir prochainement un gouvernement constitutionnel.



CHAPITRE III

LA PÉRIODE CONSTITUTIONNELLE

Quand tous les hsiens d'une province sont en pleine autonomie, commence la période constitutionnelle. L'Assemblée des représentants des citoyens élira un gouverneur civil de la province qui surveillera de l'autonomie. Quant à la politique de la province, qui a un caractère national, le gouverneur civil s'en rapportera au gouvernement central (1).

Pendant cette période, le gouvernement central et le gouvernement local adopteront le système de l'égalisation des pouvoirs. Les affaires nécessitant l'unanimité du pays, sont traitées par le gouvernement central ; celles qui doivent être arrangées dans l'endroit même et suivant les usages locaux, seront traitées par le gouvernement local. Ainsi on ne sera enclin ni à la centralisation ni à la séparation des pouvoirs (2).

Le hsien est l'unité de l'autonomie et la province, se trouvant entre le gouvernement central et le hsien, sert de trait d'union entre eux deux (3).

Pour la formation du gouvernement central, on doit commencer, d'après Sun Yat-sen, par créer les cinq Yuans

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 16.

(2) *Ibid.*, art. 17.

(3) *Ibid.*, art. 18.

de la période constitutionnelle. Lorsqu'il écrivait « *Le Projet de la Reconstruction Nationale* », il pensait à un gouvernement existant qui évoluerait peu à peu de la période éducative à la période constitutionnelle et même à un gouvernement provisoire dans le genre de celui qui existait au lendemain de la révolution de 1911.

Depuis l'unification de la Chine par l'armée du Kuo Min Tang en 1928, on a heureusement hâté la fondation d'un gouvernement des cinq Yuans qui se prépare à réaliser la constitution définitive de ces cinq organes de la période future en même temps que le peuple prépare l'autonomie locale.

Lorsque la moitié des provinces du pays seront arrivées à la période constitutionnelle, c'est-à-dire le jour où l'autonomie locale aura été pleinement réalisée dans chacune des provinces, l'Assemblée du Peuple sera convoquée pour voter la constitution et la promulguer ensuite (1). Le projet de cette constitution devra être basé sur « *Le Projet de la Reconstruction Nationale* » et sur les succès obtenus durant les périodes éducative et constitutionnelle. Le Yuan législatif le soumettra aux discussions et fera une propagande incessante parmi le peuple afin de connaître ses vues. En temps voulu, on recueillera les vues du peuple et on les adoptera une fois le choix fait (2).

Il y a lieu de remarquer ici que Sun Yat-sen distingue toujours le pouvoir du peuple et la puissance du gouver-

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 23.

(2) *Ibid.*, art. 22.

nement. Bien que l'Assemblée du Peuple ait le pouvoir de voter la constitution, celle-ci devra être préalablement étudiée par le Yuan législatif, composé des personnes compétentes en législation.

Après promulgation de la constitution, les pouvoirs du gouvernement seront aux mains de l'Assemblée du Peuple. Celle-ci possédera à l'égard des fonctionnaires du gouvernement central le droit d'élection et le droit de révocation, et à l'égard des lois de l'Etat, le droit d'initiative et le droit de referendum (1).

Le jour de la promulgation de la constitution sera l'avènement du régime constitutionnel. Les citoyens de toute la nation procéderont, suivant la constitution, aux élections nationales. Le gouvernement national devra démissionner dans les trois mois qui suivront la clôture de ces élections pour transmettre ses pouvoirs à un gouvernement élu par le peuple. Ainsi, se termine la grande œuvre de reconstruction nationale (2).

(1) Sun Yat-sen, *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924, art. 24.

(2) *Ibid.*, art. 25.

CONCLUSION

L'idéal suprême du Triple Principe du Peuple consiste, d'après Sun Yat-sen, dans cette formule : « Le peuple a, le peuple gouverne, le peuple jouit », c'est-à-dire que l'Etat appartenant au peuple, est dirigé par le peuple et exploité pour lui. Ces paroles signifient que le peuple a tous les droits à l'égard de l'Etat ; c'est aussi le sens de cette parole sublime de Confucius, vieille de vingt-cinq siècles : « Tout ce qui est sous le ciel était à tous. »

Dans la société confucéenne, il n'existe ni différence de races, ni lutte pour la vie ; c'est l'harmonie des hommes. « Entre les quatre mers, tous les hommes sont frères ». Mais combien de temps faudra-t-il encore à l'humanité pour réaliser cette maxime pleine de sagesse ?

Le but immédiat du Triple Principe du Peuple, c'est le salut de la Chine. Pour qu'une révolution réussisse, est-il indispensable de trouver une théorie qui convienne aux besoins de la nation. La Chine peut être comparée à un malade qui gémit dans son lit et qui veut guérir. Le Kuo Min Tang est son médecin, le Triple Principe du Peuple, le remède à sa maladie. Ce qui atteint la Chine, ce sont les maux dus à l'impérialisme des étrangers, à l'absolutisme des militaires, à la pauvreté du peuple. Ces maux sont inséparables. Il est donc nécessaire que les

Trois Principes du Peuple soient pratiqués en même temps et que chaque Principe s'inspire des idées des deux autres.

Dans les conférences de Sun Yat-sen, il est beaucoup parlé des relations de la Chine avec les Puissances. On pourrait interpréter ce fait comme destiné à soulever l'animosité vis-à-vis des étrangers. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Sun Yat-sen ne prêcha pas une doctrine de haine, mais d'amour. S'il cite de nombreux exemples d'oppression étrangère, c'est pour aider le peuple à se rendre compte de la position anormale que la Chine occupe dans la famille des nations. D'ailleurs, aucun Chinois éclairé et impartial n'ose dire que tous les maux dont souffre la Chine viennent de l'étranger. La chose ne serait ni exacte ni juste. Depuis que la Chine entretient des relations avec l'Occident, celui-ci lui a apporté maints bienfaits de ses sciences jusqu'alors inconnues. Ce qu'il est permis toutefois de reprocher aux étrangers, c'est de se servir trop souvent de leur science et de leurs forces pour des fins égoïstes. Jadis, chaque fois que la Chine signait un traité avec une Puissance étrangère, c'était une perte nouvelle de ses droits souverains. L'existence des traités inégaux a engendré des malaises et suscite, directement ou indirectement, maintes entraves dont actuellement la Chine se libère avec difficulté.

Depuis l'ouverture des mers, l'empiètement économique de l'impérialisme étranger a asservi la Chine, sans se heurter à aucun obstacle. L'industrie manuelle et l'agriculture tendant de plus en plus à la ruine, le nombre des chômeurs des villages augmentant de jour en jour, la carrière militaire, le banditisme et le départ pour l'étran-

ger deviennent dès lors les trois grandes issues des agriculteurs sans travail. Mais étant donné qu'ils quittent la charue pour l'épée par suite des nécessités de la vie et que le système militaire consiste en l'embauchage mercenaire, les soldats ne savent en général que combattre au profit du chef et pour réaliser l'ambition d'être promus et d'acquérir des richesses. Ils ne connaissent point ce qu'on appelle l'intérêt du pays ou l'intérêt du peuple. Ils font du massacre de leurs frères leur gagne-pain. De plus, par suite du manque de communications, la Chine, si vaste de par la configuration naturelle du terrain, se divise en autant de régions militaires qui facilitent alors l'influence des quelques chefs militaires lesquels rivalisent par égoïsme. Voilà pourquoi la succession des guerres civiles s'est déroulée au cours de ces dix-sept dernières années.

A ces guerres civiles, le peuple ne prend aucune part, mais il en souffre beaucoup. Les ravages, la misère accablent le pays. On maudit unanimement les militaristes et chacun souhaite impatiemment la paix et l'ordre. Il serait injuste, comme on l'a remarqué, que les Chinois ne pensent qu'à attaquer les étrangers sans s'opposer à leurs propres tyrans. Et pourtant, les Chinois ne reconnaissent-ils pas que certaines Puissances ont favorisé souvent leurs luttes intestines ?

Les Puissances ont toujours affirmé que si la Chine veut revendiquer ses droits, il faut qu'elle puisse d'abord établir l'ordre chez elle et qu'elle ait un gouvernement stable. Elles sont prêtes à abandonner leurs privilèges en Chine si le pays parvient à s'organiser. La chose est très juste. Mais ici se dévoile sous un jour cruel l'hypocrisie

de certaines Puissances qui s'immiscent souvent dans les guerres civiles en Chine. Parmi ces dernières, on peut citer au premier plan : l'Angleterre et le Japon. « La méthode du gouvernement britannique en Chine, écrit M. Sforza, a consisté depuis longtemps en ceci : se concilier la relative loyauté ou les relatives bonnes grâces d'un homme ou d'un parti, les aider de la force de ses conseils et de son prestige, pour s'associer ensuite à leur fortune et poursuivre ainsi une politique favorable aux intérêts de la Grande-Bretagne » (1).

On peut se demander dans quel but ces Puissances favoriseraient les troubles : ces mêmes Puissances n'ont-elles pas en effet des ressortissants et des intérêts en Chine dont la prospérité exige avant tout une sécurité de paix ? La raison de ces intrigues, pour peu qu'on l'étudie, est très simple : pour la commodité des affaires, il est toujours plus facile de traiter avec des autorités sans contrôle, surtout lorsque celles-ci, vénales et corrompues, sont toujours prêtes à sacrifier les intérêts publics dont elles ont la charge. Lorsqu'un chef militaire veut réaliser ses ambitions, il lui faut des ressources et des munitions ; ces ressources, ces munitions, il vient les demander à une Puissance quelconque, et celle-ci les lui offre avec empressement de crainte qu'une autre Puissance ne lui en ravisse l'occasion. Bref, s'il n'y avait pas l'ingérence des étrangers dans la politique chinoise, les guerres civiles pourraient être largement diminuées, faute de ressources et faute de

(1) Sforza (Comte), *L'Enigme Chinoise*, 1928, p. 108. Il y a lieu de noter que M. Sforza a été ministre d'Italie à Pékin de 1911 à 1915.

munitions. C'est le pays qui est malheureux et c'est le peuple qui devient la victime.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la Chine est unifiée par le Kuo Min Tang. Le gouvernement national commence à se lancer dans les œuvres de reconstruction en déclarant au pays que la période éducative est commencée. Le travail le plus urgent à l'heure actuelle, c'est d'opérer un vaste licenciement des troupes et de consacrer le montant très élevé des dépenses militaires à des œuvres utiles. Si le gouvernement national ne licencie pas dès maintenant les troupes, on devra craindre que, malgré la chute des militaristes du Nord, il se forme déjà de nouveaux militaristes. Or, par suite de la pauvreté du pays, s'il faut fournir du travail aux soldats licenciés, on se heurtera à une tâche difficile. Et après l'unification militaire, il est indispensable que la perception des impôts soit faite par le gouvernement central et non point par les autorités locales ou militaires. Autrement, il n'y aurait pas à proprement parler unification. Aussi des nuages planent-ils encore à l'horizon. Mais l'opinion publique réclame unanimement l'ordre et la paix, car sans cela, la Chine ne pourra pas s'organiser. Il y a lieu d'espérer que les nombreux patriotes que groupent les cercles gouvernementaux et le Kuo Min Tang triompheront de toutes les difficultés dans la poursuite des intérêts nationaux.

Ce que les Chinois demandent aux Puissances, c'est de pratiquer sinon une assistance sympathique, du moins un esprit de justice et d'apaisement. La Chine, en revendiquant ses droits, saura remplir ses devoirs. « A mesure que le peuple Chinois s'éveille au sentiment national, a justement

dit M. Challaye, il devient, en même temps, plus respectueux des étrangers quand ceux-ci respectent ses droits » (1).

Malheureusement, les étrangers ne respectent pas encore, jusqu'ici, les droits des Chinois. « L'étranger en Chine, dit M. Valentin, a, d'une façon générale, bénéficié d'une situation à ce point privilégiée qu'il en est arrivé à oublier qu'il n'était point chez lui, où il n'aurait d'ailleurs pas joui des mêmes libertés. Il a même oublié qu'il était l'hôte d'un peuple qui comme les autres, est bien fondé à revendiquer le respect que l'on doit à une nation indépendante et qui peut disposer d'elle comme elle l'entend (2).

Il est incontestable que le jour où les traités inégaux seront révisés et où la Chine possédera une organisation, les privilèges dont jouissent maintenant les étrangers ne pourront plus être maintenus. Aussi certains esprits qui ne pensent qu'à s'enrichir en allant en Chine, expriment aujourd'hui cyniquement leurs regrets de ce qu'ils appellent la décadence de la suprématie ou du prestige des blancs. D'où vient donc cette suprématie ? Est-ce au nom de la supériorité de la civilisation ? Mais nulle civilisation n'a le droit de se dire supérieure quand elle est simplement différente (3). Et même, s'il existe une civilisation supérieure ou réputée telle, celle-ci ne crée pas un titre pri-

(1) Challaye (F.), *La Chine et le Japon politiques*, 1921, p. 46.

(2) Valentin (F.), *L'Avènement d'une République*, 1926, p. 313.

(3) GEOUFFRE DE LAPRADELLE (A.), *La Question Chinoise*. *Revue de Droit International Public*, 1901, p. 334.

mordial à la domination, à l'exploitation d'une race par une autre. « Au fond, dans tout l'Extrême-Orient, dit M. Farjenel, les hommes de la race blanche sont convaincus qu'ils possèdent une supériorité de nature sur les indigènes, parce qu'ils les voient obligés de s'incliner devant la force, devant les soldats et les canons. Rarissimes sont ceux qui croient que les inégalités de puissance sont le fait de causes accidentelles historiques, et que cette situation peut changer » (1). Aussi existe-t-il toujours un abîme moral qui sépare le Chinois et l'Européen. « Le jour où la race jaune, dit M. Edmond Théry, que nous avons la vaniteuse habitude de considérer comme une race inférieure et qui nous le rend d'ailleurs, en nous traitant de barbares, par nécessité, ou par toute autre cause majeure, tournera énergiquement ses merveilleuses facultés vers le progrès mécanique, vers les sciences et la civilisation agressive, les rôles seront renversés dans le monde. Les vieilles nations occidentales, de race blanche, passant sur le terrain de la défensive, auront sans doute fort à faire pour maintenir leurs positions actuelles » (2). M. Elisée Reclus a remarqué également que s'il y eut « péril blanc » pour les peuples d'Asie, il y aura « péril jaune » pour les peuples d'Europe.

L'histoire a enregistré d'ailleurs maintes péripéties au

(1) Farjenel (F.), *A travers la Révolution Chinoise*, 1914, p. 105. Voici ce que disait l'auteur, de l'état d'esprit des blancs en Chine : « Dès mon arrivée en Chine, je constatai un curieux phénomène : les blancs, au milieu des jaunes, étaient fort mal renseignés sur les événements présents, ne connaissaient guère le passé et auguraient de l'avenir de la façon la plus fantaisiste », p. 104.

(2) Théry (E.), *Le Péril jaune*, 1901, p. 32.

sein même des Puissances égoïstes en Chine, unies et solidaires en certains moments, dissociées et rivales en d'autres, lorsqu'il y avait jalousie d'intérêts. La guerre russo-japonaise de 1904 avait pour cause des conflits d'intérêts dans la Chine du Nord, qui se déroulaient sur le territoire chinois. Si la Chine ne peut se débarrasser des influences étrangères, elle sera fatalement encore la cause et la victime d'une guerre prochaine dans le Pacifique. En définitive, aucune politique d'égoïsme ne portera des intérêts ; aucun privilège soutenu par la force ne durera. La parole de l'Écriture se vérifie éternellement au cours de l'Histoire de l'Humanité : « Ceux qui se servirent de l'épée, périront par l'épée. »

Tant que subsisteront les traités inégaux, il n'y aura pas de rapports amicaux possibles entre la Chine et les Puissances étrangères. Toutefois, si certaines Puissances n'accordent pas un œil sympathique aux revendications de la Chine, il faut en noter une cause importante. On ne peut ignorer, en effet, que de nombreux peuples coloniaux s'agitent de nos jours en Asie. Tout esprit impartial doit reconnaître que ce sont des mouvements de tendances nationales qui prennent naissance chez eux. L'influence des principes de Wilson et de Sun Yat-sen leur est très sensible. Et ces peuples tournent aujourd'hui leurs regards vers la Chine et suivent attentivement la marche de la Révolution Chinoise. Si celle-ci pouvait triompher, il y aurait des répercussions pour l'Angleterre sur ses nombreuses colonies asiatiques et particulièrement sur l'Inde, quartier général de l'impérialisme britannique. Quant on songe que l'Angleterre a perdu sensiblement de son com-

merce en Extrême-Orient depuis ces dernières années et que les Indes sont toujours sa vie, on peut deviner combien elle tient à sa domination. Pour le Japon, c'est à peu près le même cas. Si la Révolution Chinoise réussissait, les intérêts japonais en Mandchourie seraient non seulement affectés, mais encore la Corée serait encouragée à se révolter. Aussi ces deux pays, l'Angleterre et le Japon, en manière de propagande, calomnient-ils le Kuo Min Tang dans les milieux internationaux, en disant que c'est un parti bolchevique.

Les Puissances impérialistes ne peuvent toutefois étouffer la Chine. Les quatre cents millions de Chinois ont le droit sacré d'être libres, respectés et maîtres chez eux. Lorsque l'Europe a vu se dresser devant elle des peuples américains qui lui ont notifié leur volonté d'être désormais seuls maîtres de leurs libres destinées, elle a été tenue de compter. Le gouvernement Chinois fit de nombreuses tentatives, entre autres à la Conférence de la Paix, en 1919, et à celle de Washington, en 1921, pour obtenir la suppression des privilèges étrangers en Chine, mais toutes ces tentatives étant restées vaines jusqu'ici ; le peuple Chinois est désormais convaincu que la révision des anciens traités ne dépend plus que de lui-même.

Dans un immense pays, si le peuple n'avait pas un idéal commun, il serait un bateau sans gouvernail au milieu d'une vaste mer. Aujourd'hui le peuple Chinois possède un idéal révolutionnaire, il trouvera sa force et son courage dans la marche incessante au progrès où personne ne pourra l'arrêter. Cette force et ce courage le

soutiennent comme elles ont soutenu les conquérants de la Liberté dans tous les pays du monde.

Par l'abolition des traités inégaux, la Révolution Chinoise progressera en ce sens que le pays se libérera des entraves et des servitudes politiques et économiques pour réaliser par une réorganisation profonde une nouvelle destinée. La Chine, très riche en produits de son sol et de son sous-sol et qui a une abondance de travailleurs, sobres, économes et peu exigeants, a besoin pour son développement économique du concours des étrangers. Une collaboration sincère, conçue dans un esprit d'égalité, pourra profiter à tous et développer le commerce et l'amitié des nations.

Si la guerre est de nos jours déclarée « hors la loi », faut-il mettre également « hors la loi » les faits qui engendrent des guerres ? Parmi ces faits, on doit citer l'impérialisme, l'absolutisme et le capitalisme, qui sont les trois ennemis de la Révolution Chinoise. En les combattant, la Chine contribuera à la cause de la paix universelle, pensée constante de ses sages, et aux vœux de l'humanité souffrante.

Lu le Manuscrit :

Le Président,

GIDEL.

Vu :

Le Doyen,

BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CHINOIS

- SUN YAT-SEN. — *Le Principe des Races du Peuple*, 6 conférences, 1924.
— *Le Principe des Droits du Peuple*, 6 conférences, 1924.
— *Le Principe de la Vie du Peuple*, 4 conférences, 1924.
— *Le Projet de la Reconstruction Nationale*, 1924.
— *Le Plan de la Reconstruction Nationale*, 1920. — *Les Théories de Sun Wen*, 1918. — *Le Projet de la Création des Industries*, 1912. — *Les Eléments des Droits du Peuple*, 1916.
— *Règlement pratique pour l'instauration de l'autonomie locale*.
— *La Révolution Chinoise*, 1923.
— *L'Education intellectuelle des militaires*, 1921.
— *La Déclaration des Délégués de la Première Assemblée Nationale*, 1924.
— *Recueil des Ecrits de Sun Tchong-chan*, 4 vol., 1927.
— *Recueil des Discours de Sun Tchong-chan*, 1924.
HAO SUN. — *Etude sur l'Alliance avec la Russie*, 1927.
HOU HAN-MIN. — *La Connexité du Triple Principe du Peuple*, 1928.
— *Recueil des Discours de M. Hou Han-min*, 1927.
TAI KI-TAO. — *Le Fondement philosophique des Principes de Sun Wen*, 1925.
— *La Révolution Chinoise et le Kuo Min Tang Chinois*, 1925.
— *Le Fondement de l'indépendance de la Chine*, 1928.
SUN KING-YA. — Critique du livre : *Le Fondement philosophique des Principes de Sun Wen* (TAI KI-TAO), 1925.
TCHAO I-JOU. — *L'inspiration de la Révolution Chinoise*, 1926.
— *Introduction des Principes de Sun Wen*, 1926.

PRINCIPAUX OUVRAGES FRANÇAIS ET ANGLAIS A CONSULTER

- AULNEAU (J.). — *Russes, Japonais et Américains en Mandchourie*, 1911.
AUXION DE RUFFÉ (R. D'). — *Chine et Chinois d'aujourd'hui*, 1926.

- BÉRARD (V.). — *La Révolte de l'Asie*, 1904.
- BERESFORD (C.). — *The Break up of China*, London 1899.
- BERTRAND (P.). — *Les Atrocités de la Guerre de Chine*, 1901.
- BONAND (R. DE). — *Les Trois Empires Asiatiques, Russie, Chine, Japon*, 1913.
- BOUKHARINE (N.). — *Les Problèmes de la Révolution Chinoise*.
- CADOUX (G.). — *L'Evolution de la Chine*, Revue Politique et Parlementaire, 1924, 1925,
- CANTLE AND JONES. — *Sun Yat-sen and the Awakening of China*, London.
- CHALLAYE (F.). — *La Chine et le Japon politiques*, 1921.
- CHIANG KAI-SHEK. — *Déclaration to Kuomintang members*, Shanghai 1927.
- CORDIER (H.). — *La Révolution en Chine : les Origines*, 1900.
- DUBARBIER (G.). — *La Chine contemporaine politique et économique*, 1926.
- DUBOSQ (A.). — *L'Evolution de la Chine*, 1921.
— *La Chine en face des Puissances*, 1926.
— *Le Problème du Pacifique*, 1927.
- FARJENEL (F.). — *A travers la Révolution Chinoise*, 1914.
— *L'Avenir de la Civilisation Chinoise*, 1901.
- GÉRARD (A.). — *L'Extrême-Orient et la Paix*, 1919.
- GROUSSET (R.). — *Le Réveil de l'Asie*, 1924.
- GUERLET (P.). — *Etudes sur les divers procédés d'actions politiques des Puissances en Chine*, 1907.
- HAY TSOU CHAI. — *La Situation économique et politique de la Chine et ses perspectives d'avenir*, Louvain 1921.
- HOVELAQUE (E.). — *La Chine*, 1920.
- KOU HONG MING. — *Le Catéchisme de Confucius*, 1927.
— *L'Esprit du Peuple Chinois*, 1927.
- La Mandchourie et le Japon*, 1922.
- La Politique de Pékin*, Revue, 1927, 1928, 1929.
- LAO PONG-YO. — *La Chine nouvelle*, 1927.
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE (A.). — *La Question Chinoise*, Revue de Droit International public, 1901, 1902, 1903.
- LEGENDRE (D^r). — *La Civilisation Chinoise moderne*, 1926.
- LINEBARGER (P.). — *Sun Yat-sen and the Chinese Republic*, New-York 1925.

- LUZEUX (G¹). — *Notre politique en Chine*, 1901.
- MASPÉRO (G.). — *La Chine*, 2 vol., 1925.
- MAYBON (A.). — *La Politique Chinoise*, 1908.
— *La République Chinoise*, 1914.
- PAUTHIER (G.). — *Confucius ou les Quatre Livres de philosophie morale et politique de la Chine*, 1914.
- PINON (R.). — *La Chine qui s'ouvre*, 1900.
- PUTNAM WEALE. — *The Fight for the Republic in China*, London 1917.
- RECLUS (E.). — *La Chine et la diplomatie européenne*, 1900.
— *L'Empire du Milieu*, 1902.
- RODES (J.). — *Dix ans de Politique Chinoise*, 1914.
— *La Chine et le mouvement constitutionnel*, 1913.
— *Scènes de la vie révolutionnaire en Chine*, 1917.
- ROSS (E. A.). — *La Chine qui vient*, 1914.
- ROTTACH (E.). — *La Chine en révolution*, 1914.
— *La Chine moderne*, 1911.
- SIEOU TSIN-TAI. — *Le Pacifisme de la Chine de la Conférence de la Haye à la Société des Nations*, 1922.
- SFORZA (Comte). — *L'Enigme Chinoise*, 1928.
- SOULIÉ DE MORANT (G.). — *Exterritorialité et intérêts étrangers en Chine*, 1925.
- TCHEN HOSHIEU. — *Etude sur les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, de 1871 à nos jours*, 1921.
- TCHEN KI CHAN. — *La Politique de la Porte ouverte en Chine*, 1912.
- THÉRY (E.). — *Le Péril jaune*, 1901.
- VALENTIN (F.). — *L'Avènement d'une République*, 1926.
- WANG KING KY. — *La Voix de la Chine*, 1917.
- WONG CHING-WEI. — *La Chine et les Nations*, 1928.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE. — APERÇU HISTORIQUE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE	23
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Avant l'établissement de la République</i>	25
§ 1. — L'origine de Sun Yat-sen.....	25
§ 2. — Débuts du mouvement révolution- naire	26
§ 3. — Les premières défaites.....	27
§ 4. — La création du Triple Principe du Peuple et la défaite de 1900....	31
§ 5. — La fondation du Tong Mong Houei.	33
§ 6. — Les défaites successives.....	36
§ 7. — Le succès de la Révolution de 1911.	38
CHAPITRE II. — <i>Après l'établissement de la République</i>	41
§ 1. — L'inobservation des méthodes révo- lutionnaires	41
§ 2. — La trahison de Yuan Che-kai.....	43
§ 3. — La renaissance du Parti Révolution- naire Chinois.....	45
§ 4. — La lutte pour la Constitution.....	46
§ 5. — La réforme du Kuo Min Tang et sa déclaration	50
§ 6. — La lutte contre l'impérialisme.....	53
§ 7. — La mort de Sun Yat-sen.....	55
§ 8. — Les communistes avec le Kuo Min Tang	57
§ 9. — Les incidents sino-étrangers.....	62
§ 10. — La victoire du Kuo Min Tang....	64

DEUXIÈME PARTIE. — LE TRIPLE PRINCIPE DU PEUPLE	67
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Le Principe des Races du Peuple.</i>	69
§ 1. — La connaissance des invasions étrangères	71
A. — L'oppression des forces naturelles	71
B. — L'oppression politique	75
C. — L'oppression économique	77
§ 2. — L'indépendance du peuple Chinois par le développement du nationalisme	83
A. — L'union des familles et des clans	86
B. — La conservation de la civilisation nationale	86
C. — L'adoption des sciences modernes	88
§ 3. — L'égalité des races en Chine.....	89
§ 4. — La liberté des peuples opprimés du monde	91
CHAPITRE II. — <i>Le Principe des Droits du Peuple.</i>	95
§ 1. — Les idées démocratiques dans la Chine antique	96
§ 2. — Le régime républicain pour la Chine actuelle	100
§ 3. — Le gouvernement puissant au service du peuple	102
§ 4. — La distinction du pouvoir du peuple et de la puissance du gouvernement	104
§ 5. — L'harmonie entre le peuple et le gouvernement	108
A. — Les quatre droits du peuple...	109
B. — Les cinq pouvoirs constitutionnels	111
CHAPITRE III. — <i>Le Principe de la Vie du Peuple.</i>	117
§ 1. — L'évolution sociale dans la lutte pour la vie	118

§ 2. — La solution du problème de la vie,	120
§ 3. — Les méthodes préventives contre l'inégalité des richesses	123
A. — L'égalisation de la propriété des terres	123
B. — La restriction des capitaux....	125
§ 4. — Le développement des richesses nationales	126
§ 5. — Le communisme ou l'universalité...	128
TROISIÈME PARTIE. — LES MÉTHODES DES TROIS PÉRIODES	131
CHAPITRE I ^{er} . — <i>La Période Militaire</i>	135
CHAPITRE II. — <i>La Période Educative</i>	137
§ 1. — La tutelle du Kuo Min Tang.....	138
§ 2. — L'organisation de l'autonomie du hsien	143
§ 3. — La formation du gouvernement na- tional	151
A. — Le Yuan exécutif	153
B. — Le Yuan législatif	155
C. — Le Yuan judiciaire	156
D. — Le Yuan examinateur	158
E. — Le Yuan censorial	159
CHAPITRE III. — <i>La Période Constitutionnelle</i>	163
CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	177

